



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 4 avril 1970

Règlements

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7^o La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, April 4, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

33015 — 1-52

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

33015 — 1-52

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes**Advance Metal Industries Ltd.
Les Industries du métal Progrès ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal, Samuel Wex, 21, chemin Cleve, Hampstead, tous deux avocats, Erica Hume, secrétaire, épouse de John B. Hume, 1210-B, Havre des Iles, Laval, et Annie Royal, réceptionniste, épouse d'Aimé Royal, 1636, Nicolette, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de métal de toutes sortes, sous le nom de « Advance Metal Industries Ltd. — Les Industries du métal Progrès ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 15,000 actions privilégiées, série A, d'une valeur au pair de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées, série B, d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

5498-1969

**Agence Sénécal inc.
Sénécal Agency Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e

Letters Patent**Advance Metal Industries Ltd.
Les Industries du métal Progrès ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal, Samuel Wex, 21 Cleve Road, Hampstead, both advocates, Erica Hume, secretary, wife of John B. Hume, 1210-B Havre des Iles, Laval, and Annie Royal, receptionist, wife of Aimé Royal, 1636 Nicolette, Montreal, for the following purposes:

To deal in metal products of all kinds, under the name of "Advance Metal Industries Ltd. — Les Industries du métal Progrès ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each, 15,000 series A preferred shares of the par value of \$1 each and 15,000 series B preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

5498-1969

**Agence Sénécal inc.
Sénécal Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de janvier 1970, constituant en corporation: Adrien Sénécal, agent d'assurances, Monique DeBlois, ménagère, épouse dudit Adrien Sénécal, tous deux de 50, 4e Rue, Laval, et Gilles Sénécal, agent d'assurances, 8042, avenue Querbes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Agence Sénécal inc.—Sénécal Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, 4e Rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 6227-1969

and Cooperatives, incorporating: Adrien Sénécal, insurance agent, Monique DeBlois, housewife, wife of the said Adrien Sénécal, both of 50, 4th St., Laval, and Gilles Sénécal, insurance agent, 8042 Querbes Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Agence Sénécal inc.—Sénécal Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 50, 4th St., Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 6227-1969

Alliance Restaurant Equipment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Raymond Leblanc, 456, rue Bretagne, Laval, Laval, Nick Vlahogianis, 7487, Montpetit, Saint-Léonard, et Peter Triantafillopoulos, 7581, rue Garnier, app. 6, Montréal, tous trois marchands, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'équipement de cuisines et de restaurants, de quincaillerie, de fournitures électriques, de fournitures pour la construction et pour les marchands de bois, de machinerie et d'équipement de toutes sortes, sous le nom de « Alliance Restaurant Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885 10-1970

Alliance Restaurant Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Leblanc, 456 Bretagne Street, Laval, Nick Vlahogianis, 7487 Montpetit, Saint-Léonard, and Peter Triantafillopoulos, 7581 Garnier Street, Apt. 6, Montreal, all three merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in kitchen and restaurant equipment, hardware, electrical supplies, building supplies, lumbermen's supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Alliance Restaurant Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885-o 10-1970

**Apollo Distributors Ltd.
Les distributeurs Apollon Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: David I. Schatia, 7025, chemin Clover, Montréal, Larry S. Sazant, 40, Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Irene Stielow, secrétaire, célibataire, 90, Crepeau, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

S'établir propriétaires, distributeurs et éditeurs de journaux, magazines et revues et autres publications, sous le nom de « Apollo Distributors Ltd. — Les distributeurs Apollon Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885 11-1970

**Apollo Distributors Ltd.
Les distributeurs Apollon Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David I. Schatia, 7025 Clover Road, Montreal, Larry S. Sazant, 40 Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Irene Stielow, secretary, spinster, 90 Crepeau, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as proprietors, distributors and publishers of newspapers, magazines and other publications, under the name of "Apollo Distributors Ltd. — Les distributeurs Apollon Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885-o 11-1970

Articles de bureau Landry inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Roland Grégoire, vendeur d'autos-neige, 1291, route 42, Andrée de Launière, garde licenciée, épouse de Wilfrid Landry, 676, Monseigneur Forbes, et Rénald Turcotte, gérant, 666, Monseigneur Forbes, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, de papeterie, d'articles de bureau en général, de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Articles de bureau Landry inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 676, rue Monseigneur Forbes, Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6106-1969

L'Association de courses moto-neige des Laurentides inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Bell, imprimeur, 530, rue Laviolette, app. 530, Guy Thomas, professeur, 587, rue Charette, et Jean-Pierre Trempe, courtier d'assurance, 560, rue Bellerive, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « L'Association de courses moto-neige des Laurentides inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 5565-1969

L'Association des camionneurs de Chibougamau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Morin, 434, Wilson, Bertrand Caron, 848, 4e rue, Marcel Lapointe, 788, 4e rue, André Gauthier, 386, 4e rue, Fernand Fortin, 776, 5e rue, Alexandre Tremblay, 748, 4e rue, André Bouchard, 810, 8e rue, Roland Lapointe, 950, 3e rue, Paul Paré, 114, Perreault, Thomas Dubois, 378, 1re rue, Ghislain Bouchard, 205, Henderson, et Wilfrid Thibeault, 458, 5e rue, tous camionneurs, de Chibougamau, pour les objets suivants:

Articles de bureau Landry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Grégoire, snowmobile salesman, 1291 Route 42, Andrée de Launière, registered nurse, wife of Wilfrid Landry, 676 Monseigneur Forbes, and Rénald Turcotte, manager, 666 Monseigneur Forbes, all three of Joliette, for the following purposes:

To manufacture and deal in appliances for reproducing sound and communication, in stationery, office equipment in general, furniture and novelties of all kinds, under the name of "Articles de bureau Landry inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and 10,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 676 Monseigneur Forbes St., Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6106-1969

L'Association de courses moto-neige des Laurentides inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denis Bell, printer, 530 Laviolette Street, Apt. 530, Guy Thomas, professor, 587 Charette Street, and Jean-Pierre Trempe, insurance broker, 560 Bellerive Street, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote snowmobiling in particular, under the name of "L'Association de courses moto-neige des Laurentides inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 5565-1969

L'Association des camionneurs de Chibougamau inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Morin, 434 Wilson, Bertrand Caron, 848, 4th Street, Marcel Lapointe, 788, 4th Street, André Gauthier, 386, 4th Street, Fernand Fortin, 776, 5th Street, Alexandre Tremblay, 748, 4th Street, André Bouchard, 810, 8th Street, Roland Lapointe, 950, 3rd Street, Paul Paré, 114 Perreault, Thomas Dubois, 378, 1st Street, Ghislain Bouchard, 205 Henderson, and Wilfrid Thibeault, 458, 5th Street, all truckers of Chibougamau, for the following purposes:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des camionneurs de Chibougamau inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 6199-1969

**L'Association des Citoyens
de Milton-Parc inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: David Williams, professeur, 3637, Ste-Famille, Maurice Tim Jones, dessinateur, 3629, Ste-Famille, Roy Crowe, statisticien, 3666, Hutchison, Nicole Durand, 3557, Ste-Famille, et Martha Borgman, 3695, Jeanne-Mance, ces deux dernières professeurs, filles majeures, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'essor social, économique, éducatif et culturel des citoyens, sous le nom de « L'Association des Citoyens de Milton-Parc inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 5460-1969

**L'Association des Terrains de Camping
des Cantons de l'Est**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard V. Côté, chauffeur, Sherbrooke, Robert M. Desloges, professeur, Ayer's Cliff, Yvonne Poulin, ménagère, épouse de Benoit Poulin, Katevale, Mme Lauréat Lachance, ménagère, épouse de Lauréat Lachance, Disraëli, et Ethel Smyth, secrétaire médicale, épouse de Howard Smyth, Lennoxville, pour les objets suivants:

Promouvoir le camping et toutes autres choses connexes, sous le nom de « L'Association des Terrains de Camping des Cantons de l'Est ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$90,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 5675-1969

To study, promote, protect and develop in any way the economical, social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des camionneurs de Chibougamau inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 6199-1969

**L'Association des Citoyens
de Milton-Parc inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: David Williams, professor, 3637 Ste-Famille, Maurice Tim Jones, draughtsman, 3629 Ste-Famille, Roy Crowe, statistician, 3666 Hutchison, Nicole Durand, 3557 Ste-Famille, and Martha Borgman, 3695 Jeanne-Mance, the two latter professors, spinsters of the full age of majority, all five of Montreal, for the following purposes:

To promote the social, economic, educational and cultural growth of the citizens, under the name of "L'Association des Citoyens de Milton-Parc inc."

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 5460-1969

**L'Association des Terrains de Camping
des Cantons de l'Est**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard V. Côté, chauffeur, Sherbrooke, Robert M. Desloges, professor, Ayer's Cliff, Yvonne Poulin, housewife, wife of Benoit Poulin, Katevale, Mrs. Lauréat Lachance, housewife, wife of Lauréat Lachance, Disraëli, and Ethel Smyth, medical secretary, wife of Howard Smyth, Lennoxville, for the following purposes:

To promote camping and all other things related thereto, under the name of "L'Association des Terrains de Camping des Cantons de l'Est".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$90,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 5675-1969

**Association Trifluvienne des loisirs
paroissiaux (A.T.L.P.) inc.**

Le ministre des institutions financières compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Auger, gérant, 707, Ste-Catherine, Yvan Leclerc, épicier, 600, rue Charlevoix, et Roland Thibeault, contrôleur, 1835, Victoria, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association Trifluvienne des loisirs paroissiaux (A.T.L.P.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

450-1970

**Auto-sport (Drummond) Itée
Auto-Sport (Drummond) Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jocelyne Lacoste, 113, Clarence, Cécile Bernard, 382, St-Viateur, Denise Duquette, 438, St-Jacques, toutes trois secrétaires, filles majeures, et Yves Lagacé, avocat, 252, Hillview, tous quatre de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Auto-sport (Drummond) Itée — Auto-Sport (Drummond) Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1780, boulevard Mercure, Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6349-1969

Claude Beaupré limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Claude Beaupré, homme d'affaires, 3300, Jean-Talon ouest, suite 308, André St-Denis, 5634, Cartier, tous deux de Montréal, et Roger Grand'Maison, 6075, Louvois, Saint-Léonard, ces deux derniers commerçants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de projection animée, sous le nom de « Claude Beaupré limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

**Association Trifluvienne des loisirs
paroissiaux (A.T.L.P.) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léopold Auger, manager, 707 Ste-Catherine, Yvan Leclerc, grocer, 600 Charlevoix Street, and Roland Thibeault, controller, 1835 Victoria, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Association Trifluvienne des loisirs paroissiaux (A.T.L.P.) inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

450-1970

**Auto-sport (Drummond) Itée
Auto-Sport (Drummond) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jocelyne Lacoste, 113 Clarence, Cécile Bernard, 382 St-Viateur, Denise Duquette, 438 St-Jacques, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, and Yves Lagacé, advocate, 252 Hillview, all four of Granby, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Auto-sport (Drummond) Itée — Auto-Sport (Drummond) Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1780 Mercure Boulevard, Drummondville South, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6349-1969

Claude Beaupré limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Beaupré, businessman, 3300 Jean-Talon west, suite 308, André St-Denis, 5634 Cartier, both of Montreal, and Roger Grand'Maison, 6075 Louvois, Saint-Léonard, the latter two traders, for the following purposes:

To carry on business as moving picture producers and editors, under the name of "Claude Beaupré limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 3300, rue Jean-Talon ouest, suite 308, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6128-69

La Boussole de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jacques Camiré, technicien en action sociale, Johanne Richer, ménagère, épouse dudit Jacques Camiré, tous deux de 8300, Levrard, Saint-Léonard, et Serge Camiré, commis, 7999, Cartier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « La Boussole de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 385-1970

Boutique Clément inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Gérard Clément, marchand, 7105, Cartier, Marcel Dubuc, gérant, 4303, Brodeaux, et Laurette Fontaine, secrétaire, fille majeure, 7935, St-Denis, app. 202, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de mercerie, sous le nom de « Boutique Clément inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6044-69

Les Braves du Sud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, François Perreault, 5305, rue Churchill, tous trois avocats, Benoit Rivet, stagiaire, 4370, rue Brébeuf, tous deux de Montréal, et Roger Ménard, camionneur, Saint-Philippe, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Braves du Sud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

The head office of the company is at 3300 Jean-Talon Street west, suite 308, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6128-69

La Boussole de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Camiré, technician in social action, Johanne Richer, housewife, wife of said Jacques Camiré, both of 8300 Levrard, Saint-Léonard, and Serge Camiré, clerk, 7999 Cartier, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "La Boussole de Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 385-1970

Boutique Clément inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Clément, merchant, 7105 Cartier, Marcel Dubuc, manager, 4303 Brodeaux, and Laurette Fontaine, secretary, spinster of the full age of majority, 7935 St. Denis, apt. 202, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as haberdashers, under the name of "Boutique Clément inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6044-69

Les Braves du Sud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy, Saint-Laurent, François Perreault, 5305 Churchill Street, all three advocates, Benoit Rivet, articulated student, 4370 Brébeuf Street, both of Montreal, and Roger Ménard, trucker, Saint-Philippe, for the following purposes:

The organization of recreational facilities, under the name of "Les Braves du Sud inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Philippe, comté de Laprairie, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6269-69

Butterfly Flowers Mfg. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Pierino Leggiero, Vincenzo Leggiero, tous deux du 232, Bélanger, et Antonio Leggiero, 6748, De Gaspé, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Butterfly Flowers Mfg. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 263, rue Dante, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

280-70

Céramiques K. & D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat, 5034, avenue Grosvenor, Jeannine Lemieux, secrétaire, épouse de Fernand Tellier, 6626, rue Hurteau, tous deux de Montréal, et Robert Delisle, artiste, 825, rue Principale, Rougemont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de céramiques, artisanats, nouveautés, ornements et jouets de toutes sortes, sous le nom de « Céramiques K. & D. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rougemont, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

364-1970

Arthur Chiasson et fils limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Arthur Chiasson, marchand, Thérèse Chiasson, ménagère, épouse dudit Arthur Chiasson, tous deux de 509, Lacombe, Saint-Paul l'Ermitte, et Michel-H. Gosselin, comptable, 3864, Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Arthur Chiasson et fils limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the corporation is at Saint-Philippe, county of Laprairie, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6269-69

Butterfly Flowers Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierino Leggiero, Vincenzo Leggiero, both of 232 Bélanger, and Antonio Leggiero, 6748 De Gaspé, all three businessmen, of Montréal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Butterfly Flowers Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 263 Dante Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

280-70

Céramiques K. & D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold S. Freeman, advocate, 5034 Grosvenor Avenue, Jeannine Lemieux, secretary, wife of Fernand Tellier, 6626 Hurteau Street, both of Montreal, and Robert Delisle, artist, 825 Principale Street, Rougemont, for the following purposes:

To deal in ceramics, handicrafts, novelties, ornaments and toys of all kinds, under the name of "Céramiques K. & D. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Rougemont, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

364-1970

Arthur Chiasson et fils limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Chiasson, trader, Thérèse Chiasson, housewife, wife of said Arthur Chiasson, both of 509 Lacombe, Saint-Paul l'Ermitte, and Michel-H. Gosselin, accountant, 3864 Parc Lafontaine, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Arthur Chiasson et fils limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Paul l'Ermitte, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-0 6221-1969

Club auto-neige & nautique de Ladurantaye inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Dumont, homme d'affaires, Marcel Pelletier, hôtelier, et Nicole Castonguay, maîtresse de maison, épouse dudit Marcel Pelletier, tous trois de Saint-Vallier, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige et de la natation, sous le nom de « Club auto-neige & nautique de Ladurantaye inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Vallier, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-0 107-70

Club Coeur à Tout inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Girouard, avocat, 2575, Marie Leneuf, Trois-Rivières, Hélène Baribeau, et Jocelyne Baribeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 425, Arcand, app. 3, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la marche et de la course à pied, sous le nom de « Club Coeur à Tout inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est 3790, Des Hêtres, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-0 4181-1969

Le Club Optimiste de Rawdon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Morin, épiciier, Simon Poulin, comptable, et Réjean Rivest, maître-coiffeur, tous trois de Rawdon, pour les objets suivants:

Promouvoir un intérêt dans les affaires civiles et gouvernementales, sous le nom de « Le Club Optimiste de Rawdon inc. ».

The head office of the company is at Saint-Paul l'Ermitte, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

33885 6221-1969

Club auto-neige & nautique de Ladurantaye inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Dumont, businessman, Marcel Pelletier, hotel-keeper, and Nicole Castonguay, housewife, wife of the said Marcel Pelletier, all three of Saint-Vallier, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and particularly to promote the sports of snow-mobiling and swimming, under the name of "Club auto-neige & nautique de Ladurantaye inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Vallier, judicial district of Montmagny.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

33885 107-70

Club Coeur à Tout inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Girouard, advocate, 2575 Marie Leneuf, Trois-Rivières, Hélène Baribeau, and Jocelyne Baribeau, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, 425 Arcand, apt. 3, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote walking and foot-racing in particular, under the name of "Club Coeur à Tout inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at 3790 Des Hêtres, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

33885 4181-1969

Le Club Optimiste de Rawdon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Morin, grocer, Simon Poulin, accountant, and Réjean Rivest, master hairdresser, all three of Rawdon, for the following purposes:

To promote an interest in civic and governmental affairs, under the name of "Le Club Optimiste de Rawdon inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder une corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-0

5432-1969

La Confédération québécoise du Plein Air

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Larue, 4321, Papineau, Henri Biard, 3300, Bélanger est, tous deux administrateurs, Michel-H. Gosselin, comptable agréé, 3864, Parc Lafontaine, tous trois de Montréal, et Claude Lavallée, policier, 167, Place Champlain, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exploiter une confédération qui regroupe des fédérations, des associations, des clubs et divers mouvements de plein air, sous le nom de « La Confédération québécoise du Plein Air ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-0

6222-69

Conrad Sportswear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Conrad Kogan, homme d'affaires, Betty Kates, ménagère, épouse dudit Conrad Kogan, tous deux du 1383, Webb, Laval, Eddy Majerfeld, homme d'affaires, et Judy Katz, ménagère, épouse dudit Eddy Majerfeld, ces deux derniers du 296, Alexis Nihon, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

L'industrie du vêtement de sport, sous le nom de « Conrad Sportswear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3686, boulevard Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885

6344-69

Les Constructions Henri Girard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Léonard Dufour, comptable, 648, de la Gare, Hélène Deschryver, secrétaire, épouse de Armand-Robert Nolin, 715, des Remparts, et

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Rawdon, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

5432-1969

La Confédération québécoise du Plein Air

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Larue, 4321 Papineau, Henri Biard, 3300 Bélanger East, both administrators, Michel-H. Gosselin, chartered accountant, 3864 Parc Lafontaine, all three of Montreal, and Claude Lavallée, policeman, 167 Champlain Place, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To manage a confederation regrouping federations, associations, clubs and various outdoor organizations, under the name of "La Confédération québécoise du Plein Air".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired or owned by the corporation is of \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6222-69

Conrad Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Kogan, businessman, Betty Kates, housewife, wife of the said Conrad Kogan, both of 1383 Webb, Laval, Eddy Majerfeld, businessman, and Judy Katz, housewife, wife of the said Eddy Majerfeld, the latter two of 296 Alexis Nihon, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture sportswear, under the name of "Conrad Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 3686 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-0

6344-69

Les Constructions Henri Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Dufour, accountant, 648 de la Gare, Hélène Deschryver, secretary, wife of Armand-Robert Nolin, 715 des Remparts, and Hélène Richard,

Hélène Richard, secrétaire, épouse de Paul-H. Fortin, 16, St-Luc ouest, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Constructions Henri Girard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hébertville-Station, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 4012-1969

**Contrôle de gaz I.M. limitée
 I.M. Gas Control Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Léo-F. Schryburt, 5900, Giffard, Saint-Léonard, Jean-Louis Durand, 4690, De Mobile, tous deux gérants, et Laval Fortier, caméraman, 1420, Guertin, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils de contrôle et d'appareils servant à contrôler toutes matières gazeuses, sous le nom de « Contrôle de gaz I.M. limitée — I.M. Gas Control Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6515, P.-E. Lamarche, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 125-1970

**Couvreur Chomedey inc.
 Chomedey Roofing Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Pierre Lalonde, avocat, 1, Place Laval, #305, Jean-Marc Richer, notaire, 87, Les Peupliers, tous deux de Laval, et Denise Valiquette, secrétaire, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs et faire la pose de la toiture et de bardeaux, sous le nom de « Couvreur Chomedey inc.—Chomedey Roofing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 598, Lavoie, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 6284-1969

Honorat Cusson inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1970, constituant en corporation:

secretary, wife of Paul-H. Fortin, 16 St-Luc west, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Constructions Henri Girard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Hébertville-Station, judicial district of Roberval.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

33885 4012-1969

**Contrôle de gaz I.M. limitée
 I.M. Gas Control Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo-F. Schryburt, 5900 Giffard, Saint-Léonard, Jean-Louis Durand, 4690 De Mobile, both managers, and Laval Fortier, cameraman, 1420 Guertin, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To make and deal in apparatus used to control all gaseous matter, under the name of "Contrôle de gaz I.M. limitée — I.M. Gas Control Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6515 P.-E. Lamarche, Saint-Léonard, judicial district of Montréal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

33885 125-1970

**Couvreur Chomedey inc.
 Chomedey Roofing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalonde, advocate, 1 Place Laval, #305, Jean-Marc Richer, notary, 87 Les Peupliers, both of Laval, and Denise Valiquette, secretary, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and constructors and to lay roofs and clapboard, under the name of "Couvreur Chomedey inc.—Chomedey Roofing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and into 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 598 Lavoie, Laval, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

33885 6284-1969

Honorat Cusson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Honorat

Honorat Cusson, marchand, Fabien Cusson, plombier, et Gilles Cusson, industriel, tous trois de Saint-Valérien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction et faire le commerce de tous matériaux employés dans la construction, sous le nom de « Honorat Cusson inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Valérien-de-Milton, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 169-70

Distributions Éclair (1969) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverlye, Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous deux de Mont-Royal, Michel Cogger, 376, Redfern, Peter Casey, 370, avenue Clarke, tous deux de Westmount, tous quatre avocats, Mariette Dupré, 6550, 19e avenue, Jacqueline Thibodeau, 1770, rue Sauvé est, et Louise Filion, 3620, rue Messier, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de journaux, revues, volumes, brochures, catalogues, périodiques, clichés, gravures, enseignes, illustrations, images et autres nouveautés littéraires, commerciales, scientifiques, techniques et artistiques, sous le nom de « Distributions Éclair (1969) Itée », avec un capital divisé en 4,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 8320, Place Lorraine, Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6278-1969

Le Domaine Champ d'Azur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Gilles Bertrand, 147, Dunrae, Mont-Royal, Marc Bourgeois, 4050, Jauron, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, tous trois avocats, Pierre Gariépy, 4874, Côte des Neiges, et André Gauthier, 3191, Jean-Brillant, ces deux derniers étudiants, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer, diriger, surveiller, gérer ou contrôler les affaires de toutes compagnies, commerces ou entreprises, sous le nom de « Le Domaine Champ d'Azur inc. », avec un capital divisé en 500,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 5863-69

Cusson, marchand, Fabien Cusson, plumber, and Gilles Cusson, industrialist, all three of Saint-Valérien, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, and to deal in all building materials, under the name of "Honorat Cusson inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Valérien-de-Milton, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 169-70

Distributions Éclair (1969) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both of Mount Royal, Michel Cogger, 376 Redfern, Peter Casey, 370 Clarke Avenue, both of Westmount, all four advocates, Mariette Dupré, 6550, 19th Avenue, Jacqueline Thibodeau, 1770 Sauvé Street East, and Louise Filion, 3620 Messier Street, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority of Montreal, for the following purposes:

To deal in newspapers, magazines, volumes, brochures, catalogues, periodicals, stereotypes, engravings, signs, illustrations, pictures and other literary, commercial, scientific, technical and artistic novelties, under the name of "Distributions Éclair (1969) Itée", with a capital stock divided into 4,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at 8320 Place Lorraine, Anjou, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6278-1969

Le Domaine Champ d'Azur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Bertrand, 147 Dunrae, Mount Royal, Marc Bourgeois, 4050 Jauron, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, all three advocates, Pierre Gariépy, 4874 Côte des Neiges, and André Gauthier, 3191 Jean-Brillant, the latter two students, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To administer, direct, supervise, manage or control the affairs of all companies, businesses or enterprises, under the name of "Le Domaine Champ d'Azur inc.", with a capital stock divided into 500,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 5863-69

Draperies Châteauguay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Reynald Bousquet, marchand, Florence Poulin, marchande, épouse dudit Reynald Bousquet, tous deux de 4, rue Picard, Châteauguay-Centre et Maurice Bertheau, comptable, 102, Sherwood, Cowansville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de draperies, tentures, rideaux et stores de toutes sortes, sous le nom de « Draperies Châteauguay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 16-1970

E.C.A. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Bernard Marois, conseiller en administration, 3355, chemin Reine Marie, app. 717, Montréal, Pierre Marois, avocat, 100, Gardenville, Longueuil, et Mario Ouimet, conseiller en construction, 826, Moreau, Sainte-Thérèse-en-Haut, pour les objets suivants:

Offrir des services de consultation en administration et en aménagement, sous le nom de « E.C.A. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 6087-69

E.T.D. (Études et Traitement des Données) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 24 décembre 1969, autorisant la fusion de « Études et Traitement des Données (Montréal) inc. », constituée par lettres patentes en date du 9 mars 1965, et « Études et Traitement des Données (Québec) inc. », constituée par lettres patentes en date du 5 août 1965, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Établir un centre de traitements de données, sous le nom de « E.T.D. (Études et Traitement des Données) inc. », avec un capital de 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair et la consideration totale pour laquelle les actions peuvent être émises sera de \$100,000,000.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 6305-69 — 1532/28

Draperies Châteauguay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Reynald Bousquet, trader, Florence Poulin, trader, wife of said Reynald Bousquet, both of 4 Picard Street, Châteauguay-Centre, and Maurice Bertheau, accountant, 102 Sherwood, Cowansville, for the following purposes:

To manufacture and deal in draperies, tapes, curtains and blinds of all kinds, under the name of "Draperie Châteauguay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33885 16-1970

E.C.A. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Marois, management consultant, 3355 Queen Mary Road, apt. 717, Montreal, Pierre Marois, advocate, 100 Gardenville, Longueuil, and Mario Ouimet, building consultant, 826 Moreau, Sainte-Thérèse-en-Haut, for the following purposes:

To offer the services of management and planning consultants, under the name of "E.C.A. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33885 6087-69

E.T.D. (Études et Traitement des Données) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Études et Traitement des Données (Montréal) inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of March, 1965, and "Études et Traitement des Données (Québec), inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of August, 1965, all the aforementioned letters patent having been issued under said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To establish a data processing center, under the name of "E.T.D. (Études et Traitement des Données) inc.", with a capital stock of 1,000,000 common shares of no par value, and the total amount for which shares may be issued will be \$100,000,000.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33885 6305-69 — 1532/2

Élégance masculine Denis D'Auteuil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Roger Dulude, restaurateur, 1101, Fontainebleau, Sainte-Foy, Jules Marois, hôtelier, 230, boulevard Talbot, Notre-Dame-des-Laurentides, Alain St-Hilaire, 269, 57e rue ouest, Robert Marois, 7230, avenue Doucet, tous deux de Charlesbourg, Roger Garneau, 151, St-Georges, Lévis, tous trois industriels, et Denis St-Hilaire, représentant, 7912, Chouinard, LaSalle, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour hommes ou garçons, de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Élégance masculine Denis D'Auteuil inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 63, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6152-69

Ellas Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, Heath Place, Hampstead, et Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Ellas Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 268-1970

**Les entreprises Bac inc.
Bac Enterprises Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Charles Holdstock, avocat, 3442, avenue Laval, Mario Charbonneau, chauffeur, 1514, rue Fleury est, tous deux de Montréal, et Florence Léveillé, ménagère, épouse de Bernard Charbonneau, 418, 15e Rue, Laval, pour les objets suivants:

Louer à court terme des véhicules de promenade (automobiles) aux personnes désirant passer leur examen en vue d'obtenir un permis de conduire ou de chauffeur, sous le nom de « Les entreprises Bac inc. — Bac Enterprises Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8697, rue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6254-1969

Élégance masculine Denis D'Auteuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Dulude, restaurateur, 1101 Fontainebleau, St. Foy, Jules Marois, hotel-keeper, 230 Talbot Blvd., Notre-Dame-des-Laurentides, Alain St-Hilaire, 269, 57th Street west, Robert Marois, 7230 Doucet Ave., both of Charlesbourg, Roger Garneau, 151 St-Georges, Lévis, all three industrialists, and Denis St-Hilaire, representative, 7912 Chouinard, LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing for men or boys, and in their parts and accessories, under the name of "Élégance masculine Denis D'Auteuil inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 63 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6152-69

Ellas Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Ellas Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 268-1970

**Les entreprises Bac inc.
Bac Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Holdstock, advocate, 3442 Laval Avenue, Mario Charbonneau, chauffeur, 1514 Fleury Street East, both of Montreal, and Florence Léveillé, housewife, wife of Bernard Charbonneau, 418, 15th Street, Laval, for the following purposes:

To rent, at short term, motor vehicles for those wishing to pass their exam in order to receive a driver's or driving license, under the name of "Les entreprises Bac inc. — Bac Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 20,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8697 de Gaspé Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6254-1969

**Les entreprises Liliane & Martin ltée
Liliane & Martin Enterprises Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Conrad Choquette, gérant, Liliane Pelchat, ménagère, épouse dudit Conrad Choquette, tous deux du 103, rue Centrale, LaSalle, et Joyce Larivière, secrétaire, fille majeure, 10173, Henault, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'équipement, appareils et provisions utilisés ou faisant partie du studios de santé, de gymnases et autres exploitations du même genre, sous le nom de « Les entreprises Liliane & Martin ltée — Liliane & Martin Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 76-70

**Les évaluateurs du
Nord-Ouest Québécois inc.
North-Western Québec Valuers Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jean-Robert Côté, 28, 2e Rue, Noranda, Jean-Paul Langlois, 855, Côté, tous deux ingénieurs, et Jacques Coutu, avocat, 203, Latulipe ouest, ces deux derniers de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation, l'expertise et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Les évaluateurs du Nord-Ouest Québécois inc. — North-Western Québec Valuers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 55-1970

**Fédération des clubs de raquetteurs
de la province de Québec**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Bolduc, attaché d'administration, 1995, Lafontaine, Québec, Jerry Lamontagne, administrateur, 239, Champlain, Hull, Yvon Dubreuil, représentant, 8595, Foucher, Raoul Charbonneau, 4595, St-Laurent, et J.-A. Cyrille Contant, 915, Gounod, app. 6, ces deux derniers rentiers, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les clubs de raquetteurs, sous le nom de « Fédération des clubs de raquetteurs de la province de Québec ».

**Les entreprises Liliane & Martin ltée
Liliane & Martin Enterprises Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Choquette, manager, Liliane Pelchat, housewife, wife of the said Conrad Choquette, both of 103 Central Street, LaSalle, and Joyce Larivière, secretary, fille majeure, 10173 Henault, Montreal North, for the following purposes:

To deal in all kinds of equipment, apparatus and provisions required or used in the operation of health studios, gymnasiums and facilities, under the name of "Les entreprises Liliane & Martin ltée — Liliane & Martin Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 76-50

**Les évaluateurs du
Nord-Ouest Québécois inc.
North-Western Québec Valuers Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Robert Côté, 28, 2nd Street, Noranda, Jean-Paul Langlois, 855 Côté, both engineers, and Jacques Coutu, advocate, 203 Latulipe West, the latter two of Rouyn, for the following purposes:

The appraisal, valuation, expert appraisement and appreciation of all kinds of movables, property and exploitations, under the name of "Les évaluateurs du Nord-Ouest Québécois inc. — North-Western Québec Valuers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 55-1970

**Fédération des clubs de raquetteurs
de la province de Québec**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Bolduc, management attaché, 1995 Lafontaine, Québec, Jerry Lamontagne, administrator, 239 Champlain, Hull, Yvon Dubreuil, representative, 8595 Foucher, Raoul Charbonneau, 4595 St. Lawrence, and J.-A. Cyrille Contant, 915 Gounod, apt. 6, the latter two annuitants, the three latter of Montreal, for the following purposes:

To group together snow-shoeing clubs, under the name of "Fédération des clubs de raquetteurs de la province de Québec".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,500.

Le siège social de la corporation est 4595, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6184-1969

Ferd Tobacco Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de tabac, cigarettes, cigares, pipes, divers articles de fumeurs, et autres objets et articles utilisés par les fumeurs, sous le nom de « Ferd Tobacco Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1465, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

5986-69

Finance Centico Itée Centico Finance Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1970, constituant en corporation: André St-Pierre, agent, Marcel Décary, homme d'affaires, tous deux de 10617, de Lorimier, Gaston Paradis, agent, 9762, Curotte, Yvon Faille, vendeur, 4681, Barclay, et Arthur Morin, surintendant, 12084, Depatie, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de finance, sous le nom de « Finance Centico Itée — Centico Finance Ltd. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

308-1970

Formtech Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 8944, Millen, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,500.

The head office of the corporation is at 4595 St. Lawrence Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6184-1969

Ferd Tobacco Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in tobacco, cigars, cigars, pipes, smoker's sundries, and such other articles and things as are commonly used by smokers, under the name of "Ferd Tobacco Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1465 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

5986-69

Finance Centico Itée Centico Finance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André St-Pierre, agent, Marcel Décary, businessman, both of 10617 de Lorimier, Gaston Paradis, agent, 9762 Curotte, Yvon Faille, salesman, 4681 Barclay, and Arthur Morin, superintendent, 12084 Depatie, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Finance Centico Itée — Centico Finance Ltd.", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

308-1970

Formtech Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 8944, Millen, the latter two of Montreal, for the following purposes:

L'industrie et le commerce de matières plastiques et produits chimiques ainsi que de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Formtech Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885 265-70

Galanau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Raymond Lanctôt, cultivateur, Frelighsburg, Michel Gagnon, médecin, 193, de Bourgogne, Saint-Lambert, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits agricoles, produits alimentaires ainsi que faire l'élevage et le commerce de bestiaux et animaux domestiques de tous genres, sous le nom de « Galanau inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 5968-69

Ger - Bo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Fernand Lévesque, Gilles Denis, tous deux avocats, de 170, boulevard Dorchester est, Montréal, et Raymonde Seguin, secrétaire, fille majeure, 4, Terrace Lamothe, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme importateurs et exportateurs de toutes sortes de biens et marchandises périssables ou non, sous le nom de « Ger-Bo inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3459, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o 5914-69

Gerto Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1970, constituant en corporation: André Quenneville, entrepreneur, 5700, boulevard Industrielle, Montréal, André Trottier, 3685, rue Landerneau, Trois-Rivières-Ouest, Louis de Villers, 4215, des Bouleaux, Robert

To manufacture and deal in plastics and chemicals and plastic substances of all kinds, under the name of "Formtech Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at L'Assomption, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33885-o 265-70

Galanau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lanctôt, farmer, Frelighsburg, Michel Gagnon, doctor, 193 de Bourgogne, Saint-Lambert, and Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To deal in farm and food products and carry on business in the breeding and sale of cattle and domestic animals of all kinds, under the name of "Galanau inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 90,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Bedford, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33885 5968-69

Ger - Bo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lévesque, Gilles Denis, both advocates, of 170 Dorchester Boulevard East, Montreal, and Raymonde Seguin, secretary, spinster of the full age of majority, 4 Terrace Lamothe, Laval, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters of all kinds of goods and as dealers in perishable or non-perishable merchandise, under the name of "Ger-Bo inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3459 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33885 5914-69

Gerto Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Quenneville, contractor, 5700 Industrial Boulevard, Montreal, André Trottier, 3685 Landerneau Street, Trois-Rivières-West, Louis de Villers, 4215 des Bouleaux, Robert Gagné, 3371

Gagné, 3371, Pontoise, Jacquelin Carré, 3525, Côté Richelieu, tous trois de Trois-Rivières, et Jean Bélisle, 116, boulevard Pie XII, Cap-de-la-Madeleine, ces cinq derniers pilotes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Gerto ltée », avec un capital divisé en 25,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 7,000 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 5984-69

G.W. Properties (Québec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour d'octobre 1969, autorisant la fusion des compagnies « Fremor Investments Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 13^e jour de septembre 1954, « Eagle Parking Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 27^e jour de janvier 1961, « Mount Stephen Sherbrooke Holdings Corp. », constituée par lettres patentes datées du 23^e jour de novembre 1961, et « Progress Parking Corp. », constituée par lettres patentes datées du 17^e jour de novembre 1959, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeuble et de placement sous le nom de « G.W. Properties (Québec) Ltd. », avec un capital total de \$320,000, divisé en 18,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 14,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au bureau 400, 2055, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 5359-69 — 1532/3

Ideal Industrial Hardware Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Arthur A. Garvis, 795, Alexis Nihon, Saint-Laurent, Menashe Broder, 5715, Leger, Côte Saint-Luc, tous deux avocats et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de quincaillerie, de quincaillerie industrielle, de fournitures électriques, fournitures pour la constructions, les mines et les bateaux ainsi que pour les marchands de bois, de machinerie et d'équipement de toutes sortes, sous le nom de « Ideal Industrial Hardware Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 128, Ronald Drive, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 123-1970

Pontoise, Jacquelin Carré, 3525 Côté Richelieu, all three of Trois-Rivières, and Jean Bélisle, 116 Pie XII Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, the latter, five pilots for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Gerto ltée", with a capital stock divided into 25,000 common shares of no nominal value and 7,000 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 5984-69

G.W. Properties (Québec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Fremor Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of September, 1954, "Eagle Parking Ltd.", incorporated by letters patent dated the 27th day of January, 1961, "Mount Stephen Sherbrooke Holdings Corp.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of November, 1961, and "Progress Parking Corp.", incorporated by letters patent dated the 17th day of November, 1959, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "G.W. Properties (Québec) Ltd.", with a total capital stock of \$320,000, divided into 18,000 preferred shares of the par value of \$10 each and 14,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the new company is at Suite 400, 2055 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 5359-69 — 1532/3

Ideal Industrial Hardware Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, Menashe Broder, 5715 Leger, Côte Saint-Luc, both advocates, and Esther Freedman, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale, Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, industrial hardware, electrical supplies, building supplies, mining supplies, lumbermen's supplies, ship supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Ideal Industrial Hardware Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 128 Ronald Drive, Montreal West, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 123-1970

Imprimerie Blais Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: André-P. Casgrain, 1521, Sapinière, Marcel Crevier, 255, St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 280, St-Laurent ouest, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, papetiers, graveurs, relieurs, lithographes, libraires, fondeurs typographiques et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Blais Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 212, avenue de la Cathédrale, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-0 6308-69

Jamar Renovation and Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Marvin Ettinger, 6630 ouest, rue Sherbrooke, app. 1712, Montréal, Jack Schlott, 559, rue Guy, Laval, tous deux hommes d'affaires, et Jacqueline Fortin, secrétaire, épouse d'Alphonse Fortin, 91, Colombière, Québec, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jamar Renovation and Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 559, rue Guy, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 384-1970

Kay-Anna Mfg. Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Marcel Belleville, 10465, rue Larose, Jean-Paul St-Louis, 12059, rue Marson, tous deux avocats, et Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, 5155, rue St-Hubert, app. 5, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous-vêtements, cadeaux, bijoux et accessoires de toilette de toutes sortes, sous le nom de « Kay-Anna Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5505, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-0 36-1970

Imprimerie Blais Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-P. Casgrain, 1521 Sapinière, Marcel Crevier, 255 St-Jean-Baptiste, both advocates, and Annette Blais, secretary, spinster of the full age of majority, 280 St-Laurent west, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, papers-makers, engravers, book-binders, lithographers, librarians, type-founders and in other similar trades, under the name of "Imprimerie Blais Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 212 Cathédrale Avenue, Rimouski, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6308-69

Jamar Renovation and Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marvin Ettinger, 6630 Sherbrooke Street West, apt. 1712, Montreal, Jack Schlott, 559 Guy Street, Laval, both businessmen, and Jacqueline Fortin, secretary, wife of Alphonse Fortin, 91 Colombière, Québec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Jamar Renovation and Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 559 Guy Street, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-0 384-1970

Kay-Anna Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Belleville, 10465 Larose Street, Jean-Paul St-Louis, 12059 Marson Street, both advocates, and Monique Léonard, secretary, spinster of the full age of majority, 5155 Saint-Hubert Street, Apt. 5, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, underwear, gifts, jewellery and toilet accessories of all kinds, under the name of "Kay-Anna Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 5505 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 36-1970

Lamofer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Ferland, commerçant, 29, Bellevue, Lucien Lamoureux, administrateur, 115, Des Chênes, tous deux de Drummondville, et Bill-Nicholas Potlitos, restaurateur, 138, Notre-Dame est, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Lamofer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6295-1969

**Larry Meat Market Inc.
Marché de viande Larry inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Lawrence Ratté, commerçant, Jeannine Demers, secrétaire, épouse dudit Lawrence Ratté, tous deux de 1598, Labelle, Longueuil, et Ronald Perron, comptable agréé, 2345, Bélanger, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Larry Meat Market Inc. — Marché de viande Larry inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, Curé Poirier ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6100-69

Lazio Importing Company Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Mario Porco, marchand, Iolande Porco, ménagère, épouse dudit Mario Porco, et Raffaele Porco, marchand, tous trois du 6983, boulevard Saint-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Lazio Importing Company Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2521, rue Charland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

6212-1969

Lamofer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Ferland, trader, 29 Bellevue, Lucien Lamoureux, administrateur, 115 Des Chênes, both of Drummondville, and Bill-Nicholas Potlitos, restaurant-keeper, 138 Notre-Dame East, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Lamofer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33885

6295-1969

**Larry Meat Market Inc.
Marché de viande Larry inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Ratté, trader, Jeannine Demers, secretary, wife of the said Lawrence Ratté, both of 1598 Labelle, Longueuil, and Ronald Perron, chartered accountant, 2345 Bélanger, Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, meat, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Larry Meat Market Inc. — Marché de viande Larry inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 155 Curé Poirier west, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33885

6100-69

Lazio Importing Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario Porco, merchant, Iolande Porco, housewife, wife of the said Mario Porco, and Raffaele Porco, merchant, all three of 6983 St. Lawrence Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Lazio Importing Company Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2521 Charland Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33885-o

6212-1969

F. Léger et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Ninon Thibault, 11120, Paris, Maria-C. Di Matteo, 6955, Durocher, app. 3, Nicole Auger, 2357, French, toutes trois filles majeures, Madeleine Hottin, épouse de Roland Dupont, 7585, Garnier, app. 4, toutes quatre secrétaires, et Louis Duval, avocat, 7757, Wiseman, app. 2, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « F. Léger et associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-0

24-1970

F. Léger et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ninon Thibault, 11120 Paris, Maria-C. Di Matteo, 6955 Durocher, apt. 3, Nicole Auger, 2357 French, all three spinsters of the full age of majority, Madeleine Hottin, wife of Roland Dupont, 7585 Garnier, apt. 4, all four secretaries, and Louis Duval, advocate, 7757 Wiseman, apt. 2, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "F. Léger et associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,*

Companies and Cooperatives.

33885

24-1970

R. Longpré Metal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Pierre Bourque, 48, Chartres, Dollard-des-Ormeaux, Claude Benoit, 1758, Jacques Lemaistre, et François Bélanger, 10740, Lajeunesse, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux, matériaux de construction, outils et outillage de toute nature, moteurs, machinerie lourde ou légère, équipement, machines et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « R. Longpré Metal Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7956, 15e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-0

6190-1969

R. Longpré Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Bourque, 48 Chartres, Dollard-des-Ormeaux, Claude Benoit, 1758 Jacques Lemaistre, and François Bélanger, 10740 Lajeunesse, the two latter of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in metals, building materials, tools and equipment of all kinds, motors, heavy or light machinery, equipment, machines and vehicles of all kinds, under the name of "R. Longpré Metal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7956, 15th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,*

Companies and Cooperatives.

33885

6190-1969

Louisbourg Mines Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 6950, avenue Fielding, Ruby A. Oxner, fille majeure, 3555, Côte des Neiges, appartement 401, tous deux commis, de Montréal, Shirley A. Henthorn, secrétaire, divorcée de William Henthorn, 8575, rue Hélène, Clifford R. Chisholm, 736, 41e avenue, et Paul E. Piché, 7898, Georges, ces deux derniers commis, les trois derniers de LaSalle, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration pour trouver des mines et des minéraux, sous le nom de « Louisbourg Mines Ltd. », avec un capital divisé en 5,000,000 actions sans valeur au pair.

Louisbourg Mines Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 6950 Fielding Avenue, Ruby A. Oxner, fille majeure, 3555 Côte des Neiges, Apartment 401, both law clerks, of Montreal, Shirley A. Henthorn, secretary, divorced of William Henthorn, 8575 Hélène Street, Clifford R. Chisholm, 736, 41st Avenue, and Paul E. Piché, 7898 Georges, the latter two clerks, the latter three of LaSalle, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Louisbourg Mines Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 357-1970

Luna Auto Repairs Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1826, chemin Norway, Mont-Royal, Edward J. Druker, 5763, McMurray, et Morden Lazarus, 5554, chemin Earle, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir garagistes et faire le commerce de toutes sortes d'accessoires, pièces, attaches et équipement pour les automobiles, voitures motorisées et camions, sous le nom de « Luna Auto Repairs Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 263, boulevard Graham, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 5865-69

Les maisons Boulevard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Romuald Lefebvre, constructeur, Robert Lefebvre, technicien, tous deux de 9493, boulevard Rivière-des-Prairies, et Pierrette Sénéchal, secrétaire, fille majeure, 4032, Parc Lafontaine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les maisons Boulevard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9493, boulevard Rivière-des-Prairies, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 150-1970

La Maison Duvalier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Yvon Savoy, mécanicien, 1954, Serre, LaSalle, Claude Raymond, dessinateur, 1435, Maisonneuve, Laval, and André Sauvé, technicien en laboratoire, 11625, de Poutrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de beauté, parfums, cosmétiques ou autres produits semblables, sous le nom de « La Maison Duvalier inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 48,500 actions ordinaires de \$1 chacune et en 76,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 357-1970

Luna Auto Repairs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 1826 Norway Road, Mount Royal, Edward J. Druker, 5763 McMurray, and Morden Lazarus, 5554 Earle Road, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of accessories, parts, attachments and equipment for automobiles, motor cars and motor trucks, under the name of "Luna Auto Repairs Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 263 Graham Boulevard, Mount Royal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 5865-69

Les maisons Boulevard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Romuald Lefebvre, constructor, Robert Lefebvre, technician, both of 9493 Rivière-des-Prairies Boulevard, and Pierrette Sénéchal, secretary, spinster of the full age of majority, 4032 Parc Lafontaine, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Les maisons Boulevard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9493 Rivière-des-Prairies Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 150-1970

La Maison Duvalier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Savoy, mechanic, 1954 Serre, LaSalle, Claude Raymond, draughtsman, 1435 Maisonneuve, Laval, and André Sauvé, laboratory technician, 11625 de Poutrincourt, Montreal, for the following purposes:

To deal in beauty products, perfumes, cosmetics or other similar products, under the name of "La Maison Duvalier inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 48,500 common shares of \$1 each and 76,500 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 5907-1969

**Les Marchands du Centre d'achat
Rock Forest inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Fontaine, 55, Lomas, Pierre Boily, 150, Vimy, tous deux avocats, et Alain Laflamme, étudiant, 1498, Denault, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Groupier les membres de la corporation et les marchands du Centre d'Achat Rock Forest afin de promouvoir leur commerce respectif et le commerce du Centre d'Achat Rock Forest, sous le nom de « Les Marchands du Centre d'achat Rock Forest inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 5603-1969

Master Screenprint Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Maxwell Shenker, 1545, McGregor, Rhea Cohen, célibataire, 3605, Saint-Urbain, app. 1404, tous deux de Montréal, et Max M. Teitelbaum, 2365, Stevens, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise de sérigraphie, sous le nom de « Master Screenprint Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 6266-1969

Mirena Films Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, 5030, Glencairn, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, de Montréal, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 200, Corot, Verdun, pour les objets suivants:

S'établir cinéastes et exploiter des studios de films, sous le nom de « Mirena Films Distribution Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 5907-1969

**Les Marchands du Centre d'achat
Rock Forest inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Fontaine, 55 Lomas, Pierre Boily, 150 Vimy, both advocates, and Alain Laflamme, student, 1498 Denault, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To group together the members of the corporation and the merchants of the Rock Forest Shopping Center in order to promote their respective business and the business of the Rock Forest Shopping Center, under the name of "Les Marchands du Centre d'achat Rock Forest inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Rock Forest, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 5603-1969

Master Screenprint Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maxwell Shenker, 1545 McGregor, Rhea Cohen, spinster, 3605 St. Urbain, apt. 1404, both of Montreal, and Max M. Teitelbaum, 2365 Stevens, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of screen printing, under the name of "Master Screenprint Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 6266-1969

Mirena Films Distribution Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Armand Sheppard, 5030 Glencairn, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, both advocates, of Montreal, and Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 200 Corot, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Mirena Films Distribution Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 5801, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

146-70

The head office of the company is at 5801 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

146-70

Moses & Duhamel Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Moses & Duhamel Itée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1667, Cabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

254-1970

Moses & Duhamel Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Moses & Duhamel Itée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$100 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1667 Cabot, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

254-1970

Noron Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Ronald Gionet, 2480, boulevard Henri-Bourassa est, app. 2, Montréal, Normand Leblanc, Joliette, tous deux surintendants, et Raymond Gionet, administrateur, 8953, Alexandre, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Noron Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6242-69

Noron Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Gionet, 2480 Henri-Bourassa Boulevard East, apt. 2, Montreal, Normand Leblanc, Joliette, both superintendents, and Raymond Gionet, administrator, 8953 Alexandre, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors and to deal in material of all kinds, under the name of "Noron Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6242-69

Olive Electro Dynamics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1970, constituant en corporation: David M. Notkin, Leslie I. Notkin, tous deux avocats, de 3742, The Boulevard Westmount, et Ethel Wener, programmeur, 5763, chemin de la côte Saint-Luc, app. 9, Hampstead, pour les objets suivants:

S'établir électriciens dans l'industrie et le commerce d'équipement électronique et d'audition, sous le nom de « Olive Electro Dynamics Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Olive Electro Dynamics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David M. Notkin, Leslie I. Notkin, both advocates, of 3742 The Boulevard, Westmount, and Ethel Wener, programmer, 5763 Côte St. Luc Road, apt. 9, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to manufacture and deal in audio and electronic equipment, under the name of "Olive Electro Dynamics Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 18, 2420, avenue Madison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33885 6053-1969

Omega Photo Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jean-Louis Petitpas, homme d'affaires, Denise Petitpas, secrétaire, épouse dudit Jean-Louis Petitpas, tous deux de 3030, Mackay, Armand Laroche, mécanicien, et Mme Armand Laroche, ménagère, épouse dudit Armand Laroche, ces deux derniers de 3032, Mackay, tous quatre de Lafèche, pour les objets suivants:

Faire le commerce de caméras, lentilles, appareils photographiques et autres, sous le nom de « Omega Photo Inc. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Centre d'Achats Porto-Bello, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33885-o 45-70

Onside Productions Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, et Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et exploiter toutes sortes et tous types de films, bandes de films, films, photos fixes, photos commerciales, réclames commerciales, films commerciaux, produits publicitaires, marchandises pour la publicité, réclames, sous le nom de « Onside Productions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33885 6234-69

Oriental Tobacco Company Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Hilliard Ginsberg, 3650, rue Mountain, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 18, 2420 Madison Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33885-o 6053-1969

Omega Photo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Petitpas, businessman, Denise Petitpas, secretary, wife of the said Jean-Louis Petitpas, both of 3030 Mackay, Armand Laroche, mechanic, and Mrs. Armand Laroche, housewife, wife of the said Armand Laroche, the latter two of 3032 Mackay, all four of Lafèche, for the following purposes:

To deal in cameras, lenses, photographic and other apparatus, under the name of "Omega Photo Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at the Porto-Bello Shopping Center, Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33885 45-70

Onside Productions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, and Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and exploit in all kinds and types of film, film strips, moving pictures, still pictures, commercial pictures, commercial advertisements, commercial films, advertising wares, advertising products and advertisements, under the name of "Onside Productions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33885-o 6234-69

Oriental Tobacco Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Hilliard Ginsberg, 3650 Mountain Street, both of Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

L'industrie et le commerce de tabac, cigarettes, cigares, pipes, divers articles pour fumeurs et toutes autres objets et articles utilisés par les fumeurs, sous le nom de « Oriental Tobacco Company Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 358 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885

110-1970

Jacques Ouellet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Michel Cogger, 376, Redfern, Peter C. Casey, 370, Clarke, tous deux de Westmount, et Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des stations de service, sous le nom de « Jacques Ouellet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o

50-70

Park Extension Youth Organization Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Clifford Postelnik, 405, Deguire, Saint-Laurent, Gerald Postelnik, 7355, Ostell Crescent, tous deux avocats, Benoit Gendron, étudiant en droit, 6935, Dumas, Liliane Azar, secrétaire, célibataire, 3594, Rosemont, tous trois de Montréal, et Anne Postelnik, secrétaire, veuve de Irving Postelnik, 7915, chemin de la côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Encourager la participation aux sports à titre d'amateurs, sous le nom de « Park Extension Youth Organization Inc. ».

Le revenu annuel sur les biens immobiliers que la corporation peut détenir doit se limiter à \$40,000.

Le siège social de la corporation est 7289, avenue Champagneur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885

5936-69

Pavillon du Parc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Yvonne Martin, ménagère, épouse de Pierre Fortier, 149, rue Caron, Madeleine Perron, psychologue, épouse de Pierre Thibault, 124, Mutchmore, Maurice Miron,

To manufacture and deal in tobacco, cigarettes, cigars, pipes, smokers' sundries and such other articles and things as are commonly used by smokers, under the name of "Oriental Tobacco Company Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 358 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

110-1970

Jacques Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 376 Redfern, Peter C. Casey, 370 Clarke, both of Westmount, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To operate one or more service stations, under the name of "Jacques Ouellet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

50-70

Park Extension Youth Organization Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Clifford Postelnik, 405 Deguire, Saint-Laurent, Gerald Postelnik, 7355 Ostell Crescent, both advocates, Benoit Gendron, law student, 6935 Dumas, Liliane Azar, secretary, spinster, 3594 Rosemont, all three of Montreal, and Anne Postelnik, secretary, widow of Irving Postelnik, 7915 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To promote the participation in amateur athletics, under the name of "Park Extension Youth Organization Inc.".

The annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited to \$40,000.

The head office of the corporation is at 7289 Champagneur Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

5936-69

Pavillon du Parc inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvonne Martin, housewife, wife of Pierre Fortier, 149 Caron Street, Madeleine Perron, psychologist, wife of Pierre Thibault, 124 Mutchmore, Maurice

travailleur social professionnel, 5, Isabelle, tous trois de Hull, Claude Létourneau, sociologue, 163, Principale, Aylmer, et Jacques Patry, travailleur social professionnel, 50, Nevers, Touraine, pour les objets suivants:

Administrer une ou des maisons ou centres destinés à recevoir pour les loger, entretenir, surveiller et veiller au bien-être et à l'éducation, des jeunes gens et des adolescents déficients mentaux, sous le nom de « Pavillon du Parc inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 6192-69

Les peintures Senecou inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Fernand Coupal, 568, Masseau, Iberville, Pierre Senécal, tous deux commerçants, et Lucienne Lussier, ménagère, épouse de Roméo Senécal, ces deux derniers de 187, Ruisseau, Lacadie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en peinture, sous le nom de « Les peintures Senecou inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 568, rue Masseau, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 5996-1969

Place d'Artagnan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1970, constituant en corporation: J.-Edouard Leblanc, 71, Bas de l'Église, Raynald Dupuis, 15, Rang Ruisseau, tous deux cultivateurs, Guy Dupuis, courtier d'assurances, 2, Rang Ruisseau, tous trois de Saint-Jacques, et Jacques Martin, comptable, 1226, Place Henri-Dunant, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Place d'Artagnan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 6310-1969

Les placements Serber limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

Miron, professionnel social worker, 5 Isabelle, all three of Hull, Claude Létourneau, sociologist, 163 Main Street, Aylmer, and Jacques Patry, professional social worker, 50 Nevers, Touraine, for the following purposes:

To administer one or more homes or centers wherein to lodge, maintain, supervise and tend to the welfare and education of mentally deficient youth and adolescents, under the name of "Pavillon du Parc inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$2,000,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 6192-69

Les peintures Senecou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Coupal, 568 Masseau, Iberville, Pierre Senécal, both traders, and Lucienne Lussier, housewife, wife of Roméo Senécal, the latter two of 187 Ruisseau, Lacadie, for the following purposes:

To carry on business as painting contractors, under the name of "Les peintures Senecou inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 568 Masseau Street, Iberville, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 5996-1969

Place d'Artagnan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Edouard Leblanc, 71 Bas de l'Église, Raynald Dupuis, 15 Ruisseau Range, both farmers, Guy Dupuis, insurance broker, 2 Ruisseau Range, all three of Saint-Jacques, and Jacques Martin, accountant, 1226 Place Henri-Dunant, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Place d'Artagnan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 6310-1969

Les placements Serber limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1970, have been issued

il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Henri Schaller, rentier, 1927, Marmier, Longueuil, Serge Latendresse, comptable, 5360, Fabre, Guy Latendresse, gérant d'épicerie, Hector Latendresse, Yves Latendresse, tous deux épiciers, tous trois de 1812, Wolfe, Serge Gauthier, journalier, 1866, Poupard, tous cinq de Montréal, Claude Bernard, entrepreneur, et Michel Bernard, plâtrier, ces deux derniers de 10759, Garon, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les placements Serber limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1814, rue Wolfe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-0

94-1970

Primagestion Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Luc Larivée, médecin, 3577, Ste-Catherine est, Montréal, Richard Moranville, comptable agréé, 95, Pierre Bourgerie, Boucherville, et Georges-Henri Parent, administrateur, 465, Lethbridge, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Primagestion Itée », avec un capital total de \$310,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue Sherbrooke est, suite 205, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-0

5764-69

Les Productions Fervil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jérémie-Charlemagne DeVilliers, chef d'orchestre et arrangeur, 6880, Sagard, Richard Ferland, producteur et orchestrateur, 10970, Brunet, et Mario-R. Girard, avocat, 4858, Côte des Neiges, suite 502, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de brochures, textes, musiques, arrangements, orchestrations et autres, sous le nom de « Les Productions Fervil inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10970, rue Brunet, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-0

6327-69

by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Schaller, annuitant, 1927 Marmier, Longueuil, Serge Latendresse, accountant, 5360 Fabre, Guy Latendresse, grocery manager, Hector Latendresse, Yves Latendresse, both grocers, all three of 1812 Wolfe, Serge Gauthier, labourer, 1866 Poupard, all five of Montreal, Claude Bernard, contractor, and Michel Bernard, plasterer, the latter two of 10759 Garon, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les placements Serber limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1814 Wolfe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

94-1970

Primagestion Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc Larivée, doctor, 3577 Ste-Catherine East, Montréal, Richard Moranville, chartered accountant, 95 Pierre Bourgerie, Boucherville, and Georges-Henri Parent, administrator, 465 Lethbridge, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and management company, under the name of "Primagestion Itée", with a total capital stock of \$310,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 30,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 135 Sherbrooke Street East, suite 205, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

5764-69

Les Productions Fervil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jérémie-Charlemagne DeVilliers, orchestra conductor and arranger, 6880 Sagard, Richard Ferland, producer and orchestrator, 10970 Brunet, and Mario-R. Girard, advocate, 4858 Côte des Neiges, Suite 502, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in leaflets, texts, music, arrangements, orchestrations and others, under the name of "Les Productions Fervil inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 10970 Brunet Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6327-69

Productions Guy Pothier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Marie-R. Girard, Pierre Laforest, tous deux avocats, de 4858, Côte des Neiges, Montréal, et Guy Pothier, gérant et journaliste, 858, Marian, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de brochures, textes, musiques, arrangements et autres, et toute espèce de matière écrite, composée, arrangée, imprimée ou publiée, sous le nom de « Productions Guy Pothier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 858, rue Marian, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-0 103-1970

Pro-Inter inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Raymond Grenier, agent d'affaires, 3133, Van Horne, Montréal, Lisette Trahan, ménagère, épouse séparée de corps et de biens de Claude Trahan, 2130, De Blois, et Colombe Cousineau, secrétaire, fille majeure, 158, boulevard Lévesque, ces deux dernières de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Pro-Inter inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 370 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4427, rue Beaubien est, suite 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-0 281-1970

La Rente Immobilière Laurentienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Rolland Cassista, administrateur, 220, Grande-Allée est, app. C, Québec, Hélène Fortin, secrétaire, épouse de Jean-Pierre Tessier, 306, 48e Rue ouest, Charlesbourg, Francine L. Robillard, comptable, épouse de André Robillard, 2750, de la Concorde, Jean Marier, 2530, Chassé, et Pierre Cimon, 848, Chanoine Scott, ces deux derniers avocats, ces trois derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « La Rente Immobilière Laurentienne inc. », avec un capital de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Productions Guy Pothier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, both advocates, of 4858 Côte des Neiges, Montreal, and Guy Pothier, manager and journalist, 858 Marian, Laval, for the following purposes:

To deal in leaflets, texts, music, arrangements and others, and in all types of written, composed, arranged, printed or published matter, under the name of "Productions Guy Pothier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 858 Marian Street, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 103-1970

Pro-Inter inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Grenier, business agent, 3133 Van Horne, Montreal, Lisette Trahan, housewife, wife separate as to body and property of Claude Trahan, 2130 De Blois, and Colombe Cousineau, secretary, spinster of the full age of majority, 158 Lévesque Boulevard, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Pro-Inter inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 370 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4427 Beaubien Street East, suite 1, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 281-1970

La Rente Immobilière Laurentienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Cassista, administrator, 220 Grande-Allée East, apt. C, Québec, Hélène Fortin, secretary, wife of Jean-Pierre Tessier, 306, 48th Street West, Charlesbourg, Francine L. Robillard, accountant, wife of André Robillard, 2750 de la Concorde, Jean Marier, 2530 Chassé, and Pierre Cimon, 848 Chanoine Scott, the latter two advocates, the latter three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "La Rente Immobilière Laurentienne inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares with no nominal value.

Le siège social de la compagnie est 220, Grande-Allée est, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

5978-1969

Restaurant Sete inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1970, constituant en corporation: René Raymond, marchand, Mariette Lalonde, ménagère, épouse dudit René Raymond, tous deux de 10275, Jeanne-Mance, Montréal, Joseph Surroca, marchand, et Martha Nowakowska, ménagère, épouse dudit Joseph Surroca, ces deux derniers de 995, boulevard Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Sete inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301, rue Port-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

249-1970

The Revuzical Players

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Murray Geffin, manufacturier, 1416, Beverly Crescent, Hy Gerchicoff, vendeur, 1471, Mercantile, tous deux de Laval, et Hy Soiffer, vendeur, 5889, du Centenaire, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Organiser des concerts, récitals, pièces de théâtre, réunions et représentations, grâce aux moyens d'expression des arts d'information, sous le nom de « The Revuzical Players ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir ou posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la compagnie est à Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

6241-1969

Roland Shell Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Roland Bouchard, gérant, Marcel Bouchard, assistant-gérant, et Jean-Guy Perron, commerçant, tous trois de Lebel-sur-Quévillon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Roland Shell Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

The head office of the company is at 220 Grande-Allée East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

5978-1969

Restaurant Sete inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Raymond, trader, Mariette Lalonde, housewife, wife of said René Raymond, both of 10275 Jeanne-Mance, Montreal, Joseph Surroca, trader, and Martha Nowakowska, housewife, wife of said Joseph Surroca, the latter two of 995 Vanier Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Restaurant Sete inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 301 Port-Royal Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

249-1970

The Revuzical Players

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Murray Geffin, manufacturer, 1416 Beverly Crescent, Hy Gerchicoff, salesman, 1471 Mercantile, both of Laval, and Hy Soiffer, salesman, 5889 Centennial, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To organize concerts, recitals, plays, meetings and performances, through the facilities of all media of the communication arts, under the name of "The Revuzical Players".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

6241-1969

Roland Shell Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Bouchard, manager, Marcel Bouchard, assistant manager, and Jean-Guy Perron, trader, all three of Lebel-sur-Quévillon, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Roland Shell Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Lebel-sur-Quévillon, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 70-70

**Saint Kosmas Aetolos
Greek Orthodox Brotherhood
Fraternité grecque orthodoxe
Saint Kosmas Aetolos**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Nikitas Platsidakis, fourreur, 985 ouest, rue de Liesse, app. 8, Petros Kalomoiris, homme d'affaires, 4641, avenue Esplanade, et Christos Manikis, opérateur, 355 ouest, rue Fairmount, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Développer parmi les membres le plus haut standard de civisme en encourageant, poursuivant des activités de nature culturelle, philanthropique et humanitaire et en y prenant part, sous le nom de « Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood — Fraternité grecque orthodoxe Saint Kosmas Aetolos ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 5611-1969

**St. Trop Shoes Ltd.
Chaussures St-Trop Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 8944 Millen, tous deux de Montréal, et Madeleine Muellet, secrétaire, épouse de Julian Huven, 2345, Bord-du-Lac, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « St. Trop Shoes Ltd.—Chaussures St-Trop Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 399, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6230-69

**Sac à main Boulevard limitée
Boulevard Hand Bag Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1970, constituant en corporation:

The head office of the company is at Lebel-sur-Quévillon, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 70-70

**Saint Kosmas Aetolos
Greek Orthodox Brotherhood
Fraternité grecque orthodoxe
Saint Kosmas Aetolos**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Nikitas Platsidakis, furrier, 985 Liesse Street West, apartment 8, Petros Kalomoiris, businessman, 4641 Esplanade Avenue, and Christos Manikis, operator, 355 Fairmount Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To develop among its members the highest standard of citizenship by encouraging, carrying on and participating in activities of cultural, philanthropic and humanitarian nature, under the name of "Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood — Fraternité grecque orthodoxe Saint Kosmas Aetolos".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 5611-1969

**St. Trop Shoes Ltd.
Chaussures St-Trop Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, both advocates, Georgette Lavoie, secretary, spinster of the full age of majority, 8944 Millen, both of Montreal, and Madeleine Muellet, secretary, wife of Julian Huven, 2345 Bord-du-Lac, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "St. Trop Shoes Ltd.—Chaussures St-Trop Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 399 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6230-69

**Sac à main Boulevard limitée
Boulevard Hand Bag Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick

Patrick Boulanger, 600, Venise, Brossard, Lucien Lanouette, 9519, Foucher, tous deux manufacturiers, et Pierre-Noël Detilly, gérant, 9977, boulevard d'Auteuil, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de peaux, cuir et leurs contrefaçons, sous le nom de « Sac à main Boulevard limitée — Boulevard Hand Bag Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6319-1969

Salon de meubles L.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Marcel Dion, 885, Kennedy nord, Roland Lapointe, 980, Sideléau, tous deux marchands, et Maurice Busque, comptable, 1141, Conseil, app. 4, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Salon de meubles L.D. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, rue King est, suite 102, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

5778-69

Samais Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Abel Selick, 1605, Norway, Mount-Royal, Joel A. Pinsky, 69, Downshire, Hampstead, et Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Samais Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

205-70

Satellite Steak House Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Nicolaos Kritselas, teneur de livres, Gregory Kritselas, restaurateur, tous deux de 7813, avenue Stuart, Trifon Trifonopoulos, gérant,

Boulanger, 600 Venise, Brossard, Lucien Lanouette, 9519 Foucher, both manufacturers, and Pierre-Noël Detilly, manager, 9977 d'Auteuil Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of pelts, leather and their imitations, under the name of "Sac à main Boulevard limitée — Boulevard Hand Bag Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6319-1969

Salon de meubles L.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dion, 885 Kennedy north, Roland Lapointe, 980 Sideléau, both merchants, and Maurice Busque, accountant, 1141 Conseil, Apt. 4, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To make and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Salon de meubles L.D. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 100 King Street, exst, Suite 102, Sherbrooke, judicial of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

5778-69

Samais Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abel Selick, 1605 Norway, Mount Royal, Joel A. Pinsky, 69 Downshire, Hampstead, and Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Samais Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

205-70

Satellite Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicolaos Kritselas, bookkeeper, Gregory Kritselas, restaurateur, both of 7813 Stuart Avenue, Trifon Trifonopoulos, manager, Peter Trifonopoulos, executive,

Peter Trifonopoulos, administrateur, tous deux de 7823, Wiseman, tous quatre de Montréal, et Nicholas Kiriakakos, restaurateur, 274, Roy, Dorval, pour les objets suivants:

Tenir restaurants, exploiter des buffets, petits restaurants, des bars laitiers, salons de thé, cafés, cafétérias et buvettes, sous le nom de « Satellite Steak House Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 44-1970

Sercio International Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Michel Pret, analiste, 2975, Summerside, Sainte-Foy, Robert Ledoux, administrateur, 1396, Ste-Cécile, L'Ancienne-Lorette, et Werner Hirsig, astrologue, 165, Grande-Allée est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs et autre commerce semblable, relié à la science de l'astrologie et aux sciences connexes, sous le nom de « Sercio International Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 373-1970

Service Hénault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Hénault, entrepreneur, Bibiane Boulanger, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Hénault, tous deux de 73, St-Cléophas, Saint-Gabriel, et Cécile Paquette, comptable, fille majeure, 8752, boulevard LaSalle, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs mécaniciens en tuyauterie, sous le nom de « Service Hénault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gabriel, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 333-1970

**Service National des Hôtesses inc.
National Service of Hostesses Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Ross H. Tait, admi-

both of 7823 Wiseman, all four of Montreal, and Nicholas Kiriakakos, restaurateur, 274 Roy, Dorval, for the following purposes:

To operate restaurants, refreshment rooms, lunchrooms, dairy lunchrooms, tearooms, coffee-rooms, cafeterias and sandwich bars, under the name of "Satellite Steak House Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 44-1970

Sercio International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Pret analyst, 2975 Summerside, St. Foy, Robert Ledoux, administrator, 1396 Ste-Cécile, L'Ancienne-Lorette, and Werner Hirsig, astrologer, 165 Grandc-Allée East, Québec, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers and other similar businesses, connected with the science of astrology and the sciences related thereto, under the name of "Sercio International Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 373-1970

Service Hénault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Hénault, contractor, Bibiane Boulanger, housewife, wife of the said Jean-Claude Hénault, both of 73 St-Cléophas, Saint-Gabriel, and Cécile Paquette, accountant, spinster of the full age of majority, 8752 LaSalle Blvd., LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as mechanical contractors in pipe-laying, under the name of "Service Hénault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Gabriel, county of Berthier, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 333-1970

**Service National des Hôtesses inc.
National Service of Hostesses Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ross H. Tait, administrator, 6280

nistrateur, 6280, Décarie, app. 1101, Montréal, J.-Bernard Thibault, gérant, 8522, Place Verdelle, et Pierre Hogue, avocat, 7312, Champ-Chevrier, ces deux derniers d'Anjou, pour les objets suivants:

Fournir et mettre à la disposition d'organismes, de corps politiques, d'individus, de compagnies, d'associations, de groupements et de clubs les services d'hôtesse dans le cadre de leurs opérations, sous le nom de « Service National des Hôtesse inc. — National Service of Hostesses Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o

4272-1969

Shirlab Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Solomon Katz, notaire, 7, Cardinal, Dollard-des-Ormeaux, Abraham Nozetz, comptable agréé, et Shirley Blacker, ménagère, épouse dudit Abraham Nozetz, ces deux derniers de 765, Abbott, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'experts en placement et en gestion, sous le nom de « Shirlab Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées, classe « A », d'une valeur au pair de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées, classe « B », d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885

127-1970

**Silhouette of Place Versailles Inc.
Silhouette de Place Versailles inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: John Farbotnik, administrateur, route rurale 2, Cornwall, province d'Ontario, Marifran Tiede, secrétaire, épouse de Barry McCabe, 4662, Melrose, Montréal, et Joyce Larivière, secrétaire, fille majeure, 10173, Hénault, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Établir et maintenir des studios de santé, des salons et des aménagements pour faire maigrir les hommes et les femmes, sous le nom de « Silhouette of Place Versailles Inc. — Silhouette de Place Versailles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885

6279-69

Décarie, Apt. 1101, Montreal, J.-Bernard Thibault, manager, 8522 Place Verdelle, and Pierre Hogue, advocate, 7312 Champ-Chevrier, the latter two of Anjou, for the following purposes:

To furnish and place at the disposal of organizations, political bodies, individuals, companies, associations, groups and clubs, hostess services within the framework of their operations, under the name of "Service National des Hôtesse inc. — National Service of Hostesses Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

4272-1969

Shirlab Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Solomon Katz, notary, 7 Cardinal, Dollard-des-Ormeaux, Abraham Nozetz, chartered accountant, and Shirley Blacker, housewife, wife of the said Abraham Nozetz, the latter two of 765 Abbott, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and management consultant company, under the name of "Shirlab Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 38,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

127-1970

**Silhouette of Place Versailles Inc.
Silhouette de Place Versailles inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Farbotnik, executive, Rural Route 2, Cornwall, Province of Ontario, Marifran Tiede, secretary, wife of Barry McCabe, 4662 Melrose, Montreal, and Joyce Larivière, secretary, fille majeure, 10173 Hénault, Montreal North, for the following purposes:

To operate health studios, reducing salons and facilities for both men and women, under the name of "Silhouette of Place Versailles Inc. — Silhouette de Place Versailles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

6279-69

Sophaq Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Marc Bourgeois, avocat, 4050, rue Jauron, Pierre Gariépy, étudiant, 4874, Côte des Neiges, et Gisèle Royer, secrétaire, épouse de Gilles Doyon, 10620, Bois de Boulogne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits pharmaceutiques, médicaments, préparations médicinales, drogues et produits chimiques, brevetés ou non, sous le nom de « Sophaq Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-0 5502-1969

Sophaq Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, advocate, 4050 Jauron Street, Pierre Gariépy, student, 4874 Côte des Neiges, and Gisèle Royer, secretary, wife of Gilles Doyon, 10620 Bois de Boulogne, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in pharmaceutical products, medicine, medicinal preparations, drugs and chemical products, patented or not, under the name of "Sophaq Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 5502-1969

Southway Development Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Patsy Di Fabio, administrateur, Irene Di Giovanni, ménagère, épouse dudit Patsy Di Fabio, tous deux de 7217, boulevard l'Assomption, Montreal, Federico Ponari, administrateur, et Immacolata Pacitto, ménagère, épouse dudit Federico Ponari, ces deux derniers de 6030, Place des Préaux, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Southway Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-0 6108-1969

Southway Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patsy Di Fabio, administrator, Irene Di Giovanni, housewife, wife of said Patsy Di Fabio, both of 7217 l'Assomption Boulevard, Montreal, Federico Ponari, administrator, and Immacolata Pacitto, housewife, wife of said Federico Ponari, the latter two of 6030 Place des Préaux, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Southway Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 6108-1969

**Spiritual Assembly of the
Baha'is of St. Lambert**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Mrs. George F. Lanning, pharmacien à la retraite, veuve de George Lanning, Margery Lanning, secrétaire, célibataire, toutes deux de 324, rue Walnut, Hilda Burgin, libraire à la retraite, célibataire, 315, rue Stanley, Robert Thomson, acheteur, 515, rue Notre-Dame, app. 2, James D. Milne, paysagiste, 221, rue Edison, Iraj Madjzub, architecte, Nadia Madjzub, diététicienne, épouse dudit Iraj Madjzub, deux de 484, avenue des Pins, Philip Cunliffe, agent de publicité, et Louise Cunliffe, épouse de Philip Cunliffe, ces deux derniers de 181, avenue Irvine, tous de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

**Spiritual Assembly of the
Baha'is of St. Lambert**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Mrs. George F. Lanning, retired pharmacist, widow of George Lanning, Margery Lanning, secretary, spinster, both of 324 Walnut Street, Hilda Burgin, retired librarian, spinster, 315 Stanley Street, Robert Thomson, buyer, 515 Notre-Dame Street, Apt. 2, James D. Milne, environmental designer, 221 Edison Street, Iraj Madjzub, architect, Nadia Madjzub, dietician, wife of the said Iraj Madjzub, both of 484 Pine Avenue, Philip Cunliffe, advertising agent, and Louise Cunliffe, hair stylist, wife of the said Philip Cunliffe, the latter two of 181 Irvine Avenue, all of Saint-Lambert, for the following purposes:

Administrer les affaires de Baha'i Faith au bénéfice des Baha'is de la cité de Saint-Lambert, conformément à l'enseignement religieux et les principes administratifs de cette Foi, sous le nom de « Spiritual Assembly of the Baha'is of St. Lambert ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut posséder et acquérir la corporation est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est 324, rue Walnut, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885

5606-69

**Système de Distributrices Armand inc.
Armand Vending System Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Gilles Armand, comptable, Suzanne Laporte, ménagère, épouse dudit Gilles Armand, tous deux de 711, Presseau, et Albert Cayer, opérateur, 70, rue Bruchésic, tous trois de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments et appareils servant à la distribution de bonbons, cigarettes et autres produits alimentaires mis à la disposition du public, connus sous le nom de « machines distributrices », sous le nom de « Système de Distributrices Armand inc. — Armand Vending System Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3311, Edgewood, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o

6056-1969

**Tapis de l'Est inc.
Eastern Carpets Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Larry S. Sazant, avocat, 40, Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, Micheline D. Lamarche, 12, Coolbreeze, Pointe-Claire, Carole G. Summers, 320, avenue Elm, Westmount, toutes deux filles majeures, et Irene Rajewsky, épouse de A. Stielow, 90, Crepeau, Saint-Laurent, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de couvre-planchers et de décorations intérieures de toutes sortes, sous le nom de « Tapis de l'Est inc. — Eastern Carpets Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885

14-1970

To administer the affairs of the Baha'i Faith for the benefit of the Baha'is of the city of St. Lambert in accordance with the religious teachings and administrative principles of this Faith, under the name of "Spiritual Assembly of the Baha'is of St. Lambert".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation is at 324 Walnut Street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

5606-69

**Système de Distributrices Armand inc.
Armand Vending System Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Armand, accountant, Suzanne Laporte, housewife, wife of the said Gilles Armand, both of 711 Presseau, and Albert Cayer, operator, 70 Bruchésic St., all three of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To deal in instruments and apparatus used to distribute candy, cigarettes and other food products put at the public's disposal, and known as "vending machines", under the name of "Système de Distributrices Armand inc. — Armand Vending System Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company is at 3311 Edgewood, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6056-1969

**Tapis de l'Est inc.
Eastern Carpets Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Larry S. Sazant, advocate, 40 Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, Micheline D. Lamarche, 12 Coolbreeze, Pointe-Claire, Carole G. Summers, 320 Elm Avenue, Westmount, both filles majeures, and Irene Rajewsky, wife of A. Stielow, 90 Crepeau, Saint-Laurent, the latter three secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor coverings and interior decorating of all kinds, under the name of "Tapis de l'Est inc. — Eastern Carpets Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

14-1970

Taverne des sports L.S.Q. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Jean-Charles Lejeune, ingénieur, Marianne Beauvais, ménagère, épouse dudit Jean-Charles Lejeune, et Luc Boutin, gérant, tous trois de Lebel-sur-Quévillon, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne des sports L.S.Q. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lebel-sur-Quévillon, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 100-1970

Marcel Therrien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Marcel Therrien, entrepreneur électricien, Jacqueline Pomerleau, institutrice, épouse dudit Marcel Therrien, tous deux de 970, boulevard des Chutes, Beauport, et Armand Pomerleau, mécanicien, 717, 1re avenue, Beauceville-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en électricité, sous le nom de « Marcel Therrien inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 970, boulevard des Chutes, Beauport, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 360-1970

Urbania Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Antonio Della Foresta, entrepreneur, Francesca Foti, ménagère, épouse dudit Antonio Cella Foresta, et Filippo Foti, homme d'affaires, tous trois de 6070, boulevard Couture, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Urbania Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6070, boulevard Couture, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 282-70

Wilcox-Little Cartage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Taverne des sports L.S.Q. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Lejeune, engineer, Marianne Beauvais, housewife, wife of the said Jean-Charles Lejeune, and Luc Boutin, manager, all three of Lebel-sur-Quévillon, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne des sports L.S.Q. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lebel-sur-Quévillon, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 100-1970

Marcel Therrien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Therrien, electrical contractor, Jacqueline Pomerleau, teacher, wife of the said Marcel Therrien, both of 970 des Chutes Blvd., Beauport, and Armand Pomerleau, mechanic, 717, 1st Ave., Beauceville-East, for the following purpose:

To carry on business as general electrical contractors, under the name of "Marcel Therrien inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 970 des Chutes Blvd., Beauport, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 360-1970

Urbania Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antonio Della Foresta, contractor, Francesca Foti, housewife, wife of said Antonio Della Foresta, and Filippo Foti, businessman, all three of 6070 Couture Boulevard, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Urbania Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6070 Couture Boulevard, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 282-70

Wilcox-Little Cartage Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 30th day of December, 1969, have been issued

patentes, en date du 30e jour de décembre 1969, autorisant la fusion des compagnies « Archie Wilcox Transport, Limited », et « Little Cartage Limited », toutes deux constituées en corporations, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 29 septembre 1941 et du 21 août 1967 respectivement, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise de camionnage et de transport de produits, articles et marchandises, avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

La nouvelle compagnie s'appelle « Wilcox-Little Cartage Limited ».

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

77-70 — 1532/52

**Zantar Industries Co. Ltd.
Les Industries Zantar Cie ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Claude Blain, homme d'affaires, 9490, Papineau, Claude-F. Archambault, et Pierre Théorêt, ces deux derniers avocats, de 31, St-Jacques, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus, vêtements, cuir et fourrures de toutes sortes, sous le nom de « Zantar Industries Co. Ltd. — Les Industries Zantar Cie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 31, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

5730-69

Zarli inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, Mark Rosenstein, tous deux de 5003, avenue Lacombe, et Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Zarli inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2550, chemin Bates, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885-o

6203-69

A.B.C. Watch Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish,

by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Archie Wilcox Transport, Limited", and "Little Cartage Limited", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, September 29, 1941, and August 21, 1967, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of the par value of \$100 each.

The name of the new company is "Wilcox-Little Cartage Limited".

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

77-70 — 1532/52

**Zantar Industries Co. Ltd.
Les Industries Zantar Cie ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Blain, businessman, 9490 Papineau, Claude-F. Archambault, and Pierre Théorêt, the latter two advocates, of 31 St. James St., all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in woven materials, clothing, leather and furs of all kinds, under the name of "Zantar Industries Co. Ltd. — Les Industries Zantar Cie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 31 St. James St., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

5730-69

Zarli inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, Mark Rosenstein, both of 5003 Lacombe Avenue, and Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, all three advocates of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Zarli inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2550 Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885

6203-69

A.B.C. Watch Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308,

app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, Jean-Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de montres, horloges, bijoux, instruments électriques et instruments de précision, et autres produits semblables, sous le nom de « A.B.C. Watch Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 935 ouest, rue Lagauchetière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 5973-60

Académie Monte-Carlo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Gaétan Mathieu, avocat, 1644, 13e Avenue, Charny, Suzanne Dumas, fille majeure, 2761, Louisbourg, Sainte-Foy, et Pierrette Matte, épouse de Michel Matte, 2775, St-Narcisse, Giffard, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme coiffeurs, barbiers, manucures, pédicures et esthéticiens, sous le nom de « Académie Monte-Carlo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1871, boulevard Lelièvre, Duberger, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885-o 6224-1969

Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in watches, clocks, jewellery, electrical and precision instruments and other similar products, under the name of "A.B.C. Watch Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 935 Lagauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 5973-69

Académie Monte-Carlo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Mathieu, advocate, 1644, 13th Avenue, Charny, Suzanne Dumas, spinster of the full age of majority, 2761 Louisbourg, St. Foy, and Pierrette Matte, wife of Michel Matte, 2775 St-Narcisse, Giffard, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as hairdressers, barbers, manicurists, pedicurists and aestheticians, under the name of "Académie Monte-Carlo inc.", with total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1871 Lelièvre Boulevard, Duberger, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885 6224-1969

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Les Assurances Simard inc.

Les Assurances Simard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de janvier 1970, à la compagnie « Patrick Gauthier & Simard limitée », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1968, changeant son nom en celui de « Les Assurances Simard inc. ».

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Patrick Gauthier & Simard limitée", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1968, changing its name to that of "Les Assurances Simard inc."

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 1339-68 — c-3/12

33885 1339-68 — c-3/12

Canadian British Aluminium Company Limited

Canadian British Aluminium Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de février 1970 à la compagnie

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cana-

« Canadian British Aluminium Company Limited », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885 12850-55 — c-2/22

Champflour Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17^e jour de décembre 1969 à la compagnie « Champflour Investments Ltd. », réduisant son capital par l'annulation de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885 931-29 — 1532/24

Charlebois Itée Charlebois Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9^e jour de décembre 1969, à la compagnie « Charlebois Itée — Charlebois Ltd. », augmentant son capital par la création de 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 1491-44 — 1532/53

Dumont interprovincial Itée Dumont Interprovincial Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour de janvier 1970, à la compagnie « Hubert transport inc. », constituée par lettres patentes en date du 25^e jour de novembre 1960, changeant son nom en celui de « Dumont interprovincial Itée — Dumont Interprovincial Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 14749-60 — c-2/56

C. Howard Simpkin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20^e jour d'octobre 1969, à la compagnie « C. Howard Simpkin Ltd. », 1^o réduisant son capital de \$120,000 à \$34,000, le capital-actions annulé étant divisé en 8,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o augmentant son capital de \$34,000 à \$70,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885-o 1815-45 — 1532/19

dian British Aluminium Company Limited", modifying the provisions of its letters patent.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885-o 12850-55 — c-2/22

Champflour Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Champflour Investments Ltd.", reducing its capital by the cancellation of 4,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885-o 931-29 — 1532/24

Charlebois Itée Charlebois Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Charlebois Itée — Charlebois Ltd.", increasing its capital by the creation of 25,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 1491-44 — 1532/53

Dumont interprovincial Itée Dumont Interprovincial Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hubert transport inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1960, changing its name to that of "Dumont interprovincial Itée — Dumont Interprovincial Ltd.".

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 14749-60 — c-2/56

C. Howard Simpkin Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C. Howard Simpkin Ltd.", 1. reducing its capital from \$120,000 to \$34,000, the annulled capital shares being divided into 8,600 preferred shares of a par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$34,000 to \$70,000, the additional capital shares being divided into 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885 1815-45 — 1532/19

**Laboratoire Pentagone Itée
Pentagone Laboratory Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1969, à la compagnie « Laboratoire Pentagone Itée — Pentagone Laboratory Ltd. », 1° convertissant et subdivisant 1,000 actions privilégiées non émises de \$10 chacune en 7,500 actions classe « A » sans valeur au pair et 7,500 actions classe « B » sans valeur au pair; 2° changeant et subdivisant 1,200 actions ordinaires émises de \$10 chacune en 9,000 actions classe « A » émises sans valeur au pair et 9,000 actions classe « B » émises sans valeur au pair; 3° changeant et subdivisant 1,800 actions ordinaires non émises de \$1 chacune en 13,500 actions classe « A » non émises sans valeur au pair et 13,500 actions classe « B » non émises sans valeur au pair; 4° augmentant son capital par la création de 20,000 actions classe « A » sans valeur au pair et 20,000 actions classe « B » sans valeur au pair.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
13542-60 — 1532/15*

33885-o

**Lutfy Ltd.
Lutfy Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1969 à la compagnie « Lutfy Ltd.—Lutfy Itée », 1° subdivisant 390 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 39,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$609,000 à \$739,000 par la création de 130,000 actions privilégiées classe « B » additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune, de même rang en tous points que les actions privilégiées classe « B » actuelles.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
3257-45 — 1532/33*

33885

Maçonnerie Montmorency inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Maçonnerie Montmorency inc. », 1° subdivisant 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 26,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 840 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
4219-68 — 1532/34*

33885-o

Milleo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour

**Laboratoire Pentagone Itée
Pentagone Laboratory Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Laboratoire Pentagone Itée — Pentagone Laboratory Ltd.", 1. converting and subdividing 1,000 unissued preferred shares of \$10 each into 7,500 class "A" shares of no par value and 7,500 class "B" shares of no par value; 2. changing and subdividing 1,200 issued common shares of \$10 each into 9,000 issued class "A" of no par value and 9,000 issued class "B" shares of no par value; 3. changing and converting 1,800 unissued common shares of \$1 each into 13,500 unissued class "A" shares of no par value and 13,500 unissued class "B" shares of no par value; 4. increasing its capital stock by the creation of 20,000 class "A" shares of no par value and 20,000 class "B" shares of no par value.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
13542-60 — 1532/15*

33885

**Lutfy Ltd.
Lutfy Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lutfy Ltd.—Lutfy Itée", 1. subdividing 390 common shares of the par value of \$100 each into 39,000 common shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$609,000 to \$739,000 by the creation of 130,000 additional class "B" preferred shares of the par value of \$1 each ranking pari passu in all respects with the present class "B" preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
3257-45 — 1532/33*

33885-o

Maçonnerie Montmorency inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Maçonnerie Montmorency inc.", 1. subdividing 400 common shares of a par value of \$10 each into 4,000 common shares of a par value of \$1 each; 2. increasing its capital stock from \$40,000 to \$150,000, the additional share capital being divided into 26,000 common shares of a par value of \$1 each and 840 preferred shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
4219-68 — 1532/34*

33885

Milleo Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor

de décembre 1969, à la compagnie « Milco Inc. », 1° réduisant son capital de \$101,000 à \$73,900, le capital-actions annulé se divisant en 2,710 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$73,900 à \$202,000, le capital-actions additionnel se divisant en 12,710 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° subdivisant 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$0.20 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885 14170-57 — 1532/55

Texall Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12^e jour de novembre 1969, à la compagnie « Texall Products Co. Ltd. », 1° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 4; 2° augmentant son capital par la création de 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885 6112-50 — 1532/56

Toledo Holdings Inc. Les Placements Toledo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3^e jour de novembre 1969, à la compagnie « Toledo Holdings Inc. — Les Placements Toledo inc. », ramenant son capital de \$1,000,000 à \$774,510, le capital actions annulé se divisant en 224,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 1,490 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33885 5113-64 — 1532/38

of the Province to "Milco Inc.", 1. reducing its capital from \$101,000 to \$73,900, the capital stock annulled being divided into 2,710 preferred shares of the par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$73,900 to \$202,000, the additional capital stock being divided into 12,710 preferred shares of the par value of \$10 each and into 1,000 common shares of the par value of \$1 each; 3. subdividing 2,000 common shares of the par value of \$1 each into 10,000 common shares of the par value of \$0.20 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885-o 14170-57 — 1532/55

Texall Products Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Texall Products Co. Ltd.", 1. increasing the number of its directors from 3 to 4; 2. increasing its capital by the creation of 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885-o 6112-50 — 1532/56

Toledo Holdings Inc. Les Placements Toledo inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Toledo Holdings Inc. — Les Placements Toledo inc.", reducing its capital from \$1,000,000 to \$774,510, the capital stock annulled being divided into 224,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and into 1,490 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33885-o 5113-64 — 1532/38

Compagnies dissoutes

Artisanat Motel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Artisanat Motel inc. », constituée en corporation le 28 mars 1967, à compter du 31 mars 1970.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*
33885-o 1335-67

Association of English-Speaking Interns of Montreal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Association of English-Speaking

Companies Dissolved

Artisanat Motel inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Artisanat Motel inc.", incorporated on March 28, 1967, on and from March 31, 1970.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.*
33885 1335-67

Association of English-Speaking Interns of Montreal

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Asso-

Interns of Montreal », constituée en corporation le 6 mars 1962, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
33885-0 10895-62

Benco Children's Wear Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Benco Children's Wear Co. Ltd. », constituée en corporation le 23 mai 1957, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
33885-0 11669-57

Cinétel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cinétel inc. », constituée en corporation le 2 décembre 1965, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
33885-0 4896-65

**Cléopâtre Haute Coiffure inc.
Cleopatra Beauty Parlor Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cléopâtre Haute Coiffure inc. — Cleopatra Beauty Parlor Inc. », constituée en corporation le 31 janvier 1964, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
33885-0 5219-63

Hermitage Country Club Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hermitage Country Club Incorporated », constituée en corporation le 12 mars 1928, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
33885-0 418-28

J. & H. Plumbing & Heating Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. & H. Plumbing & Heating Inc. », constituée en corporation le 16 janvier 1967, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
33885-0 189-67

The N.A. Timmins Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The N.A. Timmins Corporation », constituée en corporation le 12 novembre 1929, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
33885-0 1908-29

« English-Speaking Interns of Montreal », incorporated on March 6, 1962, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
33885 10895-62

Benco Children's Wear Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Benco Children's Wear Co. Ltd.", incorporated on May 23, 1957, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
33885 11669-57

Cinétel inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cinétel inc.", incorporated on December 2, 1965, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
33885 4896-65

**Cléopâtre Haute Coiffure inc.
Cleopatra Beauty Parlor Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cléopâtre Haute Coiffure inc. — Cleopatra Beauty Parlor Inc.", incorporated on January 31, 1964, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
33885 5219-63

Hermitage Country Club Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hermitage Country Club Incorporated", incorporated on March 12, 1928, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
33885 418-28

J. & H. Plumbing & Heating Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "J. & H. Plumbing & Heating Inc.", incorporated on January 16, 1967, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
33885 189-67

The N.A. Timmins Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The N.A. Timmins Corporation", incorporated on November 12, 1929, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
33885 1908-29

Nordom Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nordom Limited », constituée en corporation le 11 janvier 1962, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

33885-0

10220-62

Placements Adjutor Amyot, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Placements Adjutor Amyot, limitée », constituée en corporation le 31 janvier 1962, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

33885-0

10422-62

Quincaillerie St-Pascal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Quincaillerie St-Pascal inc. », constituée en corporation le 19 mars 1965, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

33885-0

1281-65

Les Religieuses des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie et de l'Adoration Perpétuelle du Très Saint Sacrement de l'Autel

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Religieuses des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie et de l'Adoration Perpétuelle du Très Saint Sacrement de l'Autel », constituée en corporation le 23 septembre 1937, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

33885-0

2425-37

Savoy Shipping Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Savoy Shipping Limited », constituée en corporation le 6 mars 1945, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

33885-0

2251-45

La Société Ozanam inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Société Ozanam inc. », constituée en corporation le 30 juillet 1968, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

33885-0

3232-68

Nordom Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nordom Limited", incorporated on January 11, 1962, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

33885

10220-62

Placements Adjutor Amyot, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Placements Adjutor Amyot, limitée", incorporated on January 31, 1962, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

33885

10422-62

Quincaillerie St-Pascal inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Quincaillerie St-Pascal inc.", incorporated on March 19, 1965, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

33885

1281-65

Les Religieuses des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie et de l'Adoration Perpétuelle du Très Saint Sacrement de l'Autel

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Religieuses des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie et de l'Adoration Perpétuelle du Très Saint Sacrement de l'Autel", incorporated on September 23, 1937 on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

33885

2425-37

Savoy Shipping Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Savoy Shipping Limited", incorporated on March 6, 1945, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

33885

2251-45

La Société Ozanam inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Société Ozanam inc.", incorporated on July 30, 1968, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

33885

3232-68

Star Bakery Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Star Bakery Ltd. », constituée en corporation le 15 octobre 1964, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
 33885-0 4505-64

Taverne les Cascades inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Taverne les Cascades inc. », constituée en corporation le 22 mai 1968, à compter du 31 mars 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
 33885-0 1974-68

Star Bakery Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Star Bakery Ltd.", incorporated on October 15, 1964, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
 33885 4504-64

Taverne les Cascades inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Taverne les Cascades inc.", incorporated on May 22, 1968, on and from March 31, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
 33885 1974-68

Vente d'effets non réclamés

Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de juin 1969, et non réclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 7e jour de mai 1970, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.
Le vice-président
et gérant-général,
W. J. BOWERS.
 33616-11-6-0

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of June, 1969, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 189 Queen Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the 7th day of May, 1970, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

Canadian Pacific Express Company.
W. J. BOWERS,
Vice-President
and General Manager.
 33616-11-6-0

Demandes à la Législature

L'Excellence, Compagnie d'Assurance-Vie

Avis est par les présentes donné que « L'Excellence, Compagnie d'Assurance-Vie », de la ville de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi permettant à ladite compagnie de restructurer son capital-actions.

Donné à Montréal, ce 18 février 1970.
Les procureurs de la requérante,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN & LAPOINTE.
 33589-11-4-0

La Communauté des Soeurs de Charité de La Providence

Avis est, par les présentes, donné que « La Communauté des Soeurs de Charité de La Providence », s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de modifier sa charte pour mieux définir ses pouvoirs et ses droits et lui accordant certains autres pouvoirs nécessaires à une corporation religieuse.

Montréal, le 4 mars 1970.
Les procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT ET LÉVESQUE.
 33615-11-4-0

Applications to Legislature

The Excellence Life Insurance Company

Notice is hereby given that "The Excellence Life Insurance Company", of the city of Montreal, in the judicial district of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the passing of an Act permitting the said Corporation to modify its capital structure.

Given at Montreal, this February 18, 1970.
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN & LAPOINTE,
Attorneys for Petitioner.
 33589-11-4-0

La Communauté des Soeurs de Charité de La Providence

Notice is hereby given that "La Communauté des Soeurs de Charité de La Providence", will apply to the National Assembly at its present session for the passing of an Act allowing it to modify its charter in order to precise its powers and rights and granting it other powers necessary for a religious corporation.

Montreal, March 4, 1970.
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT AND LÉVESQUE,
Attorneys for the petitioners.
 33615-11-4-0

Ville de Laval

Avis est par les présentes donné que la ville de Laval s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

Modifier l'article 525 de la Loi des cités et villes sur la méthode de perception de la taxe prévue au paragraphe 2 dudit article, l'article 523 de la Loi des cités et villes en vue d'assujettir la maison d'habitation située sur une terre en culture au paiement des taxes générales et spéciales, d'en établir l'évaluation à la valeur réelle, de définir quelle superficie d'une terre en culture ou affermée ne peut être évaluée à plus de \$100 l'arpent, l'article 593 quant à l'approbation par les propriétaires des règlements décrétant des travaux d'aqueduc, d'égout, de pavage, de trottoirs, de bordures ou d'éclairage;

Permettre que soit décrétée immédiatement après la fin des travaux la perception de la taxe imposée sous forme de charge fixe basée sur le front des immeubles;

Modifier l'imposition prévue aux règlements en vigueur décrétant un emprunt lorsque la ville doit refaire ou remplacer les travaux qui y sont décrétés;

Décréter la procédure à suivre pour l'approbation des règlements modifiant les règlements de zonage;

Fixer l'étendue en front pour fins d'imposition des lots situés à un carrefour ou qui ne sont pas rectangulaires suivant les normes du règlement numéro L-1236 pour tout règlement d'emprunt adopté avant le 26 septembre 1968;

Obtenir l'autorisation de constituer un fonds résidentiel pour fins de réaménagement urbain;

Autoriser la vente pour des fins autres qu'industrielles ou commerciales la partie des lots connus et désignés comme étant les subdivisions un (1) et deux (2) du lot originaire numéro trois cent trente-neuf (339) du cadastre de la paroisse de St-Martin;

Et sur toute autre matière qui lors de l'étude et de la présentation du projet de loi pourrait s'avérer dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables.

Cité de Laval, ce 3^e jour de mars 1970.

Le procureur de la ville de Laval,

33590-12-4-o

ROGER SAVARD, C.R.

City of Laval

Notice is given that the city of Laval, will apply to the National Assembly of Québec at its next session, for the adoption of an act on the following matters:

Modify section 525 of the Cities and Towns Act concerning the collection of the tax mentioned in paragraph 2 of said section; section 523 of the Cities and Towns Act to render the residence located on a cultivated farm subject to general and special taxes, assess it at its real value and define which part of a farmed or cultivated land cannot be valued at more than \$100 per arpent; section 593 concerning the approval by property owners of by-laws authorizing aqueduc, sewer, paving, sidewalks, curb or street lighting works;

Authorize that fixed charges on the frontage of properties be levied immediately after the termination of public works for which they are so taxed;

Modify the taxation prescribed in borrowing by-laws when the city must replace or renew the works authorized by such by-laws;

Establish the procedure for the approval of by-laws modifying zoning by-laws;

Fix the frontage of lots situated on street corners or lots that are not rectangular according to by-law L-1236 for assessment on borrowing by-laws adopted before September 26, 1968;

Obtain the power to establish a residential fund for urban renewal purposes;

Authorize the sale for purposes other than industrial or commercial of parts of lots known and designated as being the subdivisions 1 and 2 of original lot number 339 of the official plan and book of reference of the parish of St-Martin;

And for all other purposes which during the studying and presentation of the proposed Act could be in the interest of the city and its taxpayers.

City of Laval, this 3rd day of March, 1970.

ROGER SAVARD, Q.C.,

33590-12-4-o

Attorney for the City of Laval.

Changement de nom — Loi du Demandes

Jack Cohen

Avis est par les présentes donné que Jack Cohen présentement domicilié à 4300 rue Bouchette Montréal, province de Québec, présentera une demande au ministre de la justice de la province de Québec, pour l'adoption d'un décret changeant son nom à James Jack Star.

Daté à Montréal, 19 mars, 1970.

Les procureurs du requérant,

33818-13-2-o

LOUIS & BERGER.

Martina Reimer

Avis est par les présentes donné que Dame Doris Martha Maria Otte Reimer Koester, tutrice de l'enfant mineur, Martina Reimer, résidant au 3877 Moore, Fabreville, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer le nom de son enfant mineur de Martina Reimer à Martina Reimer Koester.

Montréal, le 24 février 1970.

33823-13-2-o

ME SIMON RICHTER.

Change of name Act Applications

Jack Cohen

Notice is hereby given that Jack Cohen, residing at 4300 Bouchette Street, Montreal, Québec, Manager, shall apply to the Minister of Justice for an order changing his name to James Jack Star.

Dated at Montreal, March 19, 1970.

LOUIS & BERGER,

33818-13-2-o

Attorneys for applicant.

Martina Reimer

Notice is hereby given that Dame Doris Martha Maria Otte Reimer Koester, tutrix to the minor child Martina Reimer, residing at 3877 Moore, in Fabreville, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her minor child's name from Martina Reimer to that of Martina Reimer Koester.

Montreal, February 24, 1970.

33823-13-2-o

ME SIMON RICHTER.

Joseph Ernest Dion (dit Soulière)

Avis est donné que Joseph Ernest Dion (dit Soulière), journalier, domicilié et résidant au numéro 45 de la rue Davis, dans les cité et district de Hull, province de Québec, s'adressera au ministre de la justice de la province de Québec pour faire changer son nom de Joseph Ernest Dion à Joseph Ernest Soulière.

Hull, le 3 mars, 1970.

Les procureurs du requérant.

BOULANGER, BERGERON

33819-13-2-o

& BELEC.

Joseph Ernest Dion (dit Soulière)

Notice is given that Joseph Ernest Dion (dit Soulière) residing at 45 Davis Street, Hull, District of Hull, Province of Québec, will apply to the Minister of Justice of the Province of Québec, for an order changing his name to Joseph Ernest Soulière.

Hull, March 3rd, 1970.

BOULANGER, BERGERON

& BELEC,

33819-13-2-o

Solicitors for the Petitioner.

James Arthur Parks

Avis est donné que M. James Arthur Parks, ouvrier métallurgiste, domicilié et résidant au 2390 de la rue Oran, à Duvernay, Laval, province de Québec, demandera un décret au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour changer son nom pour Arthur Wallace Maxwell, suivant le S.R.Q. 1965, chapitre 77, son épouse, Madame Joyce Anna Lucie Stein donnant son consentement.

Montréal, ce 27 février 1970.

ROBERT, PROULX

& DANSEREAU.

33787-13-2-o

James Arthur Parks

Notice is given that Mr. James Arthur Parks, core-maker, residing and domiciled at 2390 Oran Street, Duvernay, Laval, Province of Québec, will request an order in council from the Lieutenant-Governor in council of the Province of Québec to change his name to Arthur Wallace Maxwell, according to 1965, R.S.Q., chapter 77, his consort, Mrs. Joyce Anna Lucie Stein consenting.

Montreal, February 27, 1970.

ROBERT, PROULX

& DANSEREAU.

33787-13-2-o

Szaboles Halmagyi

Avis est donné que Szaboles Halmagyi de 5501 Adalbert Montréal, a l'intention de présenter au Lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour le changement de son nom à Samuel Hart, tel que prévu par les dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, le 6 mars 1970.

Les procureurs du requérant,

BOHÉMIER & CHÉNARD.

33820-13-2-o

Szaboles Halmagyi

Notice is given that Szaboles Halmagyi, of 5501 Adalbert, Montreal, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of his name to Samuel Hart, pursuant to the provisions of the Change of Name Act.

Montreal, March 6, 1970.

BOHÉMIER & CHÉNARD,

Attorneys for the petitioner.

33820-13-2-o

Leslie Mariahegyi

Avis est par les présentes donné que Leslie Mariahegyi technicien, domicilié et résidant au 11,490 boulevard Gouin O. Apt. 301, dans les ville et district de Pierrefonds, Qué., s'adressera au ministre de la Justice pour obtenir la permission de changer son nom en celui de Leslie Hegyi, changement qui s'applique aussi à son épouse, née Madeleine Helie, domiciliée au même endroit.

Le procureur du requérant,

JACQUES-E. FORTIN.

33821-13-2-o

Leslie Mariahegyi

Notice is hereby given that Leslie Mariahegyi, technician domiciled and residing at 11,490 Blvd. Gouin W. Apt. 301, in the city and district of Pierrefonds, Que., will apply to the Minister of Justice to change his name to Leslie Hegyi and to benefit his wife, née Madeleine Helie, domiciled at the same place.

JACQUES-E. FORTIN,

Attorney for petitioner.

33821-13-2-o

Roger Putin (alias Petin)

Avis est par les présentes donné que Roger Putin, alias Petin, employé de restaurant, résidant et domicilié au 3221 Édouard Montpetit, Apt. 18, en les cité et district de Montréal, province de Québec, transmettra au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, une requête demandant que son nom soit changé de Roger Putin à Roger Petin et que ce changement bénéficie à son épouse, Dame Monique Laflamme Putin et à leur fille Dominique Clémentine Putin.

Montréal, le 16 mars 1970.

Les procureurs du requérant,

DESCHÈNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,

GODIN & LAPOINTE.

33822-13-2-o

Roger Putin (alias Petin)

Notice is hereby given that Roger Putin, alias Petin, restaurant employee, residing and domiciled at 3221 Édouard Montpetit, Apt. 18, in the city and district of Montreal, Province of Québec will transmit to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives, an application to modify his name from Roger Putin to Roger Petin, and that the said modification shall benefit his wife, Monique Laflamme Putin and their daughter Dominique Clementine Putin.

Montreal, March 16, 1970.

DESCHÈNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,

GODIN & LAPOINTE,

Attorneys for petitioner.

33822-13-2-o

Joseph Antoine René

Avis est par la présente donné que le procureur soussigné transmettra au secrétaire de la province une requête au nom de son client Joseph Antoine René pour pouvoir ajouter auxdits prénoms le patronyme de Pelletier afin d'être dorénavant juridiquement reconnu sous les nom et prénoms de Joseph Antoine René Pelletier, le tout en vertu de la Loi du changement de nom.

Montréal, ce 20 mars 1970.

33887-14-2-o *Le procureur du requérant,*
CHARLES CODERRE, C.R.

Joseph Antoine René

Notice is hereby given that the undersigned attorney will apply to the Provincial Secretary on behalf of his client Joseph Antoine René in order to add to the latter's given names the family name of Pelletier so that he henceforth be legally known under the given names and family name of Joseph Antoine René Pelletier, the whole pursuant to the Change of Name Act.

Montreal, March 20, 1970.

33887-14-2-o CHARLES CODERRE, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

Changement de nom — Loi du Accordés**Stanley Joseph Galler**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1217, du 18 mars 1970, d'effectuer le changement de nom de Stanislaw Cieslinski en celui de Stanley Joseph Galler.

Québec, le 23 mars 1970.

33934-o *Le sous-ministre associé de la justice,*
LUCIEN DARVEAU, C.R.

Stephen Galler

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1218, du 18 mars 1970, d'effectuer le changement de nom de Stefan Cieslinski en celui de Stephen Galler.

Québec, le 23 mars 1970.

33934-o *Le sous-ministre associé de la justice,*
LUCIEN DARVEAU, C.R.

Arnold Maizen

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1216, du 18 mars 1970, d'effectuer le changement de nom de Arnold Cohen en celui de Arnold Maizen.

Québec, le 23 mars 1970.

33934-o *Le sous-ministre associé de la justice,*
LUCIEN DARVEAU, C.R.

Claude Matte

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1215, du 18 mars 1970, d'effectuer le changement de nom de Joseph-Wilfrid-Claude Fortin en celui de Claude Matte.

Québec, le 23 mars 1970.

33934-o *Le sous-ministre associé de la justice,*
LUCIEN DARVEAU, C.R.

Change of name Act Granted**Stanley Joseph Galler**

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1217 of March 18, 1970, to effect the change of name of Stanislaw Cieslinski into that of Stanley Joseph Galler.

Québec, March 23, 1970.

33934 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.

Stephen Galler

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1218 of March 18, 1970, to effect the change of name of Stefan Cieslinski into that of Stephen Galler.

Québec, March 23, 1970.

33934 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.

Arnold Maizen

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1216 of March 18, 1970, to effect the change of name of Arnold Cohen into that of Arnold Maizen.

Québec, March 23, 1970.

33934 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.

Claude Matte

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1215 of March 18, 1970, to effect the change of name of Joseph-Wilfrid-Claude Fortin into that of Claude Matte.

Québec, March 23, 1970.

33934 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.

Chartes — demandes d'abandon de**Island Development Corporation**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Island Development Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives un décret acceptant l'abandon de sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 11^e jour de mars 1970.

33892 *Le secrétaire-trésorier,*
P. F. VINEBERG.

Charters — Application for Surrender of**Island Development Corporation**

Notice is hereby given that "Island Development Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for an order accepting the surrender of its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of March, 1970.

33892-o P. F. VINEBERG,
Secretary-Treasurer.

Chicoutimi Business College Inc.

Avis est donné que la compagnie « Chicoutimi Business College Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
Me FRANÇOIS LAMARRE.

33888-o

Edgehill Company Limited

Prenez avis que la compagnie « Edgehill Company Limited » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 10e jour de février 1970.

Le procureur de la compagnie,
GEORGE GOULD, C.R.

33889-o

Gage Development Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Gage Development Corp. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 13e jour de mars 1970.

Les procureurs,
GREENBERG, GOLDSCHLEGER &
BLUMENSTEIN.

33890

Harwood Securities Limited

Prenez avis que la compagnie « Harwood Securities Limited » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 10e jour de février 1970.

Le procureur de la compagnie,
GEORGE GOULD, C.R.

33891-o

Labrador Mink Ranches Limited

Prenez avis que la compagnie « Labrador Mink Ranches Limited », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 10e jour de février 1970.

Le procureur de la compagnie,
GEORGE GOULD, C.R.

33893-o

Marex Co. Ltd.

Avis est donné que « Marex Co. Ltd. », ayant son siège social et principale place d'affaires dans la cité de Montréal, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mars 1970.

Les procureurs de la requérante,
MES ORENSTEIN RUBY & MICHELIN.

33894-o

**Association générale des étudiants
du collège de Chicoutimi**

Avis est donné que l'« Association générale des étudiants du collège de Chicoutimi », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Chicoutimi, le 16 mars 1970.

Les procureurs de la requérante,
AUBIN, BÉDARD, FILLION
& BRISSON.

33919-o

Chicoutimi Business College Inc.

Notice is given that the company "Chicoutimi Business College Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province for leave to surrender the charter.

Me FRANÇOIS LAMARRE,
Attorney for the company.

33888-o

Edgehill Company Limited

Notice is hereby given that "Edgehill Company Limited" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, this 10th day of February, 1970.

GEORGE GOULD, Q.C.,
Attorney for the Company.

33889-o

Gage Development Corp.

Notice is hereby given that "Gage Development Corp." will make an application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 13th day of March, 1970.

GREENBERG, GOLDSCHLEGER &
BLUMENSTEIN,
Attorneys.

33890-o

Harwood Securities Limited

Notice is hereby given that "Harwood Securities Limited" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, this 10th day of February, 1970.

GEORGE GOULD, Q.C.,
Attorney for the Company.

33891-o

Labrador Mink Ranches Limited

Notice is hereby given that "Labrador Mink Ranches Limited", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, this 10th day of February, 1970.

GEORGE GOULD, Q.C.,
Attorney for the Company.

33893-o

Marex Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Marex Co. Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of March 1970.

MES ORENSTEIN RUBY & MICHELIN,
Attorneys for the Petitioner.

33894-o

**Association générale des étudiants
du collège de Chicoutimi**

Notice is given that "Association générale des étudiants du collège de Chicoutimi", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Chicoutimi, March 16, 1970.

AUBIN, BÉDARD, FILLION
& BRISSON,
Attorneys for the petitioner.

33919

**Opemisca Explorers Limited
(No Personal Liability)**

Prenez avis que la compagnie « Opemisca Explorers Limited » (No Personal Liability), une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies minières (Québec) ayant son bureau chef à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières (Québec).

Daté à Montréal, le 12^e jour de mars 1970.

(Sceau)
33895-o

Le secrétaire,
E. D. HERVEY.

**United Explorations & Mining
Corporation Ltd. (NPL)**

Prenez avis que la compagnie « United Explorations & Mining Corporation Ltd. » (NPL), une corporation constituée sous l'autorité de la Loi des compagnies minières de Québec, ayant son bureau chef et principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, Québec, le 10^e jour de mars, 1970.

33896-o

Le procureur de la compagnie,
ME J. E. CASSAR.

**United Obalski Mining Company Limited
(No Personal Liability)**

Prenez avis que la compagnie « United Obalski Mining Company Limited » (No Personal Liability), une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies minières (Québec) ayant son bureau chef à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières (Québec).

Daté à Montréal, ce 12^e jour de mars 1970.

(Sceau)
33897-o

Le secrétaire,
E. D. HERVEY.

Leona Food Products Inc.

Ávis est par les présentes donné que la compagnie « Leona Food Products Inc. », incorporée en date du 11 août, 1969, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu de la section 26 de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 4 mars 1970.

33920-o

Le procureur de la compagnie,
JOSEPH HELAL, C.R.

Le Navigateur inc.

Avis est donné que « Le Navigateur inc. », corporation légalement constituée selon la Loi des compagnies et ayant sa place d'affaires en la cité de Napierville, district d'Iberville, demandera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 11^e jour de mars 1970.

33921-o

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ MASSE.

**Opemisca Explorers Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Opemisca Explorers Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Mining Companies Act (Québec) and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Mining Companies Act (Québec).

Dated at Montreal, this 12th day of March, 1970.

(Seal)
33895-o

E. D. HERVEY,
Secretary.

**United Explorations & Mining
Corporation Ltd. (NPL)**

Notice is hereby given that "United Explorations & Mining Corporation Ltd." (NPL), a corporation incorporated under the Québec Mining Companies Act, and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, Québec, this 10th day of March, 1970.

33896-o

ME J. E. CASSAR,
Attorney for the Company.

**United Obalski Mining Company Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "United Obalski Mining Company Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Mining Companies Act (Québec) and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Mining Companies Act (Québec).

Dated at Montreal, this 12th day of March, 1970.

(Seal)
33897-o

E. D. HERVEY,
Secretary.

Leona Food Products Inc.

Notice is given that the company "Leona Food Products Inc.", incorporated August 11, 1969, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, in virtue of section 26 of the Companies' Act.

Montreal, March 4, 1970.

33920-o

JOSEPH HELAL, Q.C.,
Attorney for the company.

Le Navigateur inc.

Notice is given that "Le Navigateur inc.", a corporation legally incorporated under the Companies Act and having its place of business in the city of Napierville, district of Iberville, will apply to the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, according to the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 11th day of March, 1970.

33921

ANDRÉ MASSE,
Attorney for the Company.

**Divers
Compagnies**

Apparel Accessories Inc.

Avis est donné que la compagnie « Apparel Accessories Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JOSEPH G. KOHN.
5492-46

33898

Club « Canari » incorporé

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 mars 1970, il a approuvé le règlement spécial numéro 1 de la corporation « Club « Canari » incorporé », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
10996-62

33899-o

**The Saguenay Yacht Club
Le club de yachting du Saguenay**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 février 1970, il a approuvé le règlement « M » de la corporation « The Saguenay Yacht Club — Le club de yachting du Saguenay », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
16663-53

33900-o

**Compagnie Montco (1966) Itée
Montco Company (1966) Ltd.**

La « Compagnie Montco (1966) Itée — Montco Company (1966) Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 11.

Le secrétaire,
GASTON EAST.
4944-66

33901-o

**Équipement de Luxe inc.
De Luxe Equipment Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5 de la compagnie « Chauffage Québec inc. — Québec Heating Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19^e jour d'avril 1961, changeant son nom en celui de « Équipement de Luxe inc. — De Luxe Equipment Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
11332-61

33902-o

**Gulf Molybdenite Ltd.
(No personal liability)
Gulf Molybdenite Itée**

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que la compagnie « Gulf Molybdenite Ltd. » (No personal liability) — « Gulf Molybdenite Itée » (Libre de responsabilité personnelle) a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ MEUNIER.
4505-68

33904

**Miscellaneous
Companies**

Apparel Accessories Inc.

Notice is given that "Apparel Accessories Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JOSEPH G. KOHN,
Secretary.
5492-46

33898-o

Club "Canari" incorporé

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 6, 1970, he approved special by-law number 1 of "Club "Canari" incorporé", and such, pursuant to section 225 of the companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
10996-62

33899

**The Saguenay Yacht Club
Le club de yachting du Saguenay**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 12, 1970, he approved by-law "M" of "The Saguenay Yacht Club — Le club de yachting du Saguenay", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
16663-53

33900

**Compagnie Montco (1966) Itée
Montco Company (1966) Ltd.**

"Compagnie Montco (1966) Itée — Montco Company (1966) Ltd.", gives notice that it has changed the number of its directors from 10 to 11.

GASTON EAST,
Secretary.
4944-66

33901

**Équipement de Luxe inc.
De Luxe Equipment Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 5 of the company "Chauffage Québec inc. — Québec Heating Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of April, 1961, changing its name into that of "Équipement de Luxe inc. — De Luxe Equipment Inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
11332-61

33902-o

**Gulf Molybdenite Ltd.
(No personal liability)
Gulf Molybdenite Itée**

(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that "Gulf Molybdenite Ltd." (No personal liability) — "Gulf Molybdenite Itée" (Libre de responsabilité personnelle) has changed the number of its directors from 7 to 5.

ANDRÉ MEUNIER,
Secretary.
4505-68

33904-o

Grosvenor Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Grosvenor Investments Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JACK REITMAN.
4702-41

33903

The Lawrence-Harvey Holding Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 28 de la compagnie « H. Lewis & Sons, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour d'avril 1947, changeant son nom en celui de « The Lawrence-Harvey Holding Corporation ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
3124-47

33905-o

Ida Construction Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3 de la compagnie « Mistral Construction Itée », constituée par lettres patentes en date du 5^e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « Ida Construction Itée ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
1988-69

33906-o

**Roger Lefebvre & Associés inc.
Roger Lefebvre & Associates Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 17 septembre 1969 le règlement numéro 21 de la compagnie « Filion & Lefebvre inc. », changeant son nom en celui de « Roger Lefebvre & Associés inc. — Roger Lefebvre & Associates Inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.
4480-65

33907-o

Résidence des jeunes de Sorel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 mars 1970, il a approuvé les règlements généraux 1 et 2 de la corporation « Résidence des jeunes de Sorel inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
5019-68

33908-o

XM-Drummond

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 janvier 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « XM-Drummond », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
111-68

33910-o

Grosvenor Investments Ltd.

Notice is given that "Grosvenor Investments Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

JACK REITMAN,
Secretary.
4702-41

33903-o

The Lawrence-Harvey Holding Corporation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 28 of the company "H. Lewis & Sons, Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of April, 1947, changing its name into that of "The Lawrence-Harvey Holding Corporation".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
3124-47

33905-o

Ida Construction Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3 of the company "Mistral Construction Itée", incorporated by letters patent dated the 5th day of May, 1969, changing its name into that of "Ida Construction Itée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
1988-69

33906-o

**Roger Lefebvre & Associés inc.
Roger Lefebvre & Associates Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 17, 1969, approved the by-law No. 21 of the company "Filion & Lefebvre inc.", changing its name into that of "Roger Lefebvre & Associés inc. — Roger Lefebvre & Associates Inc.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.
4480-65

33907-o

Résidence des jeunes de Sorel inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 6, 1970, he approved general by-laws 1 and 2 of "Résidence des jeunes de Sorel inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
5019-68

33908

XM-Drummond

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 28, 1970, he approved the general by-laws of "XM-Drummond", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
111-68

33910

Richard & frères inc.

Avis est donné que la compagnie « Richard & frères inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le secrétaire,
DAMIEN RICHARD.
12273-54

33909-0

Canada Envelope Company

Avis est donné que la compagnie « Canada Envelope Company », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le secrétaire,
R. W. HECKMAN.
1743-00

33922

Le Club Optimiste de Drummondville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 février 1970, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 de la corporation « Le Club Optimiste de Drummondville inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
4222-68

33923-0

Corvin Food Products Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Corvin Food Products Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ALEXANDER FOGEL.
12993-55

33924

**Les entreprises Samson inc.
Samson Enterprises Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXVI de la compagnie « Samson Électrique inc. — Samson Electric Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de décembre 1967, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Samson inc. — Samson Enterprises Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
5283-67

33925-0

**Giffen Recreation Limited
Récréation Giffen limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 16 de la compagnie « Giffen Enterprises Limited — Les Entreprises Giffen limitée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « Giffen Recreation Limited — Récréation Giffen limitée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
2450-69

33926-0

**Giffen Recreation Limited
Récréation Giffen limitée**

Avis est donné que la compagnie « Giffen Recreation Limited — Récréation Giffen limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
ROBERT VINEBERG.
2450-69

33927

Richard & frères inc.

Notice is given that "Richard & frères inc." has changed the number of its directors from 6 to 3.

DAMIEN RICHARD,
Secretary.
12273-54

33909

Canada Envelope Company

Notice is given that "Canada Envelope Company", has changed the number of its directors from 7 to 8.

R. W. HECKMAN,
Secretary.
1743-00

33922-0

Le Club Optimiste de Drummondville inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 24, 1970, he approved general by-laws number 1 of "Le Club Optimiste de Drummondville inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
4222-68

33923

Corvin Food Products Ltd.

Notice is given that "Corvin Food Products Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ALEXANDER FOGEL,
Secretary.
12993-55

33924-0

**Les entreprises Samson inc.
Samson Enterprises Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XXVI of the company "Samson Électrique inc. — Samson Electric Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of December, 1967, changing its name into that of "Les Entreprises Samson inc. — Samson Enterprises Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
5283-67

33925-0

**Giffen Recreation Limited
Récréation Giffen limitée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 16 of the company "Giffen Enterprises Limited — Les Entreprises Giffen limitée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of May, 1969, changing its name into that of "Giffen Recreation Limited — Récréation Giffen limitée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
2450-69

33926-0

**Giffen Recreation Limited
Récréation Giffen limitée**

Notice is given that "Giffen Recreation Limited — Récréation Giffen limitée", has changed the number of its directors from 3 to 7.

ROBERT VINEBERG,
Secretary.
2450-69

33927-0

Giftowne Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 16 de la compagnie « Pleasant Investment Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 22^e jour d'août 1963, changeant son nom en celui de « Giftowne Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33928-o 3591-63

Hallmark Drapery Corp.

Avis est donné que la compagnie « Hallmark Drapery Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,
MICHAEL BARKUN.*

33929 14085-62

St-Luc Automobile inc.

La compagnie « St-Luc Automobile inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,
JEANNINE GODBOUT.*

33930-o 4955-68

Service des Loisirs St-Esprit de Rosemont

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 février 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-Esprit de Rosemont », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33931-o 4734-69

Giftowne Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 16 of the company "Pleasant Investment Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of August, 1963, changing its name into that of "Giftowne Ltd."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33928-o 3591-63

Hallmark Drapery Corp.

Notice is given that "Hallmark Drapery Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

*MICHAEL BARKUN,
Secretary.*

33929-o 14085-62

St-Luc Automobile inc.

"St-Luc Automobile inc." gives notice that it has changed the number of its directors from 3 to 4.

*JEANNINE GODBOUT,
Secretary.*

33930 4955-69

Service des Loisirs St-Esprit de Rosemont

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on February 6, 1970, he approved the general by-laws of "Service des Loisirs St-Esprit de Rosemont", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33931 4734-69

Sièges sociaux**Henryk Reizes Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Henryk Reizes Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 29^e jour d'avril 1963 et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé jusqu'aujourd'hui au 1494 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté au 1420 ouest, rue Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

*Le président,
HENRYK REIZES.*

33933 1896-63

In-Media Inc.

Avis est donné que la compagnie « In-Media Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, en date du 15 décembre 1969, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 1369 de la rue Parc Lafontaine.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 6^{ième} jour de mars 1970.
*Le secrétaire,
PIERRE MAHEU.*

33914-o 6096-69

Head Offices**Henryk Reizes Inc.**

Notice is hereby given that "Henryk Reizes Inc.", company incorporated by letters patent on the 29th day of April, 1963, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 1494 Sherbrooke Street West, has moved it to 1420 Sherbrooke Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

*HENRYK REIZES,
President.*

33933-o 1896-63

In-Media Inc.

Notice is given that "In-Media Inc.", incorporated under the Companies Act on the 15th day of December, 1969, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 1369 Park Lafontaine Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 6th day of March, 1970.
*PIERRE MAHEU,
Secretary.*

33914 6096-69

Pierre F. Brault inc.

Avis est donné que la compagnie « Pierre F. Brault inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 janvier 1970, et ayant son bureau principal à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, a établi son siège social au 13,748 est, rue Notre-Dame, Pointe-Trembles, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Pointe-aux-Trembles, le 26 janvier 1970.

(Secau) *Le président,*
 PIERRE-F. BRAULT.
 33912-o 6028-69

Pierre F. Brault inc.

Notice is given that "Pierre F. Brault inc.", incorporated by letters patent dated January 2, 1970, and having its principal office at Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, has established its head office at 13,748 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Pointe-aux-Trembles, on January 26, 1970.

(Seal) PIERRE-F. BRAULT,
President.
 33912 6028-69

E.T.D. (Études et Traitement des Données) Inc.

Avis est par les présentes donné que « E.T.D. (Études et Traitement des Données) Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes émises le 24 décembre 1969 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro civique 800, Place Victoria, suite 3150.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9 mars 1970.

Le secrétaire-trésorier,
 HENSLEY BOURGOIN.
 33913-o 6305-69

E.T.D. (Études et Traitement des Données) Inc.

Notice is hereby given that "E.T.D. (Études et Traitements des Données) Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent issued on December 24, 1969 and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 800 Victoria Square, suite 3150.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, March 9, 1970.

HENSLEY BOURGOIN,
Secretary-Treasurer.
 33913-o 6305-69

Réal Sylvestre inc.

Avis est donné que la compagnie « Réal Sylvestre inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 janvier 1970, et ayant son siège social dans la ville de Sorel, district de Richelieu, a établi son bureau au No 416, rue Victoria à Sorel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sorel, ce 23e jour de janvier 1970.

Le président,
 RÉAL SYLVESTRE.
 33915-o 8419-70

Réal Sylvestre inc.

Notice is given that "Réal Sylvestre inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of January, 1970, and having its head office in the Town of Sorel, district of Richelieu, has established its office at 416 Victoria Street, in Sorel.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this 23rd day of January, 1970.

RÉAL SYLVESTRE,
President.
 33915 8419-70

Weyrich Chemicals & Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Weyrich Chemicals & Co. Ltd. », constituée par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec le 18e jour de mars 1968, a transféré son siège social à 10475, rue Meunier dans la ville de Montréal, province de Québec, de 1405, rue Peel, bureau 300, dans la ville de Montréal, province de Québec.

Daté à Montréal, province de Québec, le 29e jour de janvier 1970.

Le secrétaire,
 OSCAR MALLETTE.
 33916-o 1197-68

Weyrich Chemicals & Co. Ltd.

Notice is given that "Weyrich Chemicals & Co. Ltd.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Companies Act of the Province of Québec, on the 18th day of March, 1968, has moved its head office to 10475 Meunier Street in the City of Montreal, Province of Québec, from 1405 Peel Street, Suite 300, in the city of Montreal, Province of Québec.

Dated at Montreal, Province of Québec, this 29th day of January, 1970.

OSCAR MALLETTE,
Secretary.
 33916-o 1197-68

Mid-Kebek Mining Corporation

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Mid-Kebek Mining Corporation », constituée par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 14 janvier 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 455 ouest, rue Craig, bureau 101.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 14^e jour de janvier 1970.

Le secrétaire,
JEAN-GUY BÉLANGER.

33932

80-70

Mid-Kebek Mining Corporation

Notice is hereby given that "Mid-Kebek Mining Corporation", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, on January 14th, 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 455 Craig St. West, suite 101.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 14th day of January 1970.

JEAN-GUY BÉLANGER,
Secretary.

33932-o

80-70

Ministère de l'Éducation**Howick-Ormstown**

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires du village d'Ormstown, dans les comtés de Beauharnois, Châteauguay et Huntingdon; de Howick, dans le comté de Châteauguay, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Howick-Ormstown, dans les comtés de Beauharnois, Châteauguay et Huntingdon.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1^{er} juin 1970, et pour toutes autres fins le 1^{er} juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

910-01

Rocher-Percé

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Cap-d'Espoir, Grande-Rivière, Percé, Sainte-Thérèse-de-Gaspé et Val-d'Espoir, dans le comté de Gaspé-Sud, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Rocher-Percé, dans le comté de Gaspé-Sud.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en cinq quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Cap-d'Espoir;

Le quartier numéro 2, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Grande-Rivière;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Percé;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Thérèse-de-Gaspé;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Val d'Espoir.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1^{er} juin 1970, et pour toutes autres fins le 1^{er} juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

645-06

Department of Education**Howick-Ormstown**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of the village of Ormstown, in the counties of Beauharnois, Châteauguay and Huntingdon; of Howick, in the county of Châteauguay, and to erect it into a new school municipality under the name of Howick-Ormstown, in the counties of Beauharnois, Châteauguay and Huntingdon.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

33886

910-01

Rocher-Percé

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Cap-d'Espoir, Grande-Rivière, Percé, Sainte-Thérèse-de-Gaspé and Val d'Espoir, in the county of Gaspé-South, and to erect it into a new school municipality under the name of Rocher-Percé, in the county of Gaspé-South.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into five wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Cap-d'Espoir;

Ward number 2, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Grande-Rivière;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Percé;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Thérèse-de-Gaspé;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Val d'Espoir.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 18, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

33886

645-06

La Tourelle

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Paul-des-Capucins, dans le comté de Matane; Anse-Pleureuse, Cap-Chat, Gros-Morne, Marsouis, Mont-Louis, Mont-Saint-Pierre, Rivière-à-Claude, Rivière-à-Marthe, Sainte-Anne-des-Monts et Saint-Joachim, dans le comté de Gaspé-Nord, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de La Tourelle, dans les comtés de Gaspé-Nord et Matane.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Son territoire est divisé en six quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Paul-des-Capucins et Cap-Chat;

Le quartier numéro 2, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Monts;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Joachim;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Rivière-à-Marthe et Marsouis;

Le quartier numéro 5, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de l'Anse-Pleureuse, Mont-Louis, Mont-Saint-Pierre et Rivière-à-Claude;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Gros-Morne.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-0

595-02

Port-Cartier

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de La Rivière Pentecôte, Port-Cartier et Sainte-Marguerite-Gallix, dans le comté de Saguenay, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Port-Cartier, dans le comté de Saguenay.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en trois quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de La Rivière Pentecôte;

Le quartier numéro 2, représenté par cinq commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Port-Cartier;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite-Gallix.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-0

175-01

La Tourelle

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Saint-Paul-des-Capucins, in the county of Matane; Anse-Pleureuse, Cap-Chat, Gros-Morne, Marsouis, Mont-Louis, Mont-Saint-Pierre, Rivière-à-Claude, Rivière-à-Marthe, Sainte-Anne-des-Monts and Saint-Joachim, in the county of Gaspé-North, and to erect it into a new school municipality under the name of La Tourelle, in the counties of Gaspé-North and Matane.

The number of school commissioners for the new municipality shall be fixed at nine (9).

Its territory shall be divided into six wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipalities of Saint-Paul-des-Capucins and Cap-Chat;

Ward number 2, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Anne-des-Monts;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Joachim;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipalities of Rivière-à-Marthe and Marsouis;

Ward number 5, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipalities of L'Anse-Pleureuse, Mont-Louis, Mont-Saint-Pierre and Rivière-à-Claude;

Ward number 6, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Gros-Morne.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

595-02

Port-Cartier

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of La Rivière Pentecôte, Port-Cartier and Sainte-Marguerite-Gallix, in the county of Saguenay, and to erect it into a new school municipality under the name of Port-Cartier, in the county of Saguenay.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into three wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of La Rivière Pentecôte;

Ward number 2, represented by five commissioners, covers the present territory of the school municipality of Port-Cartier;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Marguerite-Gallix.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 18, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

175-01

Delisle

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Delisle, Garnier, Labrecque, Lamarche, Saint-Henri-de-Taillon et Taché, dans le comté du Lac Saint-Jean, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Delisle, dans le comté du Lac Saint-Jean.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Son territoire est divisé en six quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Delisle;

Le quartier numéro 2, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Garnier;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Labrecque;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lamarche;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Henri-de-Taillon;

Le quartier numéro 6, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Taché.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

280-02

Delisle

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Delisle, Garnier, Labrecque, Lamarche, Saint-Henri-de-Taillon and Taché, in the county of Lake St. John, and to erect it into a new school municipality under the name of Delisle, in the county of Lake St. John.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at nine (9).

Its territory shall be divided into six wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Delisle;

Ward number 2, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Garnier;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Labrecque;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Lamarche;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Henri-de-Taillon;

Ward number 6, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Taché.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

280-02

Des Anses

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de L'Anse-aux-Gascons, dans le comté de Bonaventure; Chandler, Pabos et Sainte-Bernadette-de-Pellegrin, dans le comté de Gaspé-Sud, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom des Anses, dans les comtés de Bonaventure et Gaspé-Sud.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité scolaire est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en quatre quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de L'Anse-aux-Gascons;

Le quartier numéro 2, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Chandler;

Le quartier numéro 3, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pabos;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Bernadette-de-Pellegrin.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

645-07

Des Anses

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of L'Anse-aux-Gascons, in the county of Bonaventure; Chandler, Pabos and Sainte-Bernadette-de-Pellegrin, in the county of Gaspé-South, and to erect it into a new school municipality under the name of Des Anses, in the counties of Bonaventure and Gaspé-South.

The number of school commissioners for the new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into four wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of L'Anse-aux-Gascons;

Ward number 2, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Chandler;

Ward number 3, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Pabos;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Bernadette-de-Pellegrin.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

645-07

Des Cascades

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Côme et Sainte-Marcelline-de-Kildare, dans le comté de Joliette; Chertsey, dans le comté de Montcalm, à la municipalité scolaire Des Cascades, dans les comtés de Joliette et Montcalm.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o 340-05

Des Frontières

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Éleuthère, dans le comté de Kamouraska; Les Étroits, Rivière-Bleue, Saint-Pierre-d'Escourt et Sully, dans le comté de Témiscouata, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom des Frontières, dans les comtés de Kamouraska et Témiscouata.

Son territoire est divisé en cinq quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Éleuthère;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Les Étroits;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Rivière-Bleue;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-d'Escourt;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sully.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o 183-06

Saint-Joachim

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption, à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne.

Le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne est porté à sept (7).

Un quatrième quartier est ajouté aux trois quartiers déjà existants dans cette municipalité scolaire et il est numéroté, représenté et délimité comme suit, savoir:

Le quartier numéro 4, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Joachim.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o 160-02

Des Cascades

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to annex the present territory of the school municipalities of Saint-Côme and Sainte-Marcelline-de-Kildare, in the county of Joliette; Chertsey, in the county of Montcalm, to the school municipality of Des Cascades, in the counties of Joliette and Montcalm.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and July 1, 1970 for any other purposes:

Québec, March 18, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886 340-05

Des Frontières

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Saint-Éleuthère, in the county of Kamouraska; Les Étroits, Rivière-Bleue, Saint-Pierre-d'Escourt and Sully, in the county of Témiscouata, and to erect it into a new school municipality under the name of Des Frontières, in the counties of Kamouraska and Témiscouata.

Its territory shall be divided into five wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Éleuthère;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Les Étroits;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Rivière-Bleue;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Pierre-d'Escourt;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sully.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 18, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886 183-06

Saint-Joachim

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to annex the present territory of the school municipality of Saint-Joachim, in the county of L'Assomption, to the school municipality of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne.

The number of school commissioners for the municipality of the town of Terrebonne shall be increased to seven (7).

A fourth ward shall be added to the three wards already existing in this school municipality and it shall be numbered, represented and delimited as follows, to wit:

Ward number 4, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Saint-Joachim.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 18, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886 160-02

Témiscouata

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Biencourt, Esprit-Saint et Saint-Guy, dans le comté de Rimouski; Cabano, Squatteck, Saint-Elzéar, Saint-Eusèbe, Saint-Honoré et Saint-Louis du Ha! Ha!, dans le comté de Témiscouata, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Témiscouata, dans les comtés de Rimouski et Témiscouata.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en cinq quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Biencourt, Esprit-Saint et Saint-Guy;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Squatteck;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Louis du Ha! Ha!;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Elzéar et Saint-Honoré;

Le quartier numéro 5, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Cabano et Saint-Eusèbe.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

183-04

Victoriaville

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la ville d'Arthabaska, Saint-Paul-de-Chester, Saint-Valère, Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska; Massabielle, dans le comté de Wolfe, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Victoriaville, dans les comtés d'Arthabaska et Wolfe.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en trois quartiers numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par cinq commissaires, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Victoriaville et Saint-Valère;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de la ville d'Arthabaska;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Massabielle et Saint-Paul-de-Chester.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

010-01

Témiscouata

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Biencourt, Esprit-Saint and Saint-Guy, in the county of Rimouski, Cabano, Squatteck, Saint-Elzéar, Saint-Eusèbe, Saint-Honoré and Saint-Louis du Ha! Ha!, in the county of Témiscouata, and to erect it into a new school municipality under the name of Témiscouata, in the counties of Rimouski and Témiscouata.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into five wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipalities of Biencourt, Esprit-Saint and Saint-Guy;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Squatteck;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Louis du Ha! Ha!;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipalities of Saint-Elzéar and Saint-Honoré;

Ward number 5, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipalities of Cabano and Saint-Eusèbe.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 18, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

183-04

Victoriaville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of the town of Arthabaska, Saint-Paul-de-Chester, Saint-Valère, Victoriaville, in the county of Arthabaska, Massabielle, in the county of Wolfe, and to erect it into a new school municipality under the name of Victoriaville, in the counties of Arthabaska and Wolfe.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into three wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by five commissioners, covers the present territory of the school municipalities of Victoriaville and Saint-Valère;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of the town of Arthabaska;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipalities of Massabielle and Saint-Paul-de-Chester.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 18, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

010-01

Secteur-Warwick

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Chenier, Saint-Albert, Sainte-Clotilde - de - Horton, Sainte - Elisabeth - de - Warwick, Saint-Rémi-de-Tingwick, Sainte-Séraphine et Warwick, dans le comté d'Arthabaska, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Secteur-Warwick, dans le comté d'Arthabaska.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Son territoire est divisé en sept quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Chénier;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Albert;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde-de-Horton;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Elisabeth-de-Warwick;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Rémi-de-Tingwick;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Séraphine;

Le quartier numéro 7, représenté par trois commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Warwick.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

010-04

Secteur-Warwick

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Chenier, Saint-Albert, Sainte-Clotilde - de - Horton, Sainte - Elisabeth - de - Warwick, Saint-Rémi-de-Tingwick, Sainte-Séraphine and Warwick, in the county of Arthabaska, and to erect it into a new school municipality under the name of Secteur-Warwick, in the county of Arthabaska.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at nine (9).

Its territory shall be divided into seven wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Chénier;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Albert;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Clotilde-de-Horton;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Elisabeth-de-Warwick;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Rémi-de-Tingwick;

Ward number 6, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Séraphine;

Ward number 7, represented by three commissioners, covers the present territory of the school municipality of Warwick.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

010-04

École Nationale d'Administration Publique

Avis est donné qu'en vertu de l'article 52 de la Loi de l'Université du Québec (1968, chapitre 66), des lettres patentes supplémentaires ont été accordées le 11 février 1970, pour remplacer le nom d'« École Nationale d'Administration » par celui d'« École Nationale d'Administration Publique » et pour autres fins.

Le sous-ministre de l'Éducation,

YVES MARTIN.

33886-o

École Nationale d'Administration Publique

Notice is given that under section 52 of the University of Québec Act (1968, chapter 66), supplementary letters patent were granted on February 11, 1970, to replace the name of "École Nationale d'Administration" by that of "École Nationale d'Administration Publique" and for other purposes.

YVES MARTIN,

Deputy Minister of Education.

33886

Des Montagnes

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires d'Auclair, Notre-Dame-du-Lac-Témiscouata, Saint-Benoit, Saint-Godard-de-Lejeune, Saint-Jean-de-la-Lande, Saint-Juste-du-Lac et Sainte-Rose-du-Dégélé, dans le comté de Témiscouata, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom des Montagnes, dans le comté de Témiscouata.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en sept quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Des Montagnes

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Auclair, Notre-Dame-du-Lac-Témiscouata, Saint-Benoit, Saint-Godard-de-Lejeune, Saint-Jean-de-la-Lande, Saint-Juste-du-Lac and Sainte-Rose-du-Dégélé, in the county of Témiscouata, and to erect it into a new school municipality under the name of Des Montagnes, in the county of Témiscouata.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into seven wards, numbered, represented and delimited as follows:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire d'Auclair;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Lac-Témiscouata;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Benoît;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Godard-de-Lejeune;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Jean-de-la-Lande;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Juste-du-Lac;

Le quartier numéro 7, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Rose-du-Dégelé.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

183-05

Forillon

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Anse-au-Griffon, Échourie, Grande-Vallée, Petite-Vallée et Rivière-au-Renard, dans le comté de Gaspé-Nord, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Forillon, dans le comté de Gaspé-Nord.

Son territoire est divisé en cinq quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de l'Anse-au-Griffon;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire d'Échourie;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Grande-Vallée;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Petite-Vallée;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Rivière-au-Renard.

Ces changements prennent effet pour fin d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 18 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

645-02

Acton Vale

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires d'Acton Vale, de la paroisse de Sainte-Christine, dans le comté de Bagot; Saint-Fulgence No 1 (cath.), dans le comté de Drummond, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom d'Acton Vale, dans les comtés de Bagot et Drummond.

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Auclair;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Notre-Dame-du-Lac-Témiscouata;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Benoit;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Godard-de-Lejeune;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Jean-de-la-Lande;

Ward number 6, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Juste-du-Lac;

Ward number 7, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Rose-du-Dégelé.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

183-05

Forillon

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Anse-au-Griffon, Échourie, Grande-Vallée, Petite-Vallée and Rivière-au-Renard, in the county of Gaspé-North, and to erect it into a new school municipality under the name of Forillon, in the county of Gaspé-North.

Its territory shall be divided into five wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of l'Anse-au-Griffon;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Échourie;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Grande-Vallée;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Petite-Vallée;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Rivière-au-Renard.

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 18, 1970.

JEAN GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

645-02

Acton Vale

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Acton Vale, of the parish of Sainte-Christine, in the county of Bagot; Saint-Fulgence No. 1 (Cath.), in the county of Drummond, and to erect it into a new school municipality under the name of Acton Vale, in the counties of Bagot and Drummond.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en trois quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par cinq commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité d'Acton Vale;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Christine;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Fulgence No 1 (cath.).

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

33886-0

680-02

Buckingham

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Buckingham (prot.), dans le comté de Papineau; Poltimore (prot.), dans les comtés de Gatineau et Papineau, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Buckingham, dans les comtés de Gatineau et Papineau.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en cinq quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par trois commissaires, comprend le territoire actuel de la ville de Buckingham, des cantons de Buckingham partie Ouest, Buckingham partie Sud-Est, du village d'Angers, de la paroisse de l'Ange-Gardien et de la ville de Masson;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la ville de Thurso;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des cantons Denholm, Wakefield partie Est. (rang 2 à 11 inclusivement);

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de Bowman, Val-des-Bois, Portland-Ouest et du canton Notre-Dame-de-la-Salette;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Buckingham (prot.), et Poltimore (prot.), non décrit dans les quatre premiers quartiers incluant entre autres les municipalités de Mayo, Plaisance, Saint-André-Avelin (paroisse), Sainte-Angélique (paroisse), Papineauville (village), les cantons Lochaber, Lochaber partie Nord, Lochaber partie Ouest, et les cantons unis de Mulgrave et Derry.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

33886-0

970-02

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory is divided into three wards numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by five commissioners, includes the present territory of the municipality of Acton Vale;

Ward number 2, represented by one commissioner, includes the present territory of the school municipality of Sainte-Christine;

Ward number 3, represented by one commissioner, includes the present territory of the school municipality of Saint-Fulgence No. 1 (Cath).

The said changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

33886

680-02

Buckingham

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Buckingham (Prot.), in the county of Papineau; Poltimore (Prot.), in the counties of Gatineau and Papineau, and to erect it into a new school municipality under the name of Buckingham, in the counties of Gatineau and Papineau.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into five wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by three commissioners, covers the present territory of the town of Buckingham, of the townships of Buckingham West Part, Buckingham South-East Part, the village of Angers, the parish of L'Ange-Gardien and the town of Masson;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the town of Thurso;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the townships of Denholm, Wakefield East Part (Ranges 2 to 11 inclusively);

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of Bowman, Val-des-Bois, Portland-West and the township of Notre-Dame-de-la-Salette;

Ward number 5, represented by one commissioner covers the present territory of the school municipalities of Buckingham (Prot.) and Poltimore (Prot.) not described in the first four wards including amongst others the municipalities of Mayo, Plaisance, Saint-André-Avelin (parish), Sainte-Angélique (parish), Papineauville (village), the townships of Lochaber, Lochaber North Part, Lochaber West Part, and the united townships of Mulgrave and Derry.

The present changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

33886

970-02

Cascades

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Chelsea (prot.), et La Pesche (prot.), dans le comté de Gatineau, et de l'ériger en nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, sous le nom de Cascades, dans le comté de Gatineau.

Son territoire est divisé en deux quartiers, nommés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier Chelsea, représenté par trois commissaires, comprend le territoire de la municipalité scolaire de Chelsea (prot.);

Le quartier La Pesche, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de La Pesche (prot.).

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

970-01

Cascades

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school commissions of Chelsea (Prot.) and La Pesche (Prot.), in the county of Gatineau, and to erect it into a new school municipality, for Protestants only, under the name of Cascades, in the county of Gatineau.

Its territory shall be divided into two wards, named, represented and delimited as follows:

Chelsea Ward, represented by three commissioners and covering the territory of the school municipality of Chelsea (Prot.);

La Pesche Ward, represented by two commissioners and covering the present territory of the school municipality of La Pesche (Prot.).

These changes shall take effect on June 1, 1970 for electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

970-01

Bersimis

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1053, en date du 11 mars 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Forestville, Rivière-Portneuf, Sault-au-Mouton et Sainte-Thérèse-de-Colombier, dans le comté de Saguenay, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Bersimis, dans le comté de Saguenay.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Son territoire est divisé en quatre quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Forestville;

Le quartier numéro 2, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Forestville;

Le quartier numéro 3, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Thérèse de-Colombier;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sault-au-Mouton.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1970, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1970.

Québec, le 19 mars 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33886-o

140-03

Bersimis

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1053 dated March 11, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Forestville, Rivière-Portneuf, Sault-au-Mouton and Sainte-Thérèse-de-Colombier, in the county of Saguenay, and to erect it into a new school municipality under the name of Bersimis, in the county of Saguenay.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

Its territory shall be divided into four wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Forestville;

Ward number 2, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Rivière-Portneuf;

Ward number 3, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Thérèse-de-Colombier;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sault-au-Mouton.

The said changes shall take effect on June 1, 1970 electoral purposes, and on July 1, 1970 for any other purposes.

Québec, March 19, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33886

140-03

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1223

Québec, le 18 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1223

Québec, March 18, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Printing Industry in the Québec City region.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 922 du 4 mai 1965 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 24 janvier 1970;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 922, soit modifié de la façon suivante:

1° Le Syndicat International des Lithographes et Photgraveurs Québec, section locale 209 est accepté comme partie contractante de deuxième part.

2° La section III (*Classification*) est radiée au complet.

3° La section IV (*Durée du travail et horaires*) est remplacée par la suivante:

« SECTION IV

Durée du travail et horaires

1° Le jour, les heures de travail sont étalées de 7 h à 18 h et réparties sur les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine.

a) Quarante (40) heures au maximum jusqu'au 30 juin 1971, et trente-huit heures et trois quarts ($38\frac{3}{4}$) au maximum à compter du 1er juillet 1971, réparties sur cinq (5) jours ouvrables dans les deux (2) cas, constituent la semaine normale de travail pour tous les ateliers de la zone I, à l'exception du département des presses à l'aniline des fabriques de sacs de carton où la semaine normale de travail est la même que celle de la fabrique.

b) Huit (8) heures au maximum constituent la journée normale de travail, et sept heures et demie ($7\frac{1}{2}$) au maximum constituent la nuit normale de travail, dans les ateliers de la zone I, à l'exception du département des presses à l'aniline des fabriques de sacs en papier et du département d'imprimerie des fabriques de boîtes de carton où la journée de travail maximale est la même que celle de la fabrique.

c) Quarante-deux (42) heures au maximum jusqu'au 30 juin 1971, et quarante (40) heures au maximum, à compter du 1er juillet 1971, constituent la semaine normale de travail des ateliers des zones II et III. Il est permis à ces ateliers de faire des journées de travail de neuf (9) heures.

2° Dans le cas où il y a des équipes de nuit, les heures de travail peuvent débuter avant 18 h, mais après la fin des heures normales de l'équipe de jour.

a) Trente-sept (37) heures au maximum, constituent la semaine normale de travail de nuit, sauf dans les ateliers des zones II et III où la semaine normale de nuit est de trente-huit (38) heures au maximum.

b) La durée du travail pour laquelle le salarié a droit au salaire comprend, outre les heures ou fractions d'heures où il travail en fait, également

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Printing Industry in the Québec City region, rendered obligatory by Decree number 922 of May 4, 1965 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of January 24, 1970;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower;

THAT the said Decree, number 922, be amended as follows:

1. The Lithographers' and photo-engravers' International Union, Local 209, is accepted as contracting party of the second part.

2. Division III (*Classification*) is completely abrogated.

3. Division IV is replaced by:

“DIVISION IV

Hours of work and schedules

1. During the day, hours of work are distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. for the first five (5) working days of the week.

(a) Standard working hours for all shops in zone I shall not exceed forty (40) a week until June 30, 1971 and thirty-eight and three-quarters ($38\frac{3}{4}$) beginning on July 1, 1971, scheduled over five (5) working days in both instances. This does not apply to the aniline press department in paper bag factories nor to the printing department in paper box factories where the standard workweek is the same as in the said factories.

(b) Standard working hours for all shops in zone I shall not exceed eight (8) a day and seven and one-half ($7\frac{1}{2}$) a night. This does not apply to the aniline press department in paper bag factories nor to the printing department in paper box factories where the standard workday is the same as in the said factories.

(c) Standard working hours for all shops in zones II and III shall not exceed forty-two (42) a week until June 30, 1971 and forty (40) a week beginning on July 1, 1971. Such shops may have a 9-hour standard workday.

2. The night shift's working hours may begin before 6:00 p.m. but after the end of the day shift's standard working hours.

(a) Standard working hours at night shall not exceed thirty-seven (37) a week, except in the shops in zones II and III where the standard working hours for the night shift shall not exceed thirty-eight (38) a week.

(b) The working hours for which an employee is entitled to be paid includes, besides the hours or fractions of hours of actual work, those during

celles durent lesquelles il est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où il attend qu'on l'emploie alors qu'il a été appelé. Toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas ou durant lequel il est bien entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté dans la durée du travail.»

4^o La section V (*Salaires*) est remplacée par la suivante:

« SECTION V

Salaires

1^o Les taux de salaires horaires minimaux des ouvriers visés par le présent décret et qui travaillent le jour ou la nuit sont ceux qui apparaissent à l'annexe « A » qui fait partie intégrante du présent décret.

2^o Les salaires des contremaîtres selon la branche du métier dans laquelle ils sont classifiés, doivent dépasser d'au moins \$7 par semaine ceux des compagnons. Ladite rémunération additionnelle est répartie sur une base horaire pour le calcul de la rémunération pour travail supplémentaire. Lesdits contremaîtres sont soumis aux mêmes conditions que les compagnons.

3^o Tout salarié appelé après avoir quitté l'atelier, pour exécuter du travail normal ou supplémentaire, doit recevoir une indemnité égale à au moins trois (3) heures de travail. Un salarié qui est appelé à travailler le dimanche doit recevoir une indemnité égale au triple du taux normal. Un salarié qui est appelé à travailler les jours fériés chômés et payés doit recevoir en plus de l'indemnité du jour férié au taux normal, une indemnité égale au taux normal majoré de cent pour cent (100%) pour les heures effectuées.»

5^o Les articles 1^o, 2^o et 4^o de la section VI (heures supplémentaires) sont remplacés par les suivants:

« 1^o Tout travail exécuté par un salarié en dehors ou en excédent des heures de la journée normale de travail de son équipe ou en excédent du nombre d'heures maximum de la semaine ou de la journée de travail prévue par le présent décret, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré de la façon suivante: les quatre (4) premières heures doivent être rémunérées au taux normal de jour ou de nuit majoré de cinquante pour cent (50%) et les heures suivantes rémunérées au taux normal de jour ou de nuit majoré de cent pour cent (100%).

2^o Un salarié qui a accompli ses heures normales de jour ou de nuit, ou encore qui a accompli sa semaine normale de jour ou de nuit, peut travailler dans un autre atelier (second employeur), mais à la condition d'exiger le taux majoré de cinquante pour cent (50%) pour les quatre (4) premières heures, et le taux majoré de cent pour cent (100%) pour les heures suivantes. Et un autre employeur peut louer les services d'un tel salarié d'un premier employeur où il a accompli ses heures normales de jour ou de nuit, ou encore sa semaine normale de jour ou de nuit mais à la condition de le payer au taux majoré de cinquante pour cent (50%) pour les quatre (4) premières heures, et au taux majoré de cent pour cent (100%) pour les heures suivantes.

4^o a) Aucun employeur n'a le droit d'exiger qu'un salarié ait effectué une journée ou une semaine complète de travail pour lui verser le taux de salaire majoré.

which he was at the employer's disposal and was required to be present. This includes any period of time when, called in to work, he was obliged to wait for work to be given him. However, time granted an employee for meals or time during which it is evident that his services were not required, is not included in the employee's working hours.»

4. Division V is replaced by:

“DIVISION V

Wages

1. Minimum hourly wage rates for day-shift or night-shift employees governed by this decree are those listed in Appendix “A” which is an integral part of this decree.

2. Depending on the branch of the trade they are classified in, foremen shall be paid at least \$7 a week more than journeymen. Such additional remuneration shall be divided on an hourly basis for the calculation of overtime pay. Such foremen shall be governed by the same conditions as journeymen.

3. If, after having left the shop, an employee is called in to carry out regular or overtime work, he must be paid for at least three (3) hours' work. However, any employee who is required to work on Sundays shall be paid triple time. Any employee required to work on a general holiday with pay shall be paid at double time for all hours worked, plus holiday pay at regular rates.”

5. Sections 1, 2 and 4 of Division VI are replaced by:

“1. All work performed by an employee outside or over and above his shift's standard work-day or over and above the maximum working hours in a week or day provided for herein is considered as overtime and is to be paid as follows: time and a half the day or night rates for the first four (4) hours and double time the day or night rates for any subsequent hour.

2. Any employee who has completed his standard working hours either during the day or at night or who has worked his standard work-week during the day or at night may work in another shop (second employer) provided he exacts time and a half for the first four (4) hours and double time for every subsequent hour. Another employer may retain the services of any employee of a first employer in whose service he has completed his standard working hours or standard workweek either during the day or at night, provided he pay the employee time and a half for the first four (4) hours and double time for all subsequent hours.

4. (a) No employer may require that an employee have worked a full day's or week's work before paying him overtime rates.

b) Cependant, l'employeur peut demander la journée normale de travail à son salarié, dans les cas de retards, si l'intéressé y consent. »

6° La section VII (*Congés annuels payés*) est remplacée par la suivante:

« SECTION VII

Congés annuels payés

1° Tout salarié régi par le présent décret a droit à un congé annuel payé basé sur le taux de son salaire horaire en vigueur au moment de la prise dudit congé.

2° Le salarié qui, au 30 avril, a un (1) an de service, a droit à deux (2) semaines consécutives de congés payés. L'employeur peut fractionner ce congé en deux (2) périodes d'une semaine chacune si l'intéressé en fait la demande.

3° Le salarié ayant moins d'un (1) an de service au 30 avril a droit à une indemnité égale à quatre pour cent (4%) du salaire effectif durant la période de référence ou à un jour de congé payé pour chaque mois de service, jusqu'à un maximum de dix (10) jours ouvrables (deux (2) semaines payées).

4° Si un jour férié considéré comme devant être chômé et payé, survient au cours de la période du congé annuel du salarié, ledit jour est reporté à une date ultérieure au choix de l'employeur dans les trente (30) jours suivants.

5° *Indemnité compensatrice de congés payés:* Lorsque le contrat de travail d'un salarié est résilié, ce dernier doit recevoir une indemnité compensatrice égale à quatre pour cent (4%) du salaire qu'il a gagné pendant les heures normales de la période qui va du premier mai précédent jusqu'à la date de son départ.

Il doit de plus toucher l'indemnité de congés à laquelle il avait déjà un droit acquis au premier mai qui précède la date de son départ, s'il n'a pas bénéficié du congé auquel il avait droit.

6° *Services continus:* La durée des services continus signifie la période pendant laquelle le salarié est lié à l'employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation du contrat.

7° Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de maladie pourvu qu'ils n'excèdent pas au total trente (30) jours consécutifs, que le contrat ait été résilié ou non, les jours de fermeture, les périodes de congés annuels, de délai-congé et les absences autorisées si le salarié n'a pas occupé, pendant ces journées, un emploi rémunéré.

8° *Période de référence:* La période de référence, c'est-à-dire la période de services continus chez un employeur pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit à un congé annuel, s'établit du premier mai d'une année au trente (30) avril de l'année suivante.

9° *Période de congés:* Les congés annuels doivent être donnés entre le 1er mai et le 1er octobre.

Nonobstant ce qui précède, à la demande de l'employeur et du salarié concerné, le Comité doit permettre, dans les cas de manque de travail, que les congés annuels soient pris en dehors de la période de congé. »

10° *Fixation de la période des congés:* Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance la période de ses vacances. Toutefois, si une entente est intervenue entre l'employeur et ses salariés, elle doit être maintenue.

(b) However, if the employee is late for work, the employer may require that the employee complete his standard day's work, provided the employee consents thereto."

6. Division VII is replaced by:

"DIVISION VII

Annual vacation with pay

1. Every employee governed by this decree is entitled to annual vacations with pay based on the hourly wage rate in effect at the time of taking such vacation.

2. Every employee who, on April 30th, has one (1) year's service is entitled to two (2) consecutive weeks' vacation with pay. The employer may split such vacation in two one-week periods if the employee so requests.

3. Every employee who has less than one (1) year's service on April 30th is entitled to vacation pay equal to four per cent (4%) of actual wages earned during the qualifying period or one day's vacation with pay for each month's service, up to a maximum of ten (10) working days (i.e., two (2) weeks' vacation with pay).

4. If a general holiday considered as a paid general holiday falls during an employee's annual vacation, such holiday shall be carried over to a later date within the following thirty (30) days, at the employer's option.

5. *Monetary compensation for vacation with pay:* When an employee's work contract is cancelled, the employee shall be paid a compensating indemnity equal to four per cent (4%) of wages earned during standard working hours in the period extending from the previous May 1st until the separation date.

If he has not taken his due vacation, he must be paid his due vacation pay credits as of the May 1st that precedes the separation date.

6. *Continuous service:* The period of continuous service means the period during which the employee is bound to his employer by a work contract, even though the carrying out of the said contract has been interrupted without cancellation thereof.

7. The following cannot be considered as interrupting the duration of continuous service: days of illness not exceeding thirty (30) consecutive days, irrespective of the cancellation of the labour contract; days of closing; annual vacation periods; terms of notice; authorized leave, provided the employee has not held any other gainful employment during such time.

8. *Qualifying period:* The period of continuous service with an employer during which an employee gradually acquires the right to an annual vacation extends from May 1st of one year to April 30th of the following year.

9. *Vacation period:* Annual vacations shall be granted between May 1st and October 1st.

Notwithstanding the foregoing provision, the Parity Committee shall allow annual vacations to be taken outside the said annual vacation period, if, because of lack of work, the employer and employee concerned request it to do so.

10. *Vacation timing:* The employee has the right to be advised of his vacation dates at least fifteen (15) days in advance. However, if employer and employees have come to an agreement, such agreement shall be upheld.

11^o *Congés obligatoires*: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice les congés annuels payés prescrits par le présent décret.

12^o Tout salarié qui loue ses services à un autre employeur, durant ses congés annuels, doit être rémunéré au taux majoré de deux cent pour cent (200%), à moins que, pendant la période de référence, il ait chômé plus de quatre (4) semaines compte non tenu de la période de congés. »

7^o L'article 3^o de la Section VIII (*Jours fériés payés*) est remplacé par le suivant:

« 3^o Un salarié qui est appelé à travailler les jours fériés chômés et payés, doit recevoir une rémunération égale au taux normal majoré de cent pour cent (100%) pour les heures travaillées, en plus de l'indemnité du jour férié au taux normal. »

8^o L'article 5^o suivant est ajouté à la Section VIII (*Jours fériés payés*):

« 5^o Un apprenti débutant doit avoir accompli une période de trente (30) jours d'emploi, pour avoir droit à ces jours fériés payés. »

9^o Les articles 1^o et 8^o de la Section IX (*Apprentissage*) sont remplacés par les suivants:

« 1^o La durée de l'apprentissage est de six (6) ans; toutefois, un apprenti qui a accompli ses cinq (5) années d'apprentissage peut passer ses examens pour devenir compagnon.

8^o Pour les apprentis monotypistes et linotypistes, la compétence s'évalue à l'aptitude de chacun à composer et à corriger sur une machine entretenue normalement et dans des conditions normales, une moyenne minimale de 3,500 « ems » de texte courant à l'heure, selon les normes d'examen du Comité paritaire. »

10^o L'article 1^o de la Section X (*Nombre d'apprentis*) est remplacé par le suivant:

« 1^o a) Le nombre maximal d'apprentis alloués à chaque équipe pour chaque département, tant pour les heures normales que pour les heures supplémentaires, est le suivant:

Pour 1, 2 ou 3 compagnons employés en permanence: 1 apprenti;

Pour 4, 5 ou 6 compagnons employés en permanence: 2 apprentis;

Pour 7, 8 ou 9 compagnons employés en permanence: 3 apprentis;

Pour chaque groupe de 3 compagnons, ou fraction de groupe employé en permanence: 1 apprenti.

b) Dans le cas des apprentis sur fondeuses, le nombre d'apprentis est:

Pour 1 compagnon: 1 apprenti;

Pour 2, 3 ou 4 compagnons: 2 apprentis.

c) Le département des presses et celui de l'offset (caméra, plaques, montage-typon et montage-typon dans ce département) peuvent bénéficier des proportions suivantes:

Pour 1 ou 2 compagnons employés en permanence: 1 apprenti;

Pour 3 ou 4 compagnons employés en permanence: 2 apprentis;

Pour 5 ou 6 compagnons employés en permanence: 3 apprentis;

Pour chaque groupe additionnel de 2 compagnons, ou fraction de groupe employé en permanence: 1 apprenti.

d) Les ateliers ne peuvent en même temps bénéficier d'un margeur et de cette dernière proportion « c » aux presses. »

11^o Les articles 2^o, 3^o et 4^o de la Section XIII (*Imprimeurs de journaux hebdomadaires des zones II et III*) sont remplacés par les suivants:

11. *Compulsory vacation*: no employer may substitute a monetary compensation for the annual vacation with pay provided for in this decree.

12. Any employee who hires out his services to another employer during his annual vacation period shall be paid at triple time, unless he was more than four weeks without work during his qualifying period, his annual vacation not being taken into account in such four (4) weeks. »

7. Section 3 of Division VIII (*General holidays with pay*) is replaced by the following:

« 3. When an employee is called in to work on general holidays with pay, he shall be paid double time for all hours worked, plus holiday pay at straight time. »

8. The following section 5 is added to Division VIII (*General holidays with pay*):

« 5. To be entitled to such general holidays with pay, a junior apprentice must have completed thirty (30) days' service. »

9. Sections 1 and 8 of Division IX (*Apprenticeship*) are superseded by the following:

« 1. The term of apprenticeship is six (6) years; however, when an apprentice has completed five (5) years' apprenticeship, he may sit for the examination required for qualification as journeyman.

8. The competency of apprentice linotypists and apprentice monotypists is estimated by their ability to compose and correct, in accordance with Parity Committee examination standards, an average of at least 3,500 "ems" of current text per hour, on a machine in good repair and under normal conditions. »

10. Section 1 of division X (*Number of apprentices*) is replaced by the following:

« 1. (a) The maximum number of apprentices allowed on each shift, for each department, for standard hours as well as for overtime, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeymen regularly employed 1 apprentice;

For 4, 5 or 6 journeymen regularly employed 2 apprentices;

For 7, 8 or 9 journeymen regularly employed 3 apprentices;

For each group of 3 journeymen regularly employed or fraction thereof 1 apprentice.

(b) As to caster apprentices, the number of apprentices shall be as follows:

For 1 journeyman 1 apprentice;

For 2, 3 or 4 journeymen 2 apprentices.

(c) In the press department and the offset department (cameramen, plate men, "typon" and "typo" lay-out men in such department), the ratio shall be as follows:

For 1 or 2 journeymen regularly employed 1 apprentice;

For 3 or 4 journeymen regularly employed 2 apprentices;

For 5 or 6 journeymen regularly employed 3 apprentices;

For each additional group of 2 journeymen regularly employed or fraction thereof 1 apprentice.

(d) Shops cannot have a feeder and at the same time be allowed the press department apprentice ratio provided for in subsection (c) above. »

11. Sections 2, 3 and 4 of Division XIII (*Printers of weekly newspapers in zones II and III*) are superseded by the following:

« 2° *Taux de salaires*: Tous les salariés d'un imprimeur visé à l'article précédent, peuvent être rémunérés à un taux inférieur de cinq pour cent (5%) des taux du présent décret jusqu'au 30 juin 1970, et à un taux inférieur de quatre pour cent (4%) à compter du 1er juillet 1970, et à un taux inférieur de trois pour cent (3%) à compter du 1er juillet 1971. »

3° *Durée de travail*: La semaine normale de travail est de quarante-deux (42) heures au maximum jusqu'au 30 juin 1971, et quarante (40) heures au maximum à compter du 1er juillet 1971.

Il peut y avoir du travail de composition d'hebdomadaire le samedi de 8 h de l'avant-midi à midi pour compléter la semaine normale de travail.

4° *Heures supplémentaires*: a) Tout travail exécuté en plus de dix (10) heures par jour ou en plus de quarante-deux (42) heures par semaine au maximum jusqu'au 30 juin 1971, ou de quarante (40) heures par semaine au maximum à compter du 1er juillet 1971, doit être rémunéré à raison du taux majoré de cinquante pour cent (50%).

b) Le taux est majoré de cent pour cent (100%) dans le cas du travail exécuté un jour férié, chômé et payé; et ce, en plus du paiement de l'indemnité du jour férié au taux normal.

Le travail exécuté le dimanche doit être rémunéré au taux majoré de deux cent pour cent (200%). »

12° La Section XV (*Durée du décret*) est remplacée par la suivante:

« XV. Le présent décret est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1972. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à chacune des autres parties contractantes un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. »

13° L'annexe « A » (*Salaires horaires minimaux*) est remplacé par le suivant:

2. *Wages rates*: All employees working for a printer subject to the preceding section may be paid 5% less than the rates stipulated in this decree until June 30, 1970, 4% less from July 1, 1970, and 3% less from July 1, 1971.

3. *Hours of work*: Up to June 30, 1971, working hours shall not exceed forty-two (42) in the standard working week, and from July 1, 1971, working hours shall not exceed forty (40) in the standard working week.

To complete the standard workweek, composition work on weeklies may be performed on Saturday from 8:00 a.m. till 12 o'clock noon.

4. *Overtime*: (a) Time and a half shall be paid for any work performed over and above ten (10) hours a day or 42 hours a week up to June 30, 1971, or over and above 40 hours a week from July 1, 1971.

(b) For any work performed on a general holiday with pay, double time shall be paid over and above the regular holiday pay.

Triple time shall be paid for any work performed on Sunday."

12. Division XV (*Term of the decree*) is superseded by the following:

"XV. This decree becomes effective from the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until June 30, 1972. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives each of the other contracting parties a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to the original expiry date or the expiry of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

13. Appendix "A" (*Minimum hourly wage rates*) is superseded by the following:

« ANNEXE A — APPENDIX A

Salaires horaires minimaux — Minimum hourly wage rates

ZONE I

À l'entrée en vigueur Effective date		À compter du 1er juillet 1970 From July 1, 1970		À compter du 1er juillet 1971 From July 1, 1971	
Jour	Nuit	Jour	Nuit	Jour	Nuit
Day	Night	Day	Night	Day	Night

Compagnon — Journeyman:

Typographes, linotypistes, monotypistes, conducteurs de claviers, fondeurs, clicheurs, électrotypistes, pressiers (presses à caractères, presses à l'aniline, presses offset, dupli-cateurs offset), finisseurs en reliure, doreurs, relieurs, massicotiers, régleurs, photgraveurs, offsettistes (photo-lithographes), sérigraphes (caméra, monteurs, pressiers) — Typographers, linotypists, monotypists, keyboard operators, castermen, electrotypers, pressmen (type

Salaires horaires minimaux — Minimum hourly wage rates

	ZONE I					
	À l'entrée en vigueur		À compter du 1er juillet 1970		À compter du 1er juillet 1971	
	Effective date	Nuit	From July 1, 1970	Nuit	From July 1, 1971	Nuit
	Day	Night	Day	Night	Day	Night
presses, aniline presses, offset presses, offset duplicators), bookbinding finishers, gilders, bookbinders, trimmers, rulers, photo-engravers, offset process journeymen (photo-lithographers), silk-screen printers, (photo-mechanical cameramen, lay-out men, press men)	\$3.03	\$3.43	\$3.22	\$3.62	\$3.55	\$3.95
Apprenti masculin — Male apprentice:						
1re année — 1st year	1.29	1.48	1.38	1.59	1.52	1.75
2e année — 2nd year	1.55	1.78	1.64	1.89	1.81	2.08
3e année: 1er semestre — 3rd year:						
1st six months	1.71	1.97	1.81	2.08	2.00	2.30
3e année: 2e semestre — 3rd year:						
2nd six months	1.83	2.10	1.95	2.24	2.15	2.47
4e année: 1er semestre — 4th year:						
1st six months	1.99	2.29	2.11	2.43	2.33	2.68
4e année: 2e semestre — 4th year:						
2nd six months	2.11	2.43	2.24	2.58	2.47	2.84
5e année: 1er semestre — 5th year:						
1st six months	2.24	2.58	2.38	2.74	2.63	3.02
5e année: 2e semestre — 5th year:						
2nd six months	2.39	2.75	2.55	2.93	2.81	3.21
6e année: 1er semestre — 6th year:						
1st six months	2.63	3.02	2.79	3.19	3.08	3.48
6e année: 2e semestre — 6th year:						
2nd six months	2.87	3.27	3.05	3.45	3.36	3.76
Margeur — Feeder:						
1re année — 1st year	1.37	1.58	1.45	1.67	1.61	1.85
2e année — 2nd year	1.77	2.04	1.88	2.16	2.07	2.38
Compositeur (composition directe à froid sans ordinateur) — Compositor (cold type composition without computer):						
1re année — 1st year	1.81	2.08	1.92	2.21	2.12	2.44
2e année — 2nd year	2.06	2.37	2.19	2.52	2.42	2.78
3e année — 3rd year	2.32	2.67	2.46	2.83	2.72	3.12
Composition directe à froid avec ordinateur — Cold type composition with computeur	3.03	3.43	3.22	3.62	3.55	3.95
Conducteur de duplicateurs à stencils — Operator, stencil duplicators:						
1re année: 1er semestre — 1st year:						
1st six months	1.40	1.61	1.49	1.71	1.64	1.89
1re année: 2e semestre — 1st year:						
2nd six months	1.54	1.77	1.64	1.89	1.81	2.08
2e année: 1er semestre — 2nd year:						
1st six months	1.67	1.92	1.77	2.04	1.96	2.25
2e année: 2e semestre — 2nd year:						
2nd six months	1.82	2.09	1.93	2.22	2.13	2.45
Subséquentement — Thereafter	2.02	2.32	2.15	2.47	2.36	2.71
Salarié travaillant sur papier sensibilisé ou produits similaires — Employee working on sensitized paper or similar product:						
1re année — 1st year	1.94	2.23	2.06	2.37	2.27	2.61
2e année — 2nd year	2.14	2.46	2.27	2.61	2.51	2.89
3e année — 3rd year	2.36	2.71	2.51	2.89	2.76	3.16
Salarié travaillant sur photostat — Employee working on photostat machine:						
Compagnon — Journeyman	2.45	2.81	2.60	2.99	2.87	3.27
Apprenti — Apprentice:						
1re année — 1st year	1.94	2.23	2.06	2.37	2.27	2.61
2e année — 2nd year	2.14	2.46	2.27	2.61	2.51	2.89
3e année et plus — 3rd year and thereafter	2.36	2.71	2.51	2.89	2.76	3.16
Opérateur sur photo-composeuse — Photo-composer operator:						
1re année — 1st year	2.59	2.98	2.76	3.16	3.04	3.44

Salaires horaires minimaux — Minimum hourly wage rates

ZONE I

	À l'entrée en vigueur		À compter du 1er juillet 1970		À compter du 1er juillet 1971	
	Effective date		From July 1, 1970		From July 1, 1971	
	Jour Day	Nuit Night	Jour Day	Nuit Night	Jour Day	Nuit Night
2e année — 2nd year	\$2.79	\$3.19	\$2.96	\$3.36	\$3.27	\$3.67
3e année — 3rd year	3.03	3.43	3.22	3.62	3.55	3.95
Salariés féminins (département de la reliure) — Female employee (bookbinding department):						
1re année: 1er semestre — 1st year:						
1st six months	1.27	1.46	1.33	1.53	1.45	1.67
1re année: 2e semestre — 1st year:						
2nd six months	1.29	1.48	1.35	1.55	1.47	1.69
2e année: 1er semestre — 2nd year:						
1st six months	1.52	1.75	1.59	1.83	1.73	1.99
2e année: 2e semestre — 2nd year:						
2nd six months	1.54	1.77	1.61	1.85	1.75	2.01
3e année: 1er semestre — 3rd year:						
1st six months	1.60	1.84	1.67	1.92	1.82	2.09
3e année: 2e semestre — 3rd year:						
2nd six months	1.74	2.00	1.81	2.08	1.98	2.28
4e année: 1er semestre — 4th year:						
1st six months	1.80	2.07	1.88	2.16	2.05	2.36
4e année: 2e semestre — 4th year:						
2nd six months	1.89	2.17	1.98	2.28	2.16	2.48
Montage typo (seulement) — "Typo" layout (only):						
1re année — 1st year	2.04	2.35	2.17	2.50	2.39	2.75
2e année — 2nd year	2.35	2.70	2.50	2.88	2.76	3.16
3e année et plus — 3rd year and thereafter	2.68	3.08	2.85	3.25	3.14	3.54

Zone II: Les salaires minimaux qui doivent être payés dans la présente zone sont inférieurs de 8½% à ceux qui sont établis pour la zone I.

Zone III: Les salaires minimaux qui doivent être payés dans la présente zone sont inférieurs de 12% à ceux qui sont établis pour la zone I.

Ordonnance numéro 4: Les taux de salaires du présent décret, s'ils sont inférieurs aux taux établis par l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, sont automatiquement majorés au niveau de ladite ordonnance.

Zone II: Minimum wages to be paid in this zone are 8½% lower than those provided for zone I.

Zone III: Minimum wages to be paid in this zone are 12% lower than those provided for zone I.

Ordinance No. 4: Whenever the rates provided for in this decree are lower than those stipulated in Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, they shall be automatically increased so as to equal the said rates stipulated in the said Ordinance.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

33911-0

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

33911-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1311

Québec, 25 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus, comté de Labelle.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (bill 24 des Lois de 1969 sanctionné le 28 novembre 1969), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits « endroit touristique », soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus, comté de Labelle, pour la période s'étendant du 15 mai 1970 au 15 novembre 1970;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1311

Québec, March 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the municipality of Notre-Dame-du-Laus, county of Labelle.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Bill 24 of the statutes of 1969, sanctioned on the 28th of November, 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of such act, may declare certain places to be "tourist areas", thereby withdrawing from the application of the said act the establishments located there;

WHEREAS it is expedient to declare the territory of the municipality of Notre-Dame-du-Laus, county of Labelle, to be a tourist area for the period from the 15th of May, 1970 to the 15th of November, 1970;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du commerce :

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus, comté de Labelle pour la période du 15 mai 1970 au 15 novembre 1970.

33935-o *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1312

Québec, le 25 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la ville de Château-Richer, comté Montmorency.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (bill 24 des lois de 1969 sanctionné le 28 novembre 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits « endroit touristique » et indiquer les catégories d'établissements auxquelles il s'applique, soustrayant ainsi lesdits établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la ville de Château-Richer, comté Montmorency, pour la période s'étendant du 1er juin 1970 au 30 septembre 1970 pour y soustraire les établissements vendant des objets de souvenir et d'artisanat;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du commerce :

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la ville de Château-Richer, comté Montmorency pour la période du 1er juin 1970 au 30 septembre 1970.

33935-o *Le greffier du conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1308

Québec, le 25 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Salon du Livre de Québec 1970.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (bill 24 des Lois de 1969 sanctionné le 28 novembre 1969), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits « endroit touristique », soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de déclarer endroit touristique l'emplacement du Pavillon des Congrès situé dans le Parc de l'Exposition Provinciale, dans la ville de Québec, où sera tenu le Salon du Livre de Québec 1970 du 1er avril 1970 au 5 avril 1970;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Industrie et du commerce :

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the municipality of Notre-Dame-du-Laus, county of Labelle, be declared a tourist area for the period from the 15th of May, 1970, to the 15th of November, 1970.

33935 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1312

Québec, March 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the town of Château-Richer, county of Montmorency.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Bill 24 of the statutes of 1969, sanctioned on the 28th day of November, 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of such act, may declare certain places to be "tourist areas", and indicating the classes of establishments to which it applies, thereby withdrawing from the application of the said act the establishments located there;

WHEREAS it is expedient to declare the territory of the town of Château-Richer, county of Montmorency, to be a tourist area for the period from the 1st of June, 1970 to the 30th of September, 1970 for the withdrawal of establishments selling souvenirs and handicrafts;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the town of Château-Richer, county of Montmorency, be declared a tourist area for the period from the 1st of June, 1970 to the 30th of September, 1970.

33935 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1308

Québec, March 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Québec 1970 "Salon du Livre".

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Bill 24 of the statutes of 1969, sanctioned on the 28th of November, 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of such act, may declare certain places to be "tourist areas", thereby withdrawing from the application of the said act the establishments located there;

WHEREAS it is expedient to declare the emplacement of the "Pavillon des Congrès" situated in the Provincial Exhibition Park, in the city of Québec, where the 1970 Québec "Salon du Livre" will be held, to be a tourist area for the period from the 1st of April, 1970 to the 5th of April, 1970;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Industry and Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique l'emplacement du Pavillon des Congrès situé dans le Parc de l'Exposition Provinciale, dans la ville de Québec, où sera tenu le Salon du Livre de Québec 1970 pour la période du 1er avril 1970 au 5 avril 1970.

33935-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1309

Québec, 25 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité du village de Pointe Calumet, comté de Deux-Montagnes.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (bill 24 des Lois de 1969 sanctionnée le 28 novembre 1969), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits « endroit touristique », soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité du village de Pointe Calumet, comté de Deux-Montagnes, pour la période s'étendant du 15 juin 1970 au 15 septembre 1970;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité du village de Pointe Calumet, comté de Deux-Montagnes pour la période du 15 juin 1970 au 15 septembre 1970.

33935-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1310

Québec, le 25 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté L'Islet.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (bill 24 des Lois de 1969 sanctionnée le 28 novembre 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits « endroit touristique », soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté L'Islet, pour la période s'étendant du 1er mai 1970 au 30 septembre 1970;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté L'Islet pour la période du 1er mai 1970 au 30 septembre 1970.

33935-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

THAT the emplacement of the "Pavillon des Congrès" situated in the Provincial Exhibition Park, in the city of Québec, where the 1970 Québec "Salon du Livre" will be held, be declared a tourist area for the period from the 1st of April, 1970 to the 5th of April, 1970.

33935 *JULIEN CHOUINARD,*
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1309

Québec, March 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the municipality of the village of Pointe Calumet, county of Two Mountains.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Bill 24 of the statutes of 1969, sanctioned on the 28th day of November, 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of such act, may declare certain places to be "tourist areas", thereby withdrawing from the application of the said act the establishments located there;

WHEREAS it is expedient to declare the territory of the municipality of the village of Pointe Calumet, county of Two Mountains, to be a tourist area for the period from the 15th of June, 1970 to the 15th of September, 1970;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the municipality of the village of Pointe Calumet, county of Two Mountains, be declared a tourist area for the period from the 15th of June, 1970 to the 15th of September, 1970.

33935 *JULIEN CHOUINARD,*
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1310

Québec, March 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Bill 24 of the statutes of 1969, sanctioned on the 28th day of November, 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of such act, may declare certain places to be "tourist areas", thereby withdrawing from the application of the said act the establishments located there;

WHEREAS it is expedient to declare the territory of the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, to be a tourist area for the period from the 1st of May, 1970 to the 30th of September, 1970;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, be declared a tourist area for the period from the 1st of May, 1970 to the 30th of September, 1970.

33935 *JULIEN CHOUINARD,*
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1081

Québec, le 11 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tarif applicable aux Commissaires à l'assermentation pour le Québec.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 225 de la Loi des Tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1964, chapitre 20) et de ses amendements, les commissions prévues ne seront délivrées que pour le temps et moyennant l'honoraire fixés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

Qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 940 du 18 mai 1966, un règlement a été adopté établissant le montant des honoraires à verser par les personnes nommées commissaires à l'assermentation;

Qu'en vertu de l'amendement apporté au chapitre 20, article 223, par le bill 72 de 1969, le ministre de la Justice peut maintenant nommer des commissaires pour tous les districts judiciaires du Québec;

Qu'il y a lieu en conséquence d'abroger le règlement adopté par l'arrêté en conseil numéro 940 du 18 mai 1966 et d'en édicter un nouveau;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

1° QUE, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des Tribunaux Judiciaires (Statuts refondus 1964, chapitre 20) et de ses amendements, le règlement suivant soit édicté:

**RÈGLEMENT CONCERNANT LES COMMISSAIRES
À L'ASSERMENTATION POUR LE QUÉBEC**

Les commissions prévues aux articles 223 et 224 de la Loi des Tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1964, chapitre 20) tel qu'amendée par la Loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 17 et par le bill 72 de 1969, sont délivrées aux conditions suivantes:

a) Pour un commissaire nommé en vertu de l'article 223, pour un seul district judiciaire, la commission est délivrée pour une période de 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$10 et peut être renouvelée de 5 ans en 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$5 pour chaque période additionnelle;

b) Pour un commissaire nommé en vertu de l'article 223, dans deux districts judiciaires, la commission est délivrée pour une période de 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$20 et peut être renouvelée de 5 ans en 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$10 pour chaque période additionnelle;

c) Pour un commissaire nommé en vertu de l'article 223, pour plus de deux districts judiciaires sans être nommé pour tous les districts judiciaires du Québec, la commission est délivrée pour une période de 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$25 et peut être renouvelée de 5 ans en 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$15 pour chaque période additionnelle;

d) Pour un commissaire nommé en vertu de l'article 223, pour tous les districts judiciaires du Québec, la commission est délivrée pour une période de 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$35 et peut être renouvelée de 5 ans en 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$20 pour chaque période additionnelle;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1081

Québec, March 11, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the tariff applicable to the Commissioners for Oaths for Québec.

WHEREAS under section 225 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20) and its amendments, the commissions contemplated shall be issued for such time only and for such fees as are determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

WHEREAS under Order in Council number 940 of May 18, 1966, a regulation was adopted establishing the amount of the fees to be deposited by those appointed Commissioners for Oaths;

WHEREAS pursuant to the amendment brought to chapter 20, section 223, by Bill 72 of 1969, the Minister of Justice may now appoint Commissioners for all judicial districts of Québec;

THEREFORE, it is expedient to abrogate the regulation adopted by Order in Council number 940 of May 18, 1966 and to enact a new one;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

1. THAT, in conformity with the provisions of section 225 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20) and its amendments, the following regulation be enacted:

**REGULATION CONCERNING COMMISSIONERS
FOR OATHS OF QUÉBEC**

The commissions mentioned in sections 223 and 224 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20) as amended by Statute 13-14 Elizabeth II, chapter 17 and Bill 72 of 1969, are issued according to the following conditions:

(a) For a Commissioner appointed pursuant to section 223, for a single judicial district, the commission is issued for a period of 5 years on payment of a fee of \$10 and may be renewable every 5 years on payment of a fee of \$5 for each additional period;

(b) For a Commissioner appointed pursuant to section 223, in two judicial districts, the commission is issued for a period of 5 years on payment of a fee of \$20 and may be renewed every 5 years payment of a fee of \$10 for each additional period;

(c) For a Commissioner appointed pursuant to section 223, for more than two judicial districts without being appointed for all the judicial districts of Québec, the commission is issued for a period of 5 years on payment of a fee of \$25 and may be renewable every 5 years on payment of a fee of \$15 for each additional period;

(d) For a Commissioner appointed pursuant to section 223, for all judicial districts of Québec, the commission is issued for a period of 5 years on payment of a fee of \$35 and may be renewed every 5 years on payment of a fee of \$20 for each additional period;

e) Pour un commissaire nommé en vertu de l'article 224, la commission est délivrée pour une période de 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$35 et peut être renouvelée de 5 ans en 5 ans moyennant le paiement d'un honoraire de \$20 pour chaque période additionnelle.

Ce règlement devra être publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entrera en vigueur à compter des présentes.

2^o QUE l'arrêté en conseil numéro 940 du 18 mai 1966 soit abrogé à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

33934-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1010

Québec, 11 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la déclaration d'un arrondissement historique au Québec.

ATTENDU QU'à une assemblée de la Commission des Monuments historiques du Québec, tenue à 955 chemin Saint-Louis, à Québec, le 23 septembre 1969, à 9 h 30 de l'avant-midi, la Commission des Monuments historiques recommande au Lieutenant-gouverneur en conseil de bien vouloir déclarer « Arrondissement historique », l'Île d'Orléans ci-dessous décrite:

ATTENDU QU'une copie de la recommandation de la Commission a été transmise à chacun des secrétaires-trésoriers des municipalités du village de Beaulieu et des paroisses de Saint-Pierre, de Saint-Laurent, de Sainte-Famille, de Saint-Jean et de Saint-François;

ATTENDU QU'un avis de cette recommandation a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 6 décembre 1969, sous le numéro 32084-o et la page 6797 de ladite Gazette;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires culturelles:

QUE soit déclarée « Arrondissement historique » l'Île d'Orléans décrite de la façon suivante, à savoir:

Une étendue de terre d'une superficie de soixante-douze (72) milles carrés dont les coordonnées géographiques sont nord 46°56 et ouest 70°57.5, située dans le fleuve Saint-Laurent à des distances respectives de 1.25 et 1.75 milles des rives nord et sud dudit fleuve et à 3.5 milles en aval de la ville de Québec. Elle est comprise dans le district électoral de Montmorency et elle renferme les municipalités du village de Beaulieu et des paroisses de Saint-Pierre, de Saint-Laurent, de Sainte-Famille, de Saint-Jean et de Saint-François.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

33946-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1417

Québec, 25 mars 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif à la définition de ce qui constitue une fonction pédagogique ou éducative pour les fins de la Loi de l'instruction publique.

(e) For a Commissioner appointed pursuant to section 224, the commission is issued for a period of 5 years on payment of a fee of \$35 and may be renewed every 5 years on payment of a fee of \$20 for each additional period.

This regulation must be published in the *Québec Official Gazette* and will come into effect from and after the presents.

2. THAT Order in Council number 940 of May 16, 1966 be abrogated from and after the presents.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

33934

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1010

Québec, March 11, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the declaration of a historic locality in the Province of Québec.

WHEREAS at a meeting of the Québec Historic Monuments Commission held at 955 Saint-Louis Road, Québec on September 23, 1969, at 9:30 o'clock a.m., the Historic Monuments Commission has recommended that the Lieutenant-Governor in Council may declare "historic locality" the Island of Orleans hereafter described:

WHEREAS copy of the recommendation of the Commission was transmitted to the secretary-treasurer of each of the following municipalities: village of Beaulieu, and the parishes of Saint-Pierre, Saint-Laurent, Sainte-Famille, Saint-Jean and Saint-François;

WHEREAS notice of this recommendation was published in the *Québec Official Gazette* of December 6, 1969, under number 32084-o, on page 6797 of the said Gazette;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the Island of Orleans described in the following may be declared "historic locality", to wit:

An extent of land having an area of seventy-two (72) square miles, the geographical co-ordinates of which are: north 46°56 and west 70°57.5, situated in the St. Lawrence River at respective distances of 1.25 miles and 1.75 miles from the north and south shores of the said river, and of 3.5 miles from the city of Québec, downstream. It is part of the electoral district of Montmorency and comprises the municipality of the village of Beaulieu and the municipalities of the parishes of Saint-Pierre, Saint-Laurent, Sainte-Famille, Saint-Jean and Saint-François.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

33946

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1417

Québec, March 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation relative to the definition of what constitutes a pedagogical or educational position for the purposes of the Education Act.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE, conformément au paragraphe 7^o de l'article 16 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), édicté par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1969, soit adopté le règlement suivant relatif à la définition de ce qui constitue une fonction pédagogique ou éducative pour les fins de ladite loi:

1. Constituent une fonction pédagogique ou éducative:

a) la fonction d'instituteur à temps plein, ou
b) toute fonction à temps plein de conseil, d'animation, de coordination ou de direction se rapportant directement à l'administration des programmes d'enseignement, à l'organisation pédagogique des écoles, à la formation académique ou personnelle des élèves ou des instituteurs, aux activités para-pédagogiques ou aux services personnels aux élèves.

2. L'article 1 ne s'applique pas aux personnes venant d'un territoire autre que celui du Québec et qui travaillent pour une commission scolaire par suite d'une entente entre la commission, le gouvernement du Québec ou le gouvernement du Canada et un gouvernement autre que celui du Québec ou du Canada ou une commission scolaire d'une autre province.

3. Le ministre de l'éducation peut dresser une liste des postes qui, dans une commission scolaire, constituent une fonction pédagogique ou éducative conformément au paragraphe b de l'article 1;

4. Pour les fonctions visées à l'article 1, le permis ou le brevet d'enseignement prévus au règlement No 4 du ministre de l'éducation relatif au permis et au brevet d'enseignement constituent les brevets de capacité exigés par l'article 217 de la Loi de l'instruction publique.

De plus, pour les fonctions visées au paragraphe b dudit article 1, le ministre de l'éducation, pour les fins dudit article 217 peut:

a) élaborer et publier la liste des diplômes, autres que le permis et le brevet d'enseignement prévus audit Règlement No 4 s'il y a lieu, qui constituent des brevets de capacité « reconnus »;

b) déterminer, dans les autres cas, les conditions nécessaires à l'obtention des brevets de capacité qu'il doit décerner.

5. Le présent règlement a effet à compter de la date d'entrée en vigueur, par proclamation, de la Loi modifiant la Loi de l'instruction publique (1969, chapitre 67):

Le greffier du Conseil exécutif,

33886-o

JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT, pursuant to paragraph 7 of section 16 of the Education Act (Revised Statutes 1964, chapter 235), enacted by section 1 of chapter 67 of the Statutes of 1969, the following regulation, relative to the definition of what constitutes a pedagogical or educational position for the purposes of the said Act, be adopted:

1. The following constitute a pedagogical or educational position:

(a) the position of full-time teacher, or
(b) any full-time consulting, management, coordinating or directing position related directly to the administration of teaching programs, the pedagogical organization of schools, academic or personal training of pupils or teachers, para-pedagogical activities or personal services to pupils.

2. Section 1 does not apply to persons coming from a territory other than Québec, and who work for a school commission following an agreement between the commission, the Québec government or the Canadian government and a government other than that of Québec or Canada, or a school commission of another province.

3. The Minister of Education may draw up a list of positions which, in a school commission, constitute a pedagogical or educational position pursuant to paragraph b of section 1;

4. For the positions contemplated in section 1, the teaching permit or certificate provided for in regulation No. 4 of the Minister of Education relative to the teaching permit or certificate constitute the diplomas exacted by section 217 of the Education Act.

Moreover, for the positions contemplated in paragraph b of said section 1, the Minister of Education, for the purposes of said section 217, may:

(a) formulate and publish the list of diplomas, other than the teaching permit and certificate contemplated in said regulation No. 4 if necessary, which constitute "recognized" diplomas;

(b) determine, in the other cases, the conditions necessary to obtain diplomas which he shall award.

5. This regulation shall be effective from and after the date on which, by proclamation, the Act to amend the Education Act (1969, chapter 67) shall come into force.

JULIEN CHOUINARD,

33886

Clerk of the Executive Council.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Belkin Packaging Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Belkin Packaging Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. David MacKenzie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1203, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885

90-1969

Companies Licensed to do Business

Belkin Packaging Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Belkin Packaging Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. David MacKenzie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o

90-1969

Claims Service International, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Claims Service International, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est MM. Brais, Campbell, Pepper, Durand & Laffoley, avocats, 1, place Ville Marie, bureau 1015, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1, place Ville Marie, bureau 1015, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 53-1969

Francana Oil & Gas Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Francana Oil & Gas Ltd. », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, valeurs, certificats de titres, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. David Mackenzie, a/s Doheny, Day Mackenzie & Lawrence, 5, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est établi aux soins de MM. Doheny, Day, Mackenzie & Lawrence, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 3-70 — c-6-23

Great Lakes Nickel Limited

Avis est donné que la compagnie « Great Lakes Nickel Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, valeurs, certificats de titres, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. James Auley McCuaig, 3769, Le Boulevard, Westmount.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est établi au bureau 1520, 360 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 7-69 — c-6-69

KDI Modern Services, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « KDI Modern Services, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33885 2-1970

Claims Service International, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Claims Service International, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Messrs. Brais, Campbell, Pepper, Durand & Laffoley, advocates, 1 Place Ville Marie, Suite 1015, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1 Place Ville Marie, Suite 1015, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 53-1969

Francana Oil & Gas Ltd.

Notice is given "Francana Oil & Gas Ltd." has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Québec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. David Mackenzie, c/o Doheny, Day, Mackenzie & Lawrence, 5 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at c/o Doheny, Day, Mackenzie & Lawrence, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 3-70 — c-6-23

Great Lakes Nickel Limited

Notice is given that "Great Lakes Nickel Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. James Auley McCuaig, 3769 The Boulevard, Westmount.

The principal office of the said company in the Province is at Suite 1520, 360 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 7-69 — c-6-69

KDI Modern Services, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "KDI Modern Services, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 2-1970

Mining & Financial Consultants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Mining & Financial Consultants Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Hubert J. Mockler, 70, rue Nelson, Montréal-Ouest.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 70, rue Nelson, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885 91-1969

Teledyne Industries, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Teledyne Industries, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885 11-1970

Westank Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Westank Industries Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Earl Mitty, 3645 est, rue Sherbrooke, bureau 1103, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 485, rue Marien, Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885 75-1969

Edwin K. Williams & Co., International

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Edwin K. Williams & Co., International », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Guy M. Drummond, 507, place d'Armes, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 11495, rue Depatie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33885 44-1967

Mining & Financial Consultants Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Mining & Financial Consultants Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Hubert J. Mockler, 70 Nelson Street, Montreal West.

The principal office of the company in the Province is at 70 Nelson Street, Montreal West, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 91-1969

Teledyne Industries, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Teledyne Industries, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 11-1970

Westank Industries Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Westank Industries Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Earl Mitty, 3645 Sherbrooke Street East, suite 1103, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 485 Marien Street, Montreal East, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 75-1969

Edwin K. Williams & Co., International

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Edwin K. Williams & Co., International", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Guy M. Drummond, 507 Place d'Armes, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 11495 Depatie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33885-o 44-1967

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.
À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la province pour le vingtième jour de mai prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la ville de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le douzième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent soixante-dix et de Notre règne le dix-neuvième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la chancellerie
à Québec,*
RENÉ BLONDIN.

33757-12-9-o

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi modifiant la Loi de l'instruction publique (1969, chapitre 67) ladite loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 31 mars 1970.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1416, en date du 25 mars 1970, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi de l'instruction publique soit fixée au 31 mars 1970.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Québec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Québec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the twentieth day of May next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, at Québec, on the twelfth day of March, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy, in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
Clerk of the Crown in Chancery,
at Québec.

33757-12-9-o

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS under section 10 of An Act to amend the Education Act (1969, chapter 67), the said act must come into force on the date to be fixed by proclamation by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that this coming into force be fixed to March 31, 1970.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1416, dated March 25, 1970, We have decreed and ordered and hereby decree and order that the coming into force of An Act to amend the Education Act be fixed to March 31, 1970.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

33934-o *Le sous-procureur général adjoint,*
LUCIEN DARVEAU.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fifth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

33934 *LUCIEN DARVEAU,*
Assistant Deputy Attorney General.

Soumissions

La Commission scolaire régionale du Lac St-Jean Comté de Lac Saint-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Geo.-Henri Fortin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, bureau de la commission, 48, rue Sacré-Coeur, case postale 610, Alma, comté de Lac Saint-Jean, P.Q., et par après jusqu'à 7.30 heures du soir, École Saint-Joseph, 301, rue St-Louis, Alma, comté de Lac-Saint-Jean, P.Q., mercredi, le 22 avril 1970, pour l'achat de \$1,170,000 d'obligations pour la commissions scolaire régionale du Lac-Saint-Jean, comté de Lac-Saint-Jean, datées du 1er mai 1970 et remboursables par séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du: 23 avril 1969—\$1,170,000 — agrandissement de l'école Ludger Gauthier et des Métiers d'Alma.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1970.

Tableau d'amortissement — \$1,170,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1971.....	\$ 23,000
1er mai 1972.....	25,000
1er mai 1973.....	27,000
1er mai 1974.....	30,000
1er mai 1975.....	32,000
1er mai 1976.....	35,000
1er mai 1977.....	38,000
1er mai 1978.....	42,000
1er mai 1979.....	46,000
1er mai 1980.....	50,000
1er mai 1981.....	54,000
1er mai 1982.....	59,000
1er mai 1983.....	64,000
1er mai 1984.....	70,000
1er mai 1985.....	76,000
1er mai 1986.....	83,000

Tenders

The Lake St. John Regional School Board County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Geo.-Henri Fortin, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the office of the Board, 48 Sacré-Coeur Street, Post Office Box 610, Alma, county of Lake St. John, P.Q., and after until 7:30 o'clock, p.m., at Saint-Joseph School, 301 St. Louis Street, Alma, county of Lake St. John, P.Q., on Wednesday, April 22, 1970, for the purchase of an issue of \$1,170,000 of bonds for the Lake St. John Regional School Board, county of Lake St. John, dated May 1, 1970 and redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Resolution dated: April 23, 1969 — \$1,170,000 — enlargement of Ludger Gauthier et des Métiers d'Alma School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1970.

Table of redemption — \$1,170,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971.....	\$ 23,000
May 1, 1972.....	25,000
May 1, 1973.....	27,000
May 1, 1974.....	30,000
May 1, 1975.....	32,000
May 1, 1976.....	35,000
May 1, 1977.....	38,000
May 1, 1978.....	42,000
May 1, 1979.....	46,000
May 1, 1980.....	50,000
May 1, 1981.....	54,000
May 1, 1982.....	59,000
May 1, 1983.....	64,000
May 1, 1984.....	70,000
May 1, 1985.....	76,000
May 1, 1986.....	83,000

1er mai 1987.....	\$ 91,000
1er mai 1988.....	99,000
1er mai 1989.....	108,000
1er mai 1990.....	118,000

May 1, 1987.....	\$ 91,000
May 1, 1988.....	99,000
May 1, 1989.....	108,000
May 1, 1990.....	118,000

La commission scolaire régionale du Lac-Saint-Jean se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Rliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer, à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidécommiss, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis; le ministre des Finances a accepté, à même ce dépôt, d'acquitter le principal et les intérêts de cette émission d'obligations. Chacune des obligations de cette émission portera une inscription à cette effet.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$118,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$118,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$118,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

The Lake St. John Regional School Board, availing itself of section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Elizabeth II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect from the grants to be paid annually by him to the said school board, the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bond issue and of any renewal thereof if required; the Minister of Finance accepted, with this deposit, to pay the principal and interest of the bond issue. Each of the bonds of this issue will bear an inscription to this effect.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs 4, 5 and 6 are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than \$118,000, and if greater than the latter amount, the said part should include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$118,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than \$118,000, the bonds to issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 22 avril 1970, à 7.30 heures du soir, École Saint-Joseph, 301, rue Saint-Louis, Alma, comté de Lac-Saint-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac-Saint-Jean (Comté de Lac-Saint-Jean), ce 16 mars 1970.

Le secrétaire-trésorier,
GEO.-HENRI FORTIN.

Bureau de la commission,
48, rue Sacré-Coeur,
Case postale 610, Alma,
Comté de Lac-St-Jean, P.Q.,
Téléphone: 662-6645, code 418. 33936-0

Cité de Roberval
Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Benoît Harvey, greffier, Hôtel de ville, 851, boulevard Saint-Joseph, Roberval, comté de Roberval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 20 avril 1970, pour l'achat de \$456,000 d'obligations de la cité de Roberval, comté de Roberval, datées du 1er mai 1970 et remboursables par séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1970.

Tableau d'amortissement — \$456,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1971	\$ 4,000
1er mai 1972	4,000
1er mai 1973	4,000
1er mai 1974	5,000
1er mai 1975	5,000
1er mai 1976	6,000
1er mai 1977	7,000
1er mai 1978	7,000
1er mai 1979	8,000
1er mai 1980	8,000
1er mai 1981	9,000
1er mai 1982	9,000
1er mai 1983	10,000
1er mai 1984	11,000
1er mai 1985	12,000
1er mai 1986	13,000
1er mai 1987	14,000
1er mai 1988	15,000
1er mai 1989	16,000
1er mai 1990	289,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, April 22, 1970, at 7:30 o'clock, p.m., at Saint Joseph School, 301 Saint-Louis Street, Alma, county of Lake Saint John, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lake Saint John (County of Lake Saint-John), March 16, 1970.

GEO.-HENRI FORTIN,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board,
48 Sacré-Coeur Street,
Post Office Box 610, Alma,
County of Lake St. John, P.Q.,
Telephone: 662-6645, code 418. 33936

City of Roberval
County of Roberval

Notice notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Benoît Harvey, clerk, City Hall, 851 Saint-Joseph Boulevard, Roberval, county of Roberval, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, April 20, 1970, for the purchase of an issue of \$456,000 of bonds for the city of Roberval, county of Roberval, dated May 1, 1970 and redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1970.

Table of redemption — \$456,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971	\$ 4,000
May 1, 1972	4,000
May 1, 1973	4,000
May 1, 1974	5,000
May 1, 1975	5,000
May 1, 1976	6,000
May 1, 1977	7,000
May 1, 1978	7,000
May 1, 1979	8,000
May 1, 1980	8,000
May 1, 1981	9,000
May 1, 1982	9,000
May 1, 1983	10,000
May 1, 1984	11,000
May 1, 1985	12,000
May 1, 1986	13,000
May 1, 1987	14,000
May 1, 1988	15,000
May 1, 1989	16,000
May 1, 1990	289,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

(1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$37,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1990 au montant de \$289,000 comprend un solde de \$271,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mai 1991	\$19,000
1er mai 1992	21,000
1er mai 1993	22,000
1er mai 1994	24,000
1er mai 1995	25,000
1er mai 1996	27,000
1er mai 1997	30,000
1er mai 1998	32,000
1er mai 1999	34,000
1er mai 2000	37,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$289,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$289,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 556 — \$456,000 — aqueduc, égouts, usine de filtration.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

(5) Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

(6) Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than \$37,000, and, if higher than the latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall include only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The May 1, 1990 maturity in the amount of \$289,000 includes a balance of \$271,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
May 1, 1991	\$19,000
May 1, 1992	21,000
May 1, 1993	22,000
May 1, 1994	24,000
May 1, 1995	25,000
May 1, 1996	27,000
May 1, 1997	30,000
May 1, 1998	32,000
May 1, 1999	34,000
May 1, 2000	37,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roberval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$289,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$289,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-law: 556 — \$456,000 — aqueduct, sewers, filtering plant.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 avril 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 851, boulevard Saint-Joseph, Roberval, comté de Roberval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roberval (Comté de Roberval), ce 20 mars 1970.

Le greffier,
BENOIT HARVEY.

Hôtel de ville, 851, boulevard Saint-Joseph,
Roberval (Comté de Roberval), P.Q.
Téléphone: 275-0203, code 418. 33937-0

Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Jean-Guy Trépanier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 700, rue Montcalm, Saint-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 avril 1970, pour l'achat de \$125,000. d'obligations de la ville de Saint-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu datées du 1er mai 1970 et remboursables par séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1970.

Tableau d'amortissement — \$125,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1971.....	\$1,000
1er mai 1972.....	1,000
1er mai 1973.....	1,000
1er mai 1974.....	1,500
1er mai 1975.....	1,500
1er mai 1976.....	1,500
1er mai 1977.....	1,500
1er mai 1978.....	2,000
1er mai 1979.....	2,000
1er mai 1980.....	2,000
1er mai 1981.....	2,500
1er mai 1982.....	2,500
1er mai 1983.....	2,500
1er mai 1984.....	3,000
1er mai 1985.....	3,000
1er mai 1986.....	3,500
1er mai 1987.....	3,500
1er mai 1988.....	4,000
1er mai 1989.....	4,500
1er mai 1990.....	81,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 20, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 851 Saint-Joseph Boulevard, Roberval, county of Roberval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Roberval (County of Roberval), March 20, 1970.

BENOIT HARVEY,
Clerk.

City Hall, 851 Saint-Joseph Boulevard,
Roberval (County of Roberval), P.Q.
Telephone: 275-0203, code 418. 33937

Town of Saint-Joseph-de-Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Trépanier, Secretary-Treasurer, Town Hall, 700 Montcalm Street, Saint-Joseph-de-Sorel, County of Richelieu, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, April 21, 1970, for the purchase of an issue of \$125,000 of bonds of the town of Saint-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu, dated May 1, 1970 and redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption of this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from May 1, 1970.

Table of redemption — \$125,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971.....	\$1,000
May 1, 1972.....	1,000
May 1, 1973.....	1,000
May 1, 1974.....	1,500
May 1, 1975.....	1,500
May 1, 1976.....	1,500
May 1, 1977.....	1,500
May 1, 1978.....	2,000
May 1, 1979.....	2,000
May 1, 1980.....	2,000
May 1, 1981.....	2,500
May 1, 1982.....	2,500
May 1, 1983.....	2,500
May 1, 1984.....	3,000
May 1, 1985.....	3,000
May 1, 1986.....	3,500
May 1, 1987.....	3,500
May 1, 1988.....	4,000
May 1, 1989.....	4,500
May 1, 1990.....	81,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

(1) Five-year, or 10-year or 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,500. Et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1990 au montant de \$81,000 comprend un solde de \$76,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mai 1991.....	\$5,000
1er mai 1992.....	5,500
1er mai 1993.....	6,000
1er mai 1994.....	6,500
1er mai 1995.....	7,000
1er mai 1996.....	8,000
1er mai 1997.....	8,500
1er mai 1998.....	9,000
1er mai 1999.....	10,000
1er mai 2000.....	10,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Tracy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$81,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$81,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 84 — \$125,000 — coût excédentaire au règlement numéro 76.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 avril 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 700, rue Montcalm, Saint-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

(5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than \$10,500, and if greater than the latter amount, said part must comprise only one or more complete annual amortizations, taking into account the table of maturities appearing in this notice and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting by the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The May 1, 1990 maturity in the amount of \$81,000 comprises a balance of \$76,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
May 1, 1991.....	\$5,000
May 1, 1992.....	5,500
May 1, 1993.....	6,000
May 1, 1994.....	6,500
May 1, 1995.....	7,000
May 1, 1996.....	8,000
May 1, 1997.....	8,500
May 1, 1998.....	9,000
May 1, 1999.....	10,000
May 1, 2000.....	10,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in Tracy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$81,000. However, should they be issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$81,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and it must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 84 — \$125,000 — cost in excess to by-law number 76.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, April 21, 1970, at 8:00 p.m., at the Town Hall, 700 Montcalm Street, Saint-Joseph-de-Sorel, County of Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph-de-Sorel (Comté de Richelieu), ce 20 mars 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY TRÉPANIÉ.

Hôtel de ville, 700, rue Montcalm,
Saint-Joseph-de-Sorel, Comté de Richelieu, P.Q.
Téléphone: 742-3744, code 514. 33938-0

Ville de Senneterre
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Mireault, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 551, 10^{ième} avenue, case postale 789, Senneterre, Comté d'Abitibi-Est, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 22 avril 1970, pour l'achat de \$240,000 d'obligations de la ville de Senneterre, comté d'Abitibi-Est, datées du 1^{er} mai 1970 et remboursable par séries du 1^{er} mai 1971 au 1^{er} mai 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1^{er} mai et 1^{er} novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} mai 1970.

Tableau d'amortissement — \$240,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} mai 1971	\$ 4,500
1 ^{er} mai 1972	5,500
1 ^{er} mai 1973	6,000
1 ^{er} mai 1974	6,500
1 ^{er} mai 1975	6,500
1 ^{er} mai 1976	7,500
1 ^{er} mai 1977	8,000
1 ^{er} mai 1978	8,500
1 ^{er} mai 1979	9,000
1 ^{er} mai 1980	10,500
1 ^{er} mai 1981	11,000
1 ^{er} mai 1982	12,000
1 ^{er} mai 1983	13,000
1 ^{er} mai 1984	14,500
1 ^{er} mai 1985	15,000
1 ^{er} mai 1986	4,000
1 ^{er} mai 1987	4,000
1 ^{er} mai 1988	4,500
1 ^{er} mai 1989	4,500
1 ^{er} mai 1990	85,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Joseph-de-Sorel (County of Richelieu), March 20, 1970.

JEAN-GUY TRÉPANIÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 700 Montcalm Street,
Saint-Joseph-de-Sorel, County of Richelieu, P.Q.
Telephone: 742-3744, code 514. 33938

Town of Senneterre
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Mireault, Secretary-Treasurer, Town Hall, 551, 10th Avenue, Post Office Box 789, Senneterre, county of Abitibi-East, P.Q., until 8:00 o'clock P.M., Wednesday, April 22, 1970, for the purchase of an issue of \$240,000 of bonds of the Town of Senneterre, county of Abitibi-East, dated May 1, 1970 and redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption of this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from May 1, 1970.

Table of redemption — \$240,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971	\$ 4,500
May 1, 1972	5,500
May 1, 1973	6,000
May 1, 1974	6,500
May 1, 1975	6,500
May 1, 1976	7,500
May 1, 1977	8,000
May 1, 1978	8,500
May 1, 1979	9,000
May 1, 1980	10,500
May 1, 1981	11,000
May 1, 1982	12,000
May 1, 1983	13,000
May 1, 1984	14,500
May 1, 1985	15,000
May 1, 1986	4,000
May 1, 1987	4,000
May 1, 1988	4,500
May 1, 1989	4,500
May 1, 1990	85,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

(1) Five-year, or 10-year or 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$11,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1990 au montant de \$85,000 comprend un solde de \$80,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mai 1991	\$ 5,500
1er mai 1992	6,000
1er mai 1993	6,500
1er mai 1994	7,000
1er mai 1995	7,500
1er mai 1996	8,000
1er mai 1997	9,000
1er mai 1998	9,500
1er mai 1999	10,000
1er mai 2000	11,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Senneterre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$85,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$85,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 180 — \$135,000 — services récréatifs et communautaires; 188 — \$105,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 avril 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 551, 10ième avenue, case postale 789, Senneterre, comté d'Abitibi-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Senneterre (Comté d'Abitibi-Est), ce 16 mars 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MARCEL MIREAULT.

Hôtel de ville, 551, 10ième avenue, C.P. 789,
Senneterre (Abitibi-Est), P.Q.

Téléphone: 737-2296, code 819. 33939-0

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than \$11,000, and if greater than the latter amount, said part must comprise only one or more complete annual amortizations, taking into account the table of maturities appearing in this notice and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting by the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The May 1, 1990 maturity in the amount of \$85,000 comprises a balance of \$80,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
May 1, 1991	\$ 5,500
May 1, 1992	6,000
May 1, 1993	6,500
May 1, 1994	7,000
May 1, 1995	7,500
May 1, 1996	8,000
May 1, 1997	9,000
May 1, 1998	9,500
May 1, 1999	10,000
May 1, 2000	11,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Senneterre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than \$85,000. However, should they be issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$85,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 180 — \$135,000 — recreational and community services; 188 — \$105,000 — aqueduct, sewers, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, April 22, 1970, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 551; 10th Avenue, Post Office Box 789, Senneterre, county of Abitibi-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Senneterre (County of Abitibi-East), March 16, 1970.

MARCEL MIREAULT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 551, 10th Avenue, P.O. Box 789,
Senneterre (Abitibi-East), P.Q.

Telephone: 737-2296, code 819. 33939

Cité de Hull
Comté de Hull

Avis de correction

Veillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de \$1,471,000 d'obligations de la cité de Hull, comté de Hull, qui a paru dans la *Gazette officielle* du 28 mars 1970, à la page 2041, que les soumissions seront ouvertes à 3 heures de l'après-midi, lundi, le 13 avril 1970, à une séance du comité exécutif de la cité de Hull et elles seront prises en considération à une séance du conseil qui sera tenue le même jour à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Hull, comté de Hull, P.Q.

Tout les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

Hull, ce 31 mars 1970.

Le greffier,
ROLAND STEVENS.

Hôtel de ville,
Hull (Hull), P.Q.

33947-0

La Commission des Écoles catholiques
de la cité de Jacques-Cartier

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lionel Pomerleau, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission, 1500 boulevard Curé Poirier, Longueuil, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 avril 1970, pour l'achat de \$663,000 d'obligations pour la Commission des Écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly, datées du 1er mai 1970 et remboursables par séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions du: 10 juin 1958 — \$80,500 — renouvellement d'emprunt; 8 septembre 1959 — \$350,500 — renouvellement d'emprunt; 12 novembre 1959 — \$232,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1970.

Tableau d'amortissement — \$663,000 — 10 ans

Année	Capital
1er mai 1971.....	\$56,500
1er mai 1972.....	59,500
1er mai 1973.....	62,500
1er mai 1974.....	66,000
1er mai 1975.....	69,000
1er mai 1976.....	74,000
1er mai 1977.....	77,500
1er mai 1978.....	82,000
1er mai 1979.....	86,000
1er mai 1980.....	30,000

La Commission des Écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer, à même les subven-

City of Hull
County of Hull

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of an issue of \$1,471,000 of bonds of the city of Hull, County of Hull, published in the *Québec Official Gazette* of March 28, 1970, on page 2041, that tenders will be opened at 3:00 o'clock, p.m., on Monday, April 13, 1970, at a meeting of the executive committee of the city of Hull and will be taken into consideration at a meeting of the council to be held on the same day at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, Hull, county of Hull, P.Q.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Hull, March 31, 1970.

ROLAND STEVENS,
Clerk.

City Hall,
Hull (Hull), P.Q.

33947-0

The Catholic School Commission of
the City of Jacques-Cartier

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lionel Pomerleau, Secretary-Treasurer, Office of the Commission, 1500 Curé Poirier Boulevard, Longueuil, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, April 21, 1970, for the purchase of an issue of \$663,000 of bonds for the Catholic School Commission of the City of Jacques-Cartier, county of Chambly, dated May 1, 1970 and redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution of: June 10, 1958 — \$80,500 — loan renewal; September 8, 1959 — \$350,500 — loan renewal; November 12, 1959 — \$232,000 — loan renewal.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1970.

Table of redemption — \$663,000 — 10 years

Year	Capital
May 1, 1971.....	\$56,500
May 1, 1972.....	59,500
May 1, 1973.....	62,500
May 1, 1974.....	66,000
May 1, 1975.....	69,000
May 1, 1976.....	74,000
May 1, 1977.....	77,500
May 1, 1978.....	82,000
May 1, 1979.....	86,000
May 1, 1980.....	30,000

The Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier availing itself of section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him

tions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 5 ans. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des 2 modes d'émission ci-haut. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 21 avril 1970, à 8 heures du soir, Bureau de la commission, 1500, boulevard Curé Poirier, Longueuil, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier (Comté de Chambly), ce 31 mars 1970.

Le secrétaire-trésorier,
LIONEL POMERLEAU.

Bureau de la commission,
1500, boulevard Curé Poirier,
Longueuil (Chambly), P.Q.
Téléphone: 670-2410, code 514. 33949-0

Cité de Saint-Romuald-d'Etchemin
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Jean-Guy Paquet, greffier, Hôtel de ville, 1245, rue Commerciale, Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 23 avril 1970, pour l'achat de \$624,000 d'obligations de la cité de St-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, datées du 1er mai 1970 et remboursables par séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1970.

to the said school corporation, the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bond issue and of any renewal thereof if required.

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 5-year short-term serial bonds. However, tenders shall comprise only one of the two methods of issue above. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, April 21, 1970, at 8:00 o'clock p.m., Office of the Commission, 1500 Curé Poirier Boulevard, Longueuil, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier (County of Chambly), March 31, 1970.

LIONEL POMERLEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the Commission,
1500 Curé Poirier Boulevard,
Longueuil (Chambly), P.Q.
Telephone: 670-2410, code 514. 33949

City of Saint-Romuald-d'Etchemin
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Me Jean-Guy Paquet, city clerk, City Hall, 1245 Commerciale Street, Saint-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, April 23, 1970 for the purchase of an issue of \$624,000 of bonds of the city of Saint-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, dated May 1, 1970 and redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption of this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from May 1, 1970.

Tableau d'amortissement — \$624,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1971	\$ 13,500
1er mai 1972	14,500
1er mai 1973	15,500
1er mai 1974	16,000
1er mai 1975	17,000
1er mai 1976	17,500
1er mai 1977	19,000
1er mai 1978	19,500
1er mai 1979	20,500
1er mai 1980	22,000
1er mai 1981	22,500
1er mai 1982	24,000
1er mai 1983	25,500
1er mai 1984	27,000
1er mai 1985	28,000
1er mai 1986	29,500
1er mai 1987	31,500
1er mai 1988	33,500
1er mai 1989	35,000
1er mai 1990	192,500

Table of redemption — \$624,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971	\$ 13,500
May 1, 1972	14,500
May 1, 1973	15,500
May 1, 1974	16,000
May 1, 1975	17,000
May 1, 1976	17,500
May 1, 1977	19,000
May 1, 1978	19,500
May 1, 1979	20,500
May 1, 1980	22,000
May 1, 1981	22,500
May 1, 1982	24,000
May 1, 1983	25,500
May 1, 1984	27,000
May 1, 1985	28,000
May 1, 1986	29,500
May 1, 1987	31,500
May 1, 1988	33,500
May 1, 1989	35,000
May 1, 1990	192,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$34,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1990 au montant de \$192,500 comprend un solde de \$155,500 renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mai 1991	\$28,500
1er mai 1992	29,500
1er mai 1993	31,000
1er mai 1994	32,500
1er mai 1995	34,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Romuald-d'Échemin.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

(1) Five-year, or 10-year of 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount of less than \$34,000 and if greater than the latter amount, said part must comprise only one or more complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice and starting with the last years of maturities in the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The May 1, 1990 maturity in the amount of \$192,500 comprises a balance of \$155,500 renewable for an additional 5-year period and maturing as follows:

Year	Capital
May 1, 1991	\$28,500
May 1, 1992	29,500
May 1, 1993	31,000
May 1, 1994	32,500
May 1, 1995	34,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Romuald-d'Échemin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$192,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$192,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 118 — \$524,000 — renouvellement d'emprunt; C-339 — \$100,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 23 avril 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1245, rue Commerciale, St-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Romuald-d'Etchemin (Comté de Lévis), ce 26 mars 1970.

Le greffier,
Me JEAN-GUY PAQUET.

Hôtel de ville, 1245, rue Commerciale,
St-Romuald-d'Etchemin (Comté de Lévis),
P.Q.
Téléphone: 839-4141, code 418. 33950-0

Ville de Brossard
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, greffier, Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 20 avril 1970, pour l'achat de \$906,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er mai 1970, divisées en deux séries comme suit:

Série « A » : au montant de \$737,500 remboursables en séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1990 inclusivement.

Tableau d'amortissement — \$737,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1971	\$20,500
1er mai 1972	22,000
1er mai 1973	23,000
1er mai 1974	25,000
1er mai 1975	26,000
1er mai 1976	28,000
1er mai 1977	31,000
1er mai 1978	32,000
1er mai 1979	35,000
1er mai 1980	15,000
1er mai 1981	14,000
1er mai 1982	16,000
1er mai 1983	17,000
1er mai 1984	18,000
1er mai 1985	19,000

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than \$192,500. However, should they be issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$192,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued in pursuance of the following by-laws: 118 — \$524,000 — loan renewal; C-339 — \$100,000 — aqueduct, sewers, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Thursday, April 23, 1970 at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 1245 Commerciale Street, Saint-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Romuald-d'Etchemin (County of Lévis), March 26, 1970.

Me JEAN-GUY PAQUET,
City Clerk.

City Hall, 1245 Commerciale Street,
Saint-Romuald-d'Etchemin (County of Lévis),
P.Q.
Telephone: 839-4141, code 418. 33950

Town of Brossard
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, Clerk, Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock, p.m., on Monday, April 20, 1970, for the purchase of an issue of \$906,000 of bonds for the town of Brossard, county of Napierville-Laprairie, dated May 1, 1970, divided into two series as follows:

Series "A": in the amount of \$737,500 redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively.

Table of redemption — \$737,500 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971	\$20,500
May 1, 1972	22,000
May 1, 1973	23,000
May 1, 1974	25,000
May 1, 1975	26,000
May 1, 1976	28,000
May 1, 1977	31,000
May 1, 1978	32,000
May 1, 1979	35,000
May 1, 1980	15,000
May 1, 1981	14,000
May 1, 1982	16,000
May 1, 1983	17,000
May 1, 1984	18,000
May 1, 1985	19,000

1er mai 1986	\$22,000
1er mai 1987	23,000
1er mai 1988	25,000
1er mai 1989	27,000
1er mai 1990	299,000

May 1, 1986	\$22,000
May 1, 1987	23,000
May 1, 1988	25,000
May 1, 1989	27,000
May 1, 1990	299,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$25,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

L'échéance du 1er mai 1990 au montant de \$299,000 comprend un solde de \$270,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mai 1991	\$27,000
1er mai 1992	30,000
1er mai 1993	32,000
1er mai 1994	34,000
1er mai 1995	37,000
1er mai 1996	19,000
1er mai 1997	21,000
1er mai 1998	22,000
1er mai 1999	23,000
1er mai 2000	25,000

Les obligations de ladite série « A » ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$299,000; les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant ci-avant.

Les obligations de la présente série « A » seront émises en vertu des règlements Nos: 103 — \$147,500 — renouvellement d'emprunt; 294 — \$243,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 300 — \$4,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 336 — \$23,000 — éclairage, services récréatifs et communautaires; 368 — \$60,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 369 — \$5,000 — voirie; 373 — \$193,000 — travaux de parcs; 374 — \$12,500 — voirie; 381 — \$25,000 — aqueduc, égouts; 382 — \$12,000 — voirie; 392 — \$12,500 — frais de refinancement.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

(1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs (4), (5) and (6) are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than \$25,000, and if greater than the latter amount, the said part should include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

The May 1, 1990 maturity in the amount of \$299,000 includes a balance of \$270,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
May 1, 1991	\$27,000
May 1, 1992	30,000
May 1, 1993	32,000
May 1, 1994	34,000
May 1, 1995	37,000
May 1, 1996	19,000
May 1, 1997	21,000
May 1, 1998	22,000
May 1, 1999	23,000
May 1, 2000	25,000

The said Series "A" bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued partially at 20-year fixed-term for an amount greater than \$299,000; the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in conformity with the tables of maturities of the issue appearing in this notice herefore.

The bonds of the present Series "A" will be issued pursuant to by-laws Nos: 103 — \$147,500 — renewal of a loan; 294 — \$243,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 300 — \$4,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 336 — \$23,000 — lighting, recreational and community services; 368 — \$60,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 369 — \$5,000 — roads; 373 — \$193,000 — park works; 374 — \$12,500 — roads; 381 — \$25,000 — aqueduct, sewers; 382 — \$12,000 — roads; 392 — \$12,500 — refinancing costs.

Série « B » : au montant de \$168,500 remboursables en séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1990 inclusivement.

Series "B" in the amount of \$168,500 redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively.

Tableau d'amortissement — \$168,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1971.....	\$ 3,500
1er mai 1972.....	4,000
1er mai 1973.....	4,000
1er mai 1974.....	5,000
1er mai 1975.....	5,000
1er mai 1976.....	5,000
1er mai 1977.....	6,000
1er mai 1978.....	6,000
1er mai 1979.....	7,000
1er mai 1980.....	7,000
1er mai 1981.....	8,000
1er mai 1982.....	8,000
1er mai 1983.....	9,000
1er mai 1984.....	10,000
1er mai 1985.....	11,000
1er mai 1986.....	12,000
1er mai 1987.....	13,000
1er mai 1988.....	14,000
1er mai 1989.....	15,000
1er mai 1990.....	16,000

Table of redemption — \$168,500 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971.....	\$ 3,500
May 1, 1972.....	4,000
May 1, 1973.....	4,000
May 1, 1974.....	5,000
May 1, 1975.....	5,000
May 1, 1976.....	5,000
May 1, 1977.....	6,000
May 1, 1978.....	6,000
May 1, 1979.....	7,000
May 1, 1980.....	7,000
May 1, 1981.....	8,000
May 1, 1982.....	8,000
May 1, 1983.....	9,000
May 1, 1984.....	10,000
May 1, 1985.....	11,000
May 1, 1986.....	12,000
May 1, 1987.....	13,000
May 1, 1988.....	14,000
May 1, 1989.....	15,000
May 1, 1990.....	16,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.
- 2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.
- 4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$16,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant précédemment et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Les obligations de ladite série « B » seront rachetables par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance d'intérêt.

Les obligations de la présente série « B » seront émises en vertu du règlement No 366 — \$168,500 — achat de terrains pour le parc industriel.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les séries ou les échéances; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1970.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émissions énumérés pour chacune des séries ci-haut

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

- (1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.
- (2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
- (3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.
- (4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.
- (5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.
- (6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs (4), (5) and (6) are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than \$16,000, and if greater than the latter amount, the said part should include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

The said Series "B" bonds will be redeemable by anticipation wholly or partially, at par, at any date of interest maturity.

The bonds of present Series "B" will be issued pursuant to by-law No. 366 — \$168,500 — purchasing of land for the industrial park.

The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to the series or maturities; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1970.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only enumerated for each of the series hereabove and shall comprise

et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas des exceptions notées.

De plus, seul les soumissions pour la totalité des obligations des deux séries, seront considérées.

L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 20 avril 1970, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard (Comté de Napierville-Laprairie), ce 25 mars 1970.

Le greffier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de Ville, 6840, boul. Matte,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-0201, code 514. 33948-0

Village de Saint-Zotique Comté de Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Royal, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., Bureau de la corporation, 1200 rue Principale, C.P. 150, village de St-Zotique, comté de Soulanges, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures p.m., Salle des Réunions du Conseil, Sous-sol de l'église, village de St-Zotique, (Soulanges), P.Q., mardi, le 21 avril 1970 pour l'achat de \$112,000 d'obligations du village de Saint-Zotique, comté de Soulanges, datées du 1er mai 1970 et remboursables par séries du 1er mai 1971 au 1er mai 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1970.

Tableau d'amortissement — \$112,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1971	\$ 1,000
1er mai 1972	1,000
1er mai 1973	1,000
1er mai 1974	1,000
1er mai 1975	1,500
1er mai 1976	1,500
1er mai 1977	1,500
1er mai 1978	1,500
1er mai 1979	1,500
1er mai 1980	2,000

only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein.

Moreover, only tenders for the total of the bonds of both series, will be considered.

Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 20, 1970, at 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard (County of Napierville-Laprairie), March 25, 1970.

LAURENT GERVAIS,
Clerk.

Town Hall, 6840 Matte Boulevard,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-0201, code 514. 33948

Village of Saint-Zotique County of Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Royal, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the Corporation, 1200 Principale Street, P.O. Box 150, village of St-Zotique, county of Soulanges, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the Reunion Hall of the Council, in the church basement, village of St-Zotique, (Soulanges), P.Q., on Tuesday, April 21, 1970, for the purchase of an issue of \$112,000 of bonds for the village of Saint-Zotique, county of Soulanges, dated May 1, 1970 and redeemable serially from May 1, 1971 to May 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1970.

Table of redemption — \$112,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1971	\$ 1,000
May 1, 1972	1,000
May 1, 1973	1,000
May 1, 1974	1,000
May 1, 1975	1,500
May 1, 1976	1,500
May 1, 1977	1,500
May 1, 1978	1,500
May 1, 1979	1,500
May 1, 1980	2,000

1er mai 1981.....	\$ 2,000
1er mai 1982.....	2,000
1er mai 1983.....	2,500
1er mai 1984.....	2,500
1er mai 1985.....	3,000
1er mai 1986.....	3,000
1er mai 1987.....	3,500
1er mai 1988.....	3,500
1er mai 1989.....	4,000
1er mai 1990.....	72,500

May 1, 1981.....	\$ 2,000
May 1, 1982.....	2,000
May 1, 1983.....	2,500
May 1, 1984.....	2,500
May 1, 1985.....	3,000
May 1, 1986.....	3,000
May 1, 1987.....	3,500
May 1, 1988.....	3,500
May 1, 1989.....	4,000
May 1, 1990.....	72,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$9,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1990 au montant de \$72,500 comprend un solde de \$68,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mai 1991.....	\$4,500
1er mai 1992.....	5,000
1er mai 1993.....	5,500
1er mai 1994.....	6,000
1er mai 1995.....	6,500
1er mai 1996.....	7,000
1er mai 1997.....	7,500
1er mai 1998.....	8,000
1er mai 1999.....	9,000
1er mai 2000.....	9,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

(1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs 4, 5 and 6 are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than \$9,500, and if greater than the latter amount, the said part should include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The May 1, 1990 maturity in the amount of \$72,500 includes a balance of \$68,500 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
May 1, 1991.....	\$4,500
May 1, 1992.....	5,000
May 1, 1993.....	5,500
May 1, 1994.....	6,000
May 1, 1995.....	6,500
May 1, 1996.....	7,000
May 1, 1997.....	7,500
May 1, 1998.....	8,000
May 1, 1999.....	9,000
May 1, 2000.....	9,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coteau-Landing.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Coteau-Landing.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal

égal ou moindre de \$72,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$72,500 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1^{er} mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 162 — \$112,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 avril 1970, à 8 heures du soir, Salle des Réunions du Conseil, Sous-sol de l'église, Village de Saint-Zotique, comté de Soulanges, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Zotique (Comté de Soulanges), ce 25 mars 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ROLAND ROYAL.

Bureau de la corporation,
1200, rue Principale, Case postale 150,
Saint-Zotique (Soulanges), P.Q.
Téléphone: 267-3535, code 514. 33951-0

to or less than \$72,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than \$72,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 162 — \$112,000 — aqueduct, sewers, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 21, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Reunion Hall of the Council, in the church basement, village of Saint-Zotique, county of Soulanges, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Zotique (County of Soulanges), March 25, 1970.

ROLAND ROYAL,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
1200 Principale Street, Post Office Box 150,
Saint-Zotique Soulanges), P.Q.
Telephone: 267-3535, code 514. 33951

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Cité du Cap-de-la-Madeleine

City of Cap-de-la-Madeleine

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de ville du Cap-de-la-Madeleine, MARDI, QUATORZIÈME jour d'AVRIL, 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquentement encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Cap-de-la-Madeleine, TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of APRIL 1970, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 3^{ième} jour de mars 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, (Statuts reformés de la province de Québec, 1964, chapitre 193).

The Québec Municipal Commission by a decision dated the third day of March, 1970, has authorized an abridged enumeration of the immovables under the authority of section 550 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 193).

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre	Subdivisions
Grenier, Mlle-Miss. Louise	387	61
Dubé, Alphonse	406	168
Dubé, Alphonse	P-412	—
Sirois, J.-Willie	549	34
Sirois, J.-Willie	549	43
Lemieux, Alfred	P-550	—
Normandin, Raymond	P-550	—
Normandin, Alphonse	P-550	—

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Donné en la cité du Cap-de-la-Madeleine, ce treizième jour de mars 1970.

Given in the town of Cap-de-la-Madeleine, this thirteenth day of March 1970.

Le greffier de la cité,
JEAN BEAUDIN.

JEAN BEAUDIN,
City Clerk.

Ville de Greenfield Park

Avis public est par la présente donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Greenfield Park, JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent soixante-dix (1970) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1. Propriétaire: Zefaro Investment and Development Ltd. Une partie du lot 229-9-31 mesurant 3 pieds de largeur par 88 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le nord-est, par l'avenue Parker (le lot 229-12); d'un côté vers le sud-est, en partie par le résidu dudit lot 229-9-31 et par le lot 229-132; de l'autre côté vers le nord-ouest, par une partie du lot 229-9-30 et à l'arrière vers le sud-ouest, par une partie du lot 229-116.

2. Propriétaire: M. Corliss Haynes. Lot No 232-1-4-6.

3. Propriétaire: M. E. Ventura. Lot No 232-1-12-9 avec les bâtiments qui y sont érigés et portant le numéro civique 175 de la rue Régent.

4. Propriétaire: Dame Fernande Dupuis, épouse de D. W. Grant. Lot No 232-1-12-14 avec les bâtiments qui y sont érigés, portant le numéro civique 195 de la rue Régent.

5. Propriétaire: M. Guillaume Hourman. Une partie du lot 232-1-39-1 et une partie du lot 232-1-40-1; ladite partie du lot 232-1-39-1 mesurant 53.5 pieds de largeur par 65 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-est, par la rue Régent (232-1-37); d'un côté vers le sud-ouest, par l'avenue Springfield (232-1-39-2); à l'arrière vers le nord-ouest, par le résidu dudit lot 232-1-39-1 et de l'autre côté vers le nord-est, par la partie du lot 232-1-40-1 ci-après décrite.

Ladite partie du lot 232-1-40-1, mesurant 6.5 pieds de largeur par 65 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-est, par la rue Régent (232-1-37); d'un côté vers le sud-ouest, par la partie du lot 232-1-39-1 ci-haut décrite; à l'arrière vers le nord-ouest, par le résidu dudit lot 232-1-40-1 et de l'autre côté vers le nord-est, par une partie du lot 232-1-40-2.

6. Propriétaire: M. Jean Kiopini. Lot No 236-1138 et parties des lots 236-1137 et 1139; ladite partie du lot 236-1137 mesurant 24.2 pieds de largeur dans sa ligne sud-est et 26.3 pieds de largeur dans sa ligne nord-ouest par une profondeur de 90 pieds et bornée comme suit: en front vers le sud-est, par le boulevard Mary (236-259); d'un côté vers le sud-ouest, par le lot 236-1138; à l'arrière vers le nord-ouest, par une partie du lot 236-1136 et de l'autre côté vers le nord-est, par le résidu dudit lot 236-1137. Ladite partie du lot 236-1139, mesurant 34.2 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-est, par le boulevard Mary (236-259); d'un côté vers le sud-ouest, par le résidu dudit lot 236-1139; à l'arrière vers le nord-ouest, par une partie du lot 236-1136 et de l'autre côté vers le nord-est par le lot 236-1138 ainsi que le bâtiment qui y est érigé et portant le numéro civique 322 du boulevard Mary.

7. Propriétaire: M. Corliss Haynes. Partie du lot 238-891, mesurant 106 pieds de largeur par 26 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le nord-est, par la rue Verchères (238-917); d'un côté vers le sud-est par le lot

Town of Greenfield Park

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Greenfield Park, THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and seventy (1970) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. Owner: Zefaro Investment and Development Ltd. Part of lot 229-9-31, measuring said part of lot, 3 feet in width by 88 feet in depth and bounded as follows: in front to the northeast, by Parker Avenue (lot No. 229-12); on one side to the south-east, partly by the residue of said lot 229-9-31 and by lot 229-132; on the other side to the northwest, by part of lot 229-9-30 and in the rear to the southwest, by part of lot 229-116.

2. Owner: Mr. Corliss Haynes. Lot No. 232-1-4-6.

3. Owner: Mr. E. Ventura. Lot No. 232-1-12-9 with buildings thereon erected and bearing civic number 175 Regent Street.

4. Owner: Dame Fernande Dupuis, wife of D. W. Grant. Lot No. 232-1-12-14 with buildings thereon erected, bearing civic number 195 Regent Street.

5. Owner: Mr. Guillaume Hourman. Part of lot No. 232-1-39-1 and part of lot 232-1-40-1; the said part of lot 232-1-39-1 measuring 53.5 feet in width by 65 feet in depth and bounded as follows: in front to the southeast, by Regent Street (232-1-37); on one side to the southwest, by Springfield Avenue (232-1-39-2); in the rear to the northwest, by the residue of said lot No. 232-1-39-1 and on the other side to the northeast, by that part of lot 232-1-40-1 herebelow described.

That part of lot 232-1-40-1, measuring 6.5 feet in width by 65 feet in depth and bounded as follows: in front to the southeast, by Regent Street (232-1-37); on one side to the southwest, by that part of lot 232-1-39-1 hereabove described; in the rear to the northwest, by the residue of said lot 232-1-40-1 and on the other side to the northeast, by part of lot 232-1-40-2.

6. Owner: Mr. Jean Kiopini. Lot No. 236-1138 and parts of lots 236-1137 and 1139; the said part of lot 236-1137 measuring 24.2 feet in width in its southeast line and 26.3 feet in width in its northwest line by 90 feet in depth and bounded as follows: in front to the southeast, by Mary Boulevard (236-259); on one side to the southwest, by lot 236-1138; in the rear to the northwest, by part of lot 236-1136 and on the other side to the northeast, by the residue of said lot 236-1137. The said part of lot 236-1139, measuring 34.2 feet in width by 90 feet in depth and bounded as follows: in front to the southeast, by Mary Boulevard (236-259); on one side to the southwest, by the residue of said lot 236-1139; in the rear to the northwest, by parts of lot 236-1136 and on the other side to the northeast by lot 236-1138 with the building thereon erected and bearing civic number 322 Mary Boulevard.

7. Owner: Mr. Corliss Haynes. Part of lot No. 238-891, said part of lot measuring 106 feet wide by 26 feet deep and bounded as follows: in front to the northeast, by Verchères Street (238-917); on one side to the southeast by lot

238-891-2; à l'arrière vers le sud-ouest, par une partie du lot 239-84 et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot 238-891-5.

8. Propriétaire: M. S. Kleta. Lot No 238-1024 avec les bâtiments qui y sont érigés et portant les numéros civiques 299 et 301 de la rue Vivian.

9. Propriétaire: M. Camille Grothé. Partie du lot 239-68, mesurant 45 pieds de largeur par 174 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le nord-est, par l'avenue Fairfield (239-73); des deux côtés vers le sud-est et le nord-ouest, par d'autres parties dudit lot 239-68; à l'arrière vers le sud-ouest par une partie du lot 239-30; la ligne de division nord-ouest de ladite partie de lot étant située à une distance de 45 pieds de la ligne de division sud-est du lot 239-67-9.

10. Propriétaire: M. Gustave Mombearls. Partie du lot 239-68, mesurant 90 pieds de largeur par 174 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le nord-est par l'avenue Fairfield (239-73); des deux côtés vers le sud-est et vers le nord-ouest, par d'autres parties dudit lot 239-68; à l'arrière vers le sud-ouest, par une partie du lot 239-30, la ligne de division sud-est de ladite partie de terrain étant située à une distance de 32 pieds de la ligne de division nord-ouest du lot 239-195 et partie du lot 239-69.

11. Propriétaire: M. Anthony Hevesy. Lots Nos 239-183, 184, 185 et 186.

12. Propriétaire: M. B. D. Rosenberg. Partie du lot 241-41, mesurant 60 pieds de largeur par 192 pieds de profondeur et bornée comme suit: vers le sud-ouest, par l'avenue Murray (241-23); d'un côté vers le sud-est, par les lots 241-41-7 et 241-41-1; de l'autre côté vers le nord-ouest, par les lots 241-40-4 et 241-40-5 et vers le nord-est, par la rue Queen (241-836).

13. Propriétaire: M. William MacPherson. Parties des lots 241-10 et 242-10; ladite partie du lot 241-10 mesurant 16 pieds de largeur par 41.52 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le nord-ouest, par la rue Third; d'un côté vers le nord-est et à l'arrière vers le sud-est, par d'autres parties dudit lot 241-10 et de l'autre côté vers le sud-ouest, par une partie du lot 242-10. La ligne de front ou la ligne nord-ouest de ladite partie de terrain étant située à une distance de 67 pieds de la ligne de division sud-est du lot 241-9. Ladite partie du lot 242-10, mesurant 45.85 pieds de largeur par 160 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-ouest, par l'avenue Victoria; d'un côté vers le nord-ouest, par une partie du lot 242-10 faisant partie de la rue Third; à l'arrière vers le nord-est, par une partie du lot 241-10 et de l'autre côté par une autre partie dudit lot 242-10 vers le sud-est. La ligne de division nord-ouest de ladite partie de terrain étant située à une distance de 67 pieds de la ligne de division sud-est du lot 242-9.

14. Propriétaire: Elite Investment (Qué.). Lot No 320-5.

15. Propriétaire: Two-Sixty Corporation. Lot No. 320-34.

Les immeubles susdits sont tous des plans et livres de renvoi officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans le territoire de la Ville de Greenfield Park.

Toutes les mesures données sont de mesure anglaise, plus ou moins.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

No. 238-891-2; in the rear to the southwest, by part of lot 239-84 and on the other side to the northwest by lot 238-891-5.

8. Owner: Mr. S. Kleta. Lot No. 238-1024 with buildings thereon erected bearing civic numbers 299 and 301 Vivian Street.

9. Owner: Mr. Camille Grothé. Part of lot 239-68, measuring 45 feet wide by 174 feet deep and bounded as follows: in front to the north-east, by Fairfield Avenue (239-73); on both sides to the southeast and to the northwest, by other parts of said lot 239-68; in the rear to the southwest, by part of lot 239-30; the northwest dividing line of said part of lot being at a distance of 45 feet from the southeast dividing line of lot 239-67-9.

10. Owner: Mr. Gustave Mombearls. Part of lot 239-68, measuring said part of lot 90 feet wide by 174 feet in depth and bounded as follows: in front to the northeast by Fairfield Avenue (239-73); on both sides to the southeast and to the northwest, by other parts of said lot 239-68; in the rear to the southwest, by part of lot 239-30; the southeast dividing line of said part of lot being at a distance of 32 feet from the northwest dividing lines of lot 239-195 and part of lot 239-69.

11. Owner: Mr. Anthony Hevesy. Lots Nos. 239-183, 184, 185 and 186.

12. Owner: Mr. B. D. Rosenberg. Part of lot No. 241-41, measuring said part of lot 60 feet wide by 192 feet deep and bounded as follows: to the southwest, by Murray Avenue (241-23); on one side to the southeast, by lots 241-41-7 and 241-41-1, on the other side to the northwest, by lots 241-40-4 and 241-40-5 and to the northeast, by Queen Street (241-836).

13. Owner: Mr. William MacPherson. Parts of lots 241-10 and 242-10; the said part of lot 241-10 measuring 16 feet in width by 41.52 in depth and bounded as follows: in front to the northwest, by Third Street; on one side to the northeast and in the rear to the southeast, by other parts of said lot 241-10 and on the other side to the southwest, by part of lot 242-10. The northwest or front line of said parcel of land being situated at a distance of 67 feet from the southeast dividing line of lot 241-9. The said part of lot 242-10, measuring 45.85 feet wide by 160 feet deep and bounded as follows: in front to the southwest, by Victoria Avenue; on one side to the northwest, by part of the said lot 242-10 being part of Third Street; in the rear to the northeast, by part of lot 241-10 and on the other side to the southeast, by another part of said lot 242-10. The northwest side line of said part of lot being situated at a distance of 67 feet from the southeast dividing line of lot 242-9.

14. Owner: Elite Investment (Que.). Lot No. 320-5.

15. Owner: Two-Sixty Corporation. Lot No. 320-34.

The above immovables are all of the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil and situated in the Town of Greenfield Park.

All the measures given are of English measure, more or less.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Donné dans la Ville de Greenfield Park, ce cinquième jour du mois de mars mil neuf cent soixante-dix (1970).
Le greffier,
 33789-13-2-o J.-RAYMOND DUMAS.

Given in the Town of Greenfield Park, this fifth day of March, one thousand nine hundred and seventy (1970). J.-RAYMOND DUMAS,
 33789-13-2-o *Town Clerk.*

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Terris
 District de Beauharnois
 Cour Supérieure, { **THE LONDON & EDIN-
 No 9692. BURGHS INSURANCE
 COMPANY,** corporation lé-
 galement constituée et corps doué de la personna-
 lité civile et politique avec siège social dans les
 ville et district de Montréal, demanderesse,
contre THÉOPHILE PRIMEAU, résidant et
 domicilié à Aubrey, district de Beauharnois,
 défendeur.

De Terris
 District of Beauharnois
 Superior Court, { **THE LONDON & EDIN-
 No. 9692. BURGHS INSURANCE
 COMPANY,** a corporation
 legally incorporated endowed with a legal and
 political status, having its head office in the city
 and district of Montreal, plaintiff, *against* THÉO-
 PHILE PRIMEAU, residing and domiciled at
 Aubrey, district of Beauharnois, defendant.

« Un emplacement sis et situé en la paroisse de St-Jean Chrysostome, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (Pt. 485) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean Chrysostome (Division d'enregistrement de Châteauguay); contenant ladite partie neuf arpents en superficie et bornée comme suit: au sud, par le chemin public; au nord, par les terres de la paroisse du Très Saint Sacrement de Howick; à l'est, par une autre partie du lot No 485 suslit cadastre étant la propriété de M. Zénophile Primeau ou représentants; à l'ouest, par une autre partie dudit lot No 485 étant la propriété de M. Louis Primeau ou représentants.

« An emplacement being and situated in the parish of St-Jean Chrysostome, known and designated as being a part of original lot number four hundred and eighty-five (P. 485) on the official plan and book of reference of the parish of St-Jean Chrysostome (registration division of Châteauguay); the said part containing nine arpents in area and bounded as follows: on the south by the public road; on the north by the lands of the parish of Très Saint Sacrement of Howick; on the east by another part of lot No. 485 of the aforesaid cadastre being the property of Mr. Zénophile Primeau or representatives; on the west, by another part of said lot No. 485 being the property of Mr. Louis Primeau or representatives.

Avec la bâtisse y érigée et tel que le tout se trouve présentement. »

With the building erected thereon and as the whole is presently found. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Ste-Martine, le SIXIÈME jour de MAI 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the registry office of the division of Châteauguay, at Ste-Martine, on the SIXTH day of MAY, 1970, at TEN o'clock in the morning.

Le shérif adjoint,
 Salaberry de Valleyfield, J. LUCIEN PRIMEAU.
 ce 25 mars 1970. 33940-o

J. LUCIEN PRIMEAU,
 Salaberry de Valleyfield, *Assistant Sheriff.*
 March 25, 1970. 33940

HULL

HULL

Canada — Province de Québec
 District d'Arthabaska
 Cour Provinciale, { **DAVELUYVILLE FUR-
 No 6404. NITURE LTÉE,** cor-
 poration légalement consti-
 tuée, ayant son siège social à Daveluyville,
 demanderesse; *vs* MARCEL OSBORNE, faisant
 affaires sous la raison sociale de Osborne Furni-
 ture, à Gatineau, Plaza, Gatineau, P.Q., défen-
 deur.

Canada — Province of Québec
 District of Arthabaska
 Provincial Court, { **DAVELUYVILLE FUR-
 No. 6404. NITURE LTÉE,** cor-
 poration legally incorporated,
 having its head office at Daveluyville, plaintiff;
versus MARCEL OSBORNE, carrying on busi-
 ness under the trade-name of Osborne Furniture,
 in Gatineau, Plaza, Gatineau, P.Q., defendant.

« Le lot deux cent cinquante et un de la subdivi-
 sion officielle du lot vingt et un, b, (21b-251)
 du premier rang aux plan et livre de renvoi
 officiels du canton de Templeton ».

« Lot two hundred and fifty-one of the official
 subdivision of lot twenty-one b (21b-251) of the
 first range on the official plan and book of refer-
 ence of the township of Templeton. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull, le SIXIÈME jour du mois de MAI, 1970, à DEUX heures de l'après-midi.
Le shérif adjoint intérimaire,
 Bureau du Shérif, JEAN-GUY ROCHON.
 District de Hull, ce 24 mars, 1970. 33941-o

To be sold at the registry office of the division of Hull, at Hull, on the SIXTH day of the month of MAY, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.
 JEAN-GUY ROCHON,
 Sheriff's Office, *Acting Assistant Sheriff.*
 District of Hull, March 24, 1970. 33941

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Provinciale, { **COUVREUR VERDUN**
No 3289. { **INC.**, corporation léga-

lement constituée en vertu de la Loi et ayant sa principale place d'affaires au 4820, de la rue Edna à Verdun, district de Montréal, demanderesse, contre ISIDORE GOSSELIN et LAZARE GOSSELIN, tous deux faisant affaire au 28, Plateau Vincent à Repentigny, district de Joliette, sous le nom et raison sociale de Louis Inc., défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Plateau Vincent, numéro 28, dans la ville de Repentigny, connu et désigné comme étant la subdivision numéro 41 du lot originaire numéro cent quatre (104) — (104-41), aux plans et livres de renvoi de la paroisse de Repentigny; mesurant quarante pieds (40') de largeur par cent pieds (100') de profondeur avec la bâtisses dessus y érigée. »

Pour être vendu à la division d'enregistrement de l'Assomption, à l'Assomption, MARDI, CINQUIÈME jour de MAI 1970, à NEUF heures de l'avant-midi.

Le shérif, JEAN-MARC MARION.
Bureau du shérif, Joliette, ce 16 mars 1970. 33917-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { **PAULINE BÉLAND**,
No 754,014. { secrétaire, fille majeure

et usant de ses droits, domiciliée et demeurant dans les cité et district de Montréal, au 1010 de la rue Cherrier, App. 1105, demanderesse; vs GÉRARD PINEAULT, domicilié et demeurant dans les cité et district de Montréal, au 2690 est Boul. St-Joseph, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot huit cent dix-huit (ptie 818) de la paroisse de Ste-Julienne, de forme irrégulière bornée au nord-est, au sud-est et au au sud-ouest par une autre partie du lot 818 et enfin au nord-ouest par une autre partie 818 (aujourd'hui le lac Maurice) mesurant cent huit pieds et huit dixièmes de pied (108.8') au nord-est, quatre-vingt-dix pieds et un dixième de pied (90.1') et six pieds et six dixièmes de pied (6.6') au sud-est, cent douze pieds (112') au sud-ouest; contenant en superficie dix mille quatre cent cinquante pieds carrés (10,450 p.c) mesure anglaise et plus ou moins.

Le coin sud de la parcelle ci-haut décrite est situé à cent vingt pieds et sept dixièmes de pied (120.7') de la ligne séparative des lots 818 et 809 et à quatre cent quatre-vingt-cinq pieds et quatre dixièmes de pied (485.4') du coin nord-est du lot 818.

Avec bâtisses. Avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, sur tout terrain non indiqué comme lot sur ledit plan, et avec droit à la plage. »

Pour être vendu à la division d'enregistrement de Montcalm, à Ste-Julienne, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MAI 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif, JEAN-MARC MARION.
Bureau du Shérif, Joliette, ce 25 mars 1970. 33942-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Provincial Court, { **COUVREUR VERDUN**
No. 3289. { **INC.**, a corporation leg-

ally incorporated under the law and having its principal place of business at 4820 Edna Street, in Verdun, district of Montreal, plaintiff, against ISIDORE GOSSELIN and LAZARE GOSSELIN, both carrying on business at 28 Plateau Vincent, in Repentigny, district of Joliette, under the name and style of Louis Inc., defendants.

“An emplacement fronting on Plateau Vincent Street, number 28, in the town of Repentigny, known and designated as being subdivision number 41 of original lot one hundred and four (104) — (104-41), on the official plans and books of reference of the parish of Repentigny; measuring forty feet (40') in width by one hundred feet (100') in depth with the building erected thereon.”

To be sold at the registration division of L'Assomption, at L'Assomption, on TUESDAY, the FIFTH day of MAY, 1970, at NINE o'clock in the morning.

JEAN-MARC MARION, Sheriff's Office, Joliette, March 16, 1970. Sheriff. 33917

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Superior Court, { **PAULINE BÉLAND**,
No. 754,014. { secretary, spinster of the

full age of majority and acting in her own right, domiciled and residing in the city and district of Montreal, at 1010 Cherrier Street, Apt. 1105, plaintiff, vs GÉRARD PINEAULT, domiciled and residing in the city and district of Montreal, at 2690 Saint-Joseph Boulevard East, defendant.

“An emplacement known and designated as being a part of lot eight hundred and eighteen (P. 818) of the parish of Sainte-Julienne, of irregular figure, bounded on the northeast, on the southeast and on the southwest by another part of lot 818, and finally on the northwest by another part of 818 (now Lac Maurice) measuring one hundred and eight feet and eight tenths of a foot (108.8') on the northeast, ninety feet and one tenth of a foot (90.1') and six feet and six tenths of a foot (6.6') on the southeast, one hundred and twelve feet (112') on the southwest; containing an area of ten thousand four hundred and fifty square feet (10,450 sq. ft.) English measure and more or less.

The south corner of the above described parcel of land is situated at one hundred and twenty feet and seven tenths of a foot (120.7') from the line dividing lot 818 from 809 and at four hundred and eighty-five feet and four tenths of a foot (485.4') from the northeast corner of lot 818.

With buildings. With a right of way in common with all others having a right thereto, on any land not indicated as lot on the said plan and with a right to the beach.”

To be sold at the Montcalm Registry Division, at Sainte-Julienne, THURSDAY, the FOURTEENTH day of MAY, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION, Sheriff's Office, Joliette, March 25, 1970. Sheriff. 33942

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { LA CAISSE POPULAIRE
No 772,545. { DE SAINT-GRÉGOI-
RE LE GRAND, corporation
légalement constituée en vertu de la Loi des
Syndicats Coopératifs du Québec, ayant sa
principale place d'affaires au 7696, avenue Papi-
neau, à Montréal, district de Montréal, deman-
deresse, contre JEAN-CHARLES LAFLEUR,
résidant et domicilié au 5814 rue Cartier à
Montréal, district de Montréal, défendeur.

« a) Le lot numéro huit cent soixante-dix-
sept, subdivision vingt-trois (877-23), tel que
porté au livre de renvoi officiel pour la paroisse de
Ste-Julienne.

Ce lot de figure irrégulière, borné au nord par le
lot No 877-22, au nord-est par le lot No 876-30,
au sud par le lot 877-24, à l'ouest par une partie
du lot 877-4 (rue), mesurant dans sa ligne nord
trente-neuf pieds et vingt-quatre centièmes de
pied (39.24') dans sa ligne nord-est cent vingt-
trois pieds et neuf centièmes de pied (123.09'),
dans sa ligne sud quatre-vingt-neuf pieds et dix-
neuf centièmes de pied (89.19') dans sa ligne ouest
cent douze pieds et cinq dixièmes de pied (112.5')
contenant une superficie de sept mille deux cent
vingt-quatre pieds carrés. Mesure anglaise
(7,224.0').

b) Le lot huit cent soixante-seize, subdivision
trente (876-30), du livre de renvoi officiel pour la
paroisse de Ste-Julienne. Lot de figure irrégulière,
borné au nord par le lot No 876-29 et une partie
du lot No 876, à l'est et au sud et autre ligne est
par une partie du lot No 876, au sud par le lot
No 876-26, au sud-ouest par le lot 877-23,
mesurant dans sa ligne nord, cent soixante pieds
et soixante-seize centièmes de pied (160.76')
dans sa ligne est soixante-deux pieds et cinq
dixièmes de pied (62.5') dans sa ligne sud cent
pieds (100.0') dans sa ligne est cinquante pieds
(50.0'), dans sa ligne sud dix pieds et quatre-
vingt un centièmes de pied (10.81') dans sa ligne
sud-ouest cent vingt-trois pieds et neuf centièmes
de pied (123.09'). Contenant une superficie de
dix mille deux cent soixante-seize pieds carrés.
Mesure anglaise (10,276.0'). Ainsi que sur les
bâtisses érigées sur lesdits lots plus haut décrits. »

Pour être vendus à la division d'enregistrement
de Montcalm, à Ste-Julienne, MARDI, le
DOUZIÈME jour de MAI 1970, à ONZE heures
de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
JEAN-MARC MARION. Joliette, ce 24 mars 1970. 33943-0

ROUYN — NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { BEAVER LUMBER (QUÉ-
No. 10,889. { BEC) LTD., corporation
légalement constituée ayant
une place d'affaires à Rouyn, district de Rouyn-
Noranda, demandeur, vs JOSEPH L. PICHÉT-
TE, domicilié à 280 rue Gagné, à Rouyn, dé-
fendeur.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montreal

Superior Court, { LA CAISSE POPULAIRE
No. 772,545. { DE SAINT-GRÉGOI-
RE LE GRAND, a corpora-
tion legally incorporated under the Québec
Cooperative Syndicates Act, having its principal
place of business at 7696 Papineau Avenue,
Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs
JEAN-CHARLES LAFLEUR, residing and
domiciled at 5814 Cartier Street, Montreal, dis-
trict of Montreal, defendant.

“(a) Lot number eight hundred and seventy-
seven, subdivision twenty-three (877-23), as
found in the official book of reference for the
parish of Ste-Julienne.

This lot of an irregular figure, bounded on the
north by lot No. 877-22, on the northeast by lot
No. 876-30, on the south by lot 877-24, on the
west by a part of lot 877-4 (street), measuring
on its north line thirty-nine feet and twenty-
four hundredths of a foot (39.24') on its northeast
line one hundred and twenty-three feet and nine
hundredths of a foot (123.09'), on its south line
eighty-nine feet and nineteen hundredths of a
foot (89.19') on its west line one hundred and
twelve feet and five tenths of a foot (112.5')
containing an area of seven thousand two hun-
dred and twenty-four square feet. English
measure (7,224.0').

(b) Lot number eight hundred and seventy-six,
subdivision thirty (876-30), of the official book
of reference for the parish of Ste-Julienne. A lot
of an irregular figure, bounded on the north by
lot No. 876-29 and a part of lot No. 876, on the
east and south and another east line by a part of
lot No. 876, on the south by lot No. 876-26,
and on the southwest by lot 877-23, measuring on
its north line, one hundred and sixty feet and
seventy-six hundredths of a foot (160.76') on its
east line sixty-two feet and five tenths of a foot
(62.5') on its south line one hundred feet (100.0')
on its east line fifty feet (50.0'), on its south line
ten feet and eighty-one hundredths of a foot
(10.81') on its southwest line one hundred and
twenty-three feet and nine hundredths of a foot
(123.09'). Containing an area of ten thousand
two hundred and seventy-six square feet. English
measure (10,276.0'). As well as on the buildings
erected on the said lots hereabove described.”

To be sold at the registration division of
Montcalm, at Ste-Julienne, on TUESDAY, the
TWELFTH day of MAY, 1970, at ELEVEN
o'clock in the morning.

Sheriff's Office, JEAN-MARC MARION,
Joliette, March 24, 1970. Sheriff. 33943

ROUYN — NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { BEAVER LUMBER (QUÉ-
No: 10,889. { BEC) LTD., corporation
legally constituted, having a
place of business at Rouyn, district of Rouyn-
Noranda; plaintiff, vs JOSEPH L. PICHETTE,
domiciled at 280 Gagné St., Rouyn, Québec
defendant.

« Le lot numéro 71, du bloc deux cent un (201) du cadastre officiel pour la ville de Rouyn, canton de Rouyn, avec bâtisses et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du registraire au Palais de Justice à Rouyn, P.Q. district de Rouyn-Noranda, le ONZIÈME jour de MAI 1970 à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
EDMOND MARCHAND.
Bureau du shérif, 26 mars 1970. 33944-0

"Lot number 71, bloc two hundred and one (201) of the official cadastre for the town of Rouyn, Rouyn Township, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registrar's Office, Court House, Rouyn, Qué., district of Rouyn-Noranda, the ELEVENTH day of MAY, 1970 at THREE o'clock in the afternoon.

EDMOND MARCHAND,
Associate Sheriff.
Sheriff's Office, March 26, 1970. 33944-0

SAINT — FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District of Saint-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No. 33,166. { **THÉO LANGLOIS LTD.**, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires en la cité de Magog, district de St-François, demandeur, *vs* **ROGER MÉTIVIER**, résidant en la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement formant partie du lot trois « C » du rang quatorze du canton de Magog, autrefois Hatley, maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante (50) sur le plan de subdivision du lot numéro trois « C » (3-C) du rang quatorze (14) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Magog, autrefois Hatley; le tout avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MARDI, le CINQUIÈME jour de MAI 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 23 mars 1970. 33918-0

SAINT — FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District of Saint-François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 33,166. { **THÉO LANGLOIS LTD.**, body legally incorporated, having a place of business in the city of Magog, district of St-François, plaintiff, *vs* **ROGER MÉTIVIER**, residing in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

"A certain emplacement forming part of lot three "C" on range fourteen in the township of Magog, formerly Hatley, now known and designated as being lot number fifty (50) on the subdivision plan of lot number three "C" (3-C) on range fourteen (14) on the official plan and in the book of reference for the township of Magog, formerly Hatley; the whole with the buildings constructed thereon."

To be sold in the registry office at Stanstead Plain, TUESDAY, the FIFTH day of MAY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, March 23, 1970. 33918

SAINT — HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 19,103. { **DAME CLAUDETTE VIENS**, épouse séparée de biens de Léo Ouimet, domiciliée à Rougemont, district de St-Hyacinthe, demanderesse, *vs* **DORILE TURGEON**, domicilié à Rougemont, district de St-Hyacinthe, défendeur et **LE REGISTRATEUR** du bureau d'enregistrement de la division du comté de Rouville, mis en cause.

« Un terrain situé en la paroisse de St-Michel de Rouville, mesurant trois quart d'arpent de largeur par mille six cent six pieds anglais de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot numéro sept cent trente-six (P. 736) connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Césaire, et borné en front, par le chemin public; en profondeur par une autre partie dudit lot numéro sept cent trente-six (P. 736) appartenant à Georges Noiseux; d'un côté au nord, par les terres du cadastre de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, et de l'autre côté au sud, par la partie du même lot numéro sept cent trente-six (P. 736) appartenant

Canada — Province of Québec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 19,103. { **DAME CLAUDETTE VIENS**, wife separate as to property of Léo Ouimet, domiciled at Rougemont, district of St-Hyacinthe, plaintiff, *versus* **DORILE TURGEON**, domiciled at Rougemont, district of St-Hyacinthe, defendant, and **THE REGISTRAR** of the registry office of the division of the county of Rouville, mis en cause.

"A piece of land situated in the parish of St-Michel de Rouville, measuring three quarters of an arpent in width by one thousand six hundred and six English feet in depth, more or less, being part of lot number seven hundred and thirty-six (P. 736) known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Césaire, and bounded in front by the public road, in depth by another part of the said lot number seven hundred and thirty-six (P. 736) belonging to Georges Noiseux, on one side on the north by the lands of the cadastre of the parish of St-Jean-Baptiste de Rouville, and on the other side on the south by the part of the

à Léopold Guertin ou représentants. Avec toutes les constructions y érigées.

Moins et à distraire cependant de ce terrain les parties suivantes: (1) Le terrain mesurant environ trois quart d'arpent en superficie et appartenant à G. Beaulieu ou représentants; (2) Le terrain appartenant à Andrew Rusnak suivant acte enregistré à Rouville sous le numéro 81577.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Rouville, à Marieville, comté de Rouville, P.Q., MERCREDI après-midi, à DEUX heures p.m., le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI 1970.

Le shérif intérimaire,
Me LIONEL LEBLANC.

Bureau du Shérif,
33945-0

same lot number seven hundred and thirty-six (P. 736) belonging to Léopold Guertin or representatives. With all the buildings thereon erected.

Less and to be withdrawn however from the said land the following parts: (1) the piece of land measuring about three quarters of an arpent in area and belonging to G. Beaulieu or representatives; (2) the piece of land belonging to Andrew Rusnak as per deed registered at Rouville under number 81577.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable.”

To be sold at the registry office of the division of Rouville, at Marieville, county of Rouville, P.Q., WEDNESDAY afternoon, at TWO o'clock p.m., the TWENTY-SEVENTH day of MAY, 1970.

Me LIONEL LEBLANC,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
33945

Avis divers

Nombre total des électeurs inscrits sur les listes électorales par les énumérateurs

District électoral	Nombre d'électeurs
Abitibi-Est	42,068
Abitibi-Ouest	15,448
Ahuntsic	42,941
Argenteuil	19,121
Arthabaska	30,237
Bagot	13,732
Beauce	36,327
Beauharnois	32,056
Bellechasse	14,138
Berthier	16,621
Bonaventure	23,465
Bourassa	59,372
Bourget	45,267
Brome	8,474
Chambly	51,140
Champlain	32,544
Charlevoix	18,383
Châteauguay	28,259
Chauveau	57,658
Chicoutimi	26,515
Compton	13,085
D'Arcy McGee	46,921
Deux-Montagnes	25,393
Dorchester	21,860
Dorion	36,271
Drummond	38,049
Dubuc	27,455
Duplessis	21,080
Fabre	55,502
Frontenac	16,218
Gaspé-Nord	13,065
Gaspé-Sud	20,183
Gatineau	36,342
Gouin	43,828
Hull	34,025
Huntingdon	9,422
Iberville	11,377
Iles-de-la-Madeleine	7,048
Jacques-Cartier	43,886
Jeanne-Mance	52,492
Jean-Talon	36,198
Joliette	30,752
Jonquière	33,941
Kamouraska	16,342

Miscellaneous Notices

Total number of electors entered on the electoral lists by the enumerators

Electoral district	Number of electors
Abitibi-East	42,068
Abitibi-West	15,448
Ahuntsic	42,941
Argenteuil	19,121
Arthabaska	30,237
Bagot	13,732
Beauce	36,327
Beauharnois	32,056
Bellechasse	14,138
Berthier	16,621
Bonaventure	23,465
Bourassa	59,372
Bourget	45,267
Brome	8,474
Chambly	51,140
Champlain	32,544
Charlevoix	18,383
Châteauguay	28,259
Chauveau	57,658
Chicoutimi	26,515
Compton	13,085
D'Arcy McGee	46,921
Two Mountains	25,393
Dorchester	21,860
Dorion	36,271
Drummond	38,049
Dubuc	27,455
Duplessis	21,080
Fabre	55,502
Frontenac	16,218
Gaspé-North	13,065
Gaspé-South	20,183
Gatineau	36,342
Gouin	43,828
Hull	34,025
Huntingdon	9,422
Iberville	11,377
Magdalen Islands	7,048
Jacques-Cartier	43,886
Jeanne-Mance	52,492
Jean-Talon	36,198
Joliette	30,752
Jonquière	33,941
Kamouraska	16,342

Labelle	15,887	Labelle	15,887
Lac-Saint-Jean	26,395	Lac-Saint-Jean	26,395
Lafontaine	53,024	Lafontaine	53,024
L'Assomption	32,324	L'Assomption	32,324
Laurier	42,217	Laurier	42,217
Laval	52,388	Laval	52,388
Lavolette	29,230	Lavolette	29,230
Lévis	38,330	Lévis	38,330
Limoilou	45,596	Limoilou	45,596
L'Islet	13,600	L'Islet	13,600
Lotbinière	15,594	Lotbinière	15,594
Louis-Hébert	51,658	Louis-Hébert	51,658
Maisonneuve	46,039	Maisonneuve	46,039
Marguerite-Bourgeois	48,836	Marguerite-Bourgeois	48,836
Maskinongé	13,222	Maskinongé	13,222
Matane	24,845	Matane	24,845
Matapédia	15,669	Matapédia	15,669
Mégantic	33,434	Mégantic	33,434
Mercier	41,250	Mercier	41,250
Missisquoi	19,929	Missisquoi	19,929
Montcalm	12,451	Montcalm	12,451
Montmagny	16,026	Montmagny	16,026
Montmorency	34,473	Montmorency	34,473
Napierville-Laprairie	36,911	Napierville-Laprairie	36,911
Nicolet	18,396	Nicolet	18,396
Notre-Dame-de-Grâce	41,970	Notre-Dame-de-Grâce	41,970
Olier	53,802	Olier	53,802
Outremont	39,023	Outremont	39,023
Papineau	34,331	Papineau	34,331
Pontiac	11,968	Pontiac	11,968
Portneuf	35,166	Portneuf	35,166
Richelieu	32,505	Richelieu	32,505
Richmond	24,131	Richmond	24,131
Rimouski	32,309	Rimouski	32,309
Rivière-du-Loup	23,991	Rivière-du-Loup	23,991
Robert Baldwin	59,729	Robert Baldwin	59,729
Roberval	31,104	Roberval	31,104
Rouville	18,141	Rouville	18,141
Rouyn-Noranda	20,740	Rouyn-Noranda	20,740
Saguenay	33,608	Saguenay	33,608
Sainte-Anne	26,116	Sainte-Anne	26,116
Sainte-Marie	34,504	Sainte-Marie	34,504
Saint-Henri	38,775	Saint-Henri	38,775
Saint-Hyacinthe	32,318	Saint-Hyacinthe	32,318
Saint-Jacques	30,988	Saint-Jacques	30,988
Saint-Jean	25,975	St. John's	25,975
Saint-Laurent	53,455	Saint-Laurent	53,455
Saint-Louis	26,819	Saint-Louis	26,819
Saint-Maurice	37,669	St. Maurice	37,669
Saint-Sauveur	35,972	Saint-Sauveur	35,972
Shefford	36,266	Shefford	36,266
Sherbrooke	62,713	Sherbrooke	62,713
Stanstead	21,724	Stanstead	21,724
Taillon	48,050	Taillon	48,050
Témiscamingue	10,095	Témiscamingue	10,095
Témiscouata	13,177	Témiscouata	13,177
Terrebonne	77,528	Terrebonne	77,528
Trois-Rivières	40,012	Trois-Rivières	40,012
Vaudreuil-Soulanges	27,792	Vaudreuil-Soulanges	27,792
Verchères	32,486	Verchères	32,486
Verdun	47,477	Verdun	47,477
Westmount	44,501	Westmount	44,501
Wolfe	9,512	Wolfe	9,512
Yamaska	9,443	Yamaska	9,443
	<hr/>		<hr/>
	3,398,110		3,398,110

Je certifie que le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales par les énumérateurs est de 3,398,110.

Québec, le 1er avril 1970.

Le président général des élections,

33952-0

FRANÇOIS DROUIN, C.R.

I hereby certify that the number of electors entered on the electoral lists by the enumerators is 3,398,110.

Québec, April 1st, 1970.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.
Chief Returning-Officer.

33952-0

Arrêté en Conseil

Order in Council

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 1222

Number 1222

Québec, le 18 mars 1970.

Québec, March 18, 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Dress Industry in the province of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Dress Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 3519 of September 24, 1940, and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 29 novembre 1969;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of November 29, 1969;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

1° L'article II est remplacé par le suivant:

1. Section II is replaced by the following:

« II. *Champ d'application territorial*: Le champ d'application du présent décret comprend tout le Québec qui est, aux fins du présent décret, divisé en deux (2) zones:

«II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises all of Québec which, for the purpose of this decree, is divided into two (2) zones:

Zone I: L'Île de Montréal et tout le territoire compris dans un périmètre de quarante (40) milles de ses limites.

Zone I: The Island of Montreal and all the territory within a perimeter of forty (40) miles from its limits.

Zone II: Le reste du Québec.

Zone II: The remainder of Québec.

Toutes les dispositions du présent décret s'appliquent à tout le champ d'application territorial défini aux présentes. Toutefois, à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement et par la suite, les taux minimaux de salaires apparaissant aux articles VIII et X, seront, dans la zone II, inférieurs de cinq pour cent (5%) à ceux fixés pour la zone I.»

All the provisions of the present decree apply to the entire territorial jurisdiction, as defined herein. However, from the coming into force of the present amendment and thereafter the minimum wage rates stipulated in Sections VIII and X shall be for Zone II, 5% less than those established for Zone I."

2° L'article VI est remplacé par le suivant:

2. Section VI is replaced by the following:

« VI. *Durée du travail*:

«VI. *Working hours*:

a) *Semaine normale de travail jusqu'au 31 juillet 1971*: La semaine normale de travail est de trente-sept heures et demie (37½) réparties sur cinq (5) jours de travail, du lundi au vendredi inclusivement, entre 8 h et 16 h 30, avec une interruption d'une (1) heure entre midi et 13 h pour le repas du midi.

(a) *Standard workweek until July 31, 1971*:

La majoration pour les heures supplémentaires s'applique après trente-sept heures et demie (37½) de travail pour tous les salariés, sous réserve des dispositions relatives au travail supplémentaire.

A standard week's work shall consist of 37½ hours divided into five (5) working days, Monday through Friday, from 8:00 a.m. to 4:30 p.m. with an interval of one (1) hour for lunch from 12:00 o'clock (noon) until 1:00 p.m.

b) *Semaine normale de travail à compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972*: À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972, la semaine normale de travail sera de trente-six (36) heures réparties sur cinq (5) jours de travail, comme suit:

Overtime rates for all employees shall begin after 37½ hours of work, subject to the provisions herein contained relating to overtime.

(b) *Standard workweek from August 1, 1971 until May 31, 1972*: From August 1, 1971 until May 31, 1972, a regular week's work shall consist of 36 hours divided into five (5) working days, as follows:

i. lundi et mardi: de 8 h à 16 h 30.

i. Monday and Tuesday 8:00 a.m. to 4:30 p.m.

ii. mercredi, jeudi et vendredi: de 8 h à 16 h, avec une interruption d'une (1) heure entre midi et 13 h pour le repas du midi.

Les salariés rémunérés sur une base de temps recevront la même rémunération pour trente-six (36) heures de travail que s'ils avaient travaillé trente-sept heures et demie (37½).

La majoration pour les heures supplémentaires s'applique après trente-six (36) heures de travail pour tous les salariés, sous réserve des dispositions relatives au travail supplémentaire.

c) *Semaine normale de travail à compter du 1er juin 1972*: À compter du 1er juin 1972 et par la suite, la semaine normale de travail sera de trente-cinq (35) heures réparties sur cinq (5) jours de travail, entre 8 h et 16 h, avec une interruption d'une (1) heure entre midi et 13 h pour le repas du midi.

Les salariés rémunérés sur une base de temps recevront la même rémunération pour trente-cinq (35) heures de travail que s'ils avaient travaillé trente-six (36) heures.

La majoration pour les heures supplémentaires s'applique après trente-cinq (35) heures de travail pour tous les salariés, sous réserve des dispositions relatives au travail supplémentaire.

Période de repos: Le matin et l'après-midi, tout salarié régi par le présent décret doit cesser de travailler pour une période de dix (10) minutes de repos, sans perte de salaires. Lesdites périodes de repos doivent être prises à un moment convenable au milieu de la matinée et de l'après-midi.

À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972, tout salarié régi par le présent décret doit cesser de travailler le matin et l'après-midi, sans perte de salaires, comme suit:

i. le lundi et le mardi: pour une période de repos de dix (10) minutes le matin et l'après-midi;

ii. le mercredi, le jeudi et le vendredi: pour une période de repos de quinze (15) minutes le matin seulement. Cette période de repos sera prise à un moment convenable au milieu de la matinée.

À compter du 1er juin 1972 et par la suite, le matin, tout salarié régi par le présent décret doit cesser de travailler pour une période de quinze (15) minutes de repos, sans perte de salaire. Ladite période de repos doit être prise à un moment convenable au milieu de la matinée.

Disposition générale: Dans tous les cas, tout travail exécuté en dehors des heures normales énumérées ci-haut est réputé être du travail supplémentaire.

d) *Travail à la pièce*: Le travail à la pièce dont il est question aux présentes comprend tout travail exécuté à un taux unitaire ou à un prix à la pièce pour une ou plusieurs des opérations faites sur des produits assujettis aux dispositions du présent décret.

La « rémunération intégrale » qui doit être versée à chaque salarié travaillant à la pièce appelé aux présentes « travailleur à la pièce » comprend:

i. le taux unitaire ou le prix à la pièce pour chaque opération, multiplié par le nombre d'unités ou de pièces terminées, auquel doit s'ajouter:

ii. le boni de vie chère pour chaque heure normale de travail, ou partie d'icelle, auquel doit s'ajouter:

iii. la majoration pour les heures supplémentaires, définie ci-dessous, à laquelle doit s'ajouter:

iv. le boni de vie chère pour toute heure de travail supplémentaire ou partie d'icelle, majoré de cinquante pour cent (50%).

ii. Wednesday, Thursday and Friday 8:00 a.m. to 4:00 p.m. with an interval of one (1) hour for lunch from 12:00 o'clock (noon) until 1:00 p.m.

Time workers shall receive for 36 hours' work the same remuneration as was previously received for 37½ hours' work.

Overtime rates for all employees shall begin after 36 hours of work, subject to the provisions herein contained relating to overtime.

(c) *Standard workweek beginning June 1, 1972*: From June 1, 1972 and thereafter, a week's work shall consist of 35 hours divided into five (5) working days, from 8:00 a.m. to 4:00 p.m. with an interval of one (1) hour for lunch from 12:00 o'clock (noon) until 1:00 p.m.

Time workers shall receive for 35 hours' work the same remuneration as was previously received for 36 hours' work.

Overtime rates for all employees shall begin after 35 hours of work, subject to the provisions herein contained relating to overtime.

Rest period: During each morning and each afternoon all work in the factory by employees governed by the present decree shall cease without pay deduction for a ten-minute rest period. Such rest periods shall be fixed at a suitable time during the middle of the morning and afternoon.

From August 1, 1971 until May 31, 1972 during each morning and each afternoon, all work in the factory by employees governed by the present decree shall cease without pay deduction as follows:

i. Monday and Tuesday: for a ten-minute rest period in the morning and afternoon.

ii. Wednesday, Thursday and Friday: for a fifteen minute rest period in the morning only. Such rest period shall be fixed at a suitable time during the middle of the morning.

From June 1, 1972 and thereafter during each morning, all work in the factory by employees governed by the present decree shall cease without pay deduction for a fifteen-minute rest period, to be fixed at a suitable time during the middle of the morning.

General provision: In all cases, all work performed outside the aforesaid hours shall be considered as overtime.

(d) *Piece-work*: Piece-work as herein referred to shall include all work performed at a unit rate or piece-work price for one or more operations on products contemplated in the provisions of the present decree.

The "total remuneration" which shall be paid to each worker on piece-work, who is herein referred to as a "piece-worker", shall consist of:

i. the unit rate or piece-work price for each operation multiplied by the number of units or pieces of work performed, to which shall be added:

ii. the cost of living bonus for each regular hour or part thereof worked, to which shall be added:

iii. the overtime premium as hereinafter defined; to which shall be added:

iv. the cost of living bonus for each overtime hour or part thereof worked, increased by 50%.

Prime pour travail supplémentaire: La prime pour travail supplémentaire des travailleurs à la pièce se détermine de la façon suivante:

Pendant une semaine donnée, le taux par unité ou le prix à la pièce doit être multiplié par le nombre d'unités ou de pièces terminées, pour être ensuite divisé par le nombre total d'heures de travail afin de déterminer une moyenne horaire. La prime pour travail supplémentaire pour chaque heure supplémentaire doit être de cinquante pour cent (50%) de ladite moyenne.

e) Heures supplémentaires: Un maximum de huit (8) heures supplémentaires est permis chaque semaine pendant les quatre (4) premiers jours pour autant que ce travail supplémentaire n'exède pas deux (2) heures par jour de travail.

Travail supplémentaire en sus de la semaine normale: Jusqu'au 31 juillet 1971 tout travail supplémentaire exécuté entre 16 h 30 et 17 h 30 en plus de trente-sept heures et demie (37½) par semaine, compte tenu des autres dispositions du présent article, doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%).

À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972 tout travail supplémentaire exécuté le lundi et le mardi entre 16 h 30 et 17 h 30 et le mercredi et le jeudi entre 16 h et 17 h en plus de trente-six (36) heures par semaine, compte tenu des autres dispositions du présent article, doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%).

À compter du 1er juin 1972 et par la suite, tout travail supplémentaire exécuté entre 16 h et 17 h en plus de trente-cinq (35) heures par semaine, compte tenu des autres dispositions du présent article, doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de cinquante pour cent (50%).

Calcul du travail supplémentaire non affecté par les licenciements et les jours fériés: Tout temps perdu par le salarié à cause de licenciements ou de jours fériés déterminés aux présentes doit être ajouté aux heures de travail afin d'établir la semaine normale de travail.

Salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%) pour la deuxième heure consécutive: Nonobstant toute autre disposition aux présentes:

i. Jusqu'au 31 juillet 1971 tout travail exécuté après 17 h 30 doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de cinquante pour cent (50%).

ii. À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972 tout travail supplémentaire exécuté après 17 h 30 le lundi et le mardi et après 17 h le mercredi et le jeudi doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de cinquante pour cent (50%).

iii. À compter du 1er juin 1972 et par la suite tout travail supplémentaire exécuté après 17 h doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de cinquante pour cent (50%).

iv. Sauf pendant la période comprise entre le 1er avril et le 15 juin, les employeurs peuvent déduire des heures supplémentaires des travailleurs à la pièce, tout temps perdu à cause de retard au travail ou d'absence dont le salarié est responsable.

Rémunération pour travail supplémentaire: Le travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%) et doit être calculé comme suit:

Travailleur rémunéré sur une base de temps: Le total des heures de travail supplémentaires exécutées majoré de cinquante pour cent (50%) et multiplié par le taux horaire régulier de salaire.

Travailleur à la pièce: Les travailleurs à la pièce qui exécutent des heures supplémentaires doivent

Overtime premium: The overtime premium for piece-workers shall be determined as follows:

During the relevant current week, the unit rate or piece-work price shall be multiplied by the number of units or pieces of work performed, and thereupon shall be divided by the total hours worked to arrive at an hourly average. The overtime premium for each hour of overtime worked shall consist of 50% of the aforesaid average.

(e) Overtime hours: A total not exceeding eight (8) hours of overtime shall be permitted in each week during the first four (4) working days thereof, provided that such overtime does not exceed two (2) hours in any one working day.

Overtime in excess of the standard workweek: Until July 31, 1971 all overtime worked between 4:30 p.m. and 5:30 p.m. in excess of 37½ hours a week, subject to the other provisions of this section, shall be paid for at the rate of time and one half.

From August 1, 1971 until May 31, 1972 all overtime worked on Monday and Tuesday between 4:30 p.m. and 5:30 p.m. and on Wednesday and Thursday between 4:00 p.m. and 5:00 p.m., in excess of 36 hours per week, subject to the other provisions of this section, shall be paid for at the rate of time and one half.

From June 1, 1972 and thereafter, all overtime worked between 4:00 p.m. and 5:00 p.m. in excess of 35 hours per week, subject to the other provisions of this section, shall be paid for at the rate of time and one half.

Computation of overtime not affected by lay-off and general holidays: All time lost by employees because of lay-off or resulting from the general holidays, as provided in this decree, shall be added to time worked in order to compute the standard work week.

Time and one half pay mandatory for second consecutive hour. Notwithstanding any other provision herein contained:

i. Until July 31, 1971 all overtime worked after 5:30 p.m. shall be paid for at the rate of time and one half.

ii. From August 1, 1971 until May 31, 1972 all overtime worked after 5:30 p.m. on Monday and Tuesday and after 5:00 p.m. on Wednesday and Thursday shall be paid for at the rate of time and one half.

iii. From June 1, 1972 and thereafter all overtime worked after 5:00 p.m. shall be paid for at the rate of time and one half.

iv. Except during the period extending from April 1 to June 15, employers shall have the right to deduct from overtime of piece-workers, all time lost through tardiness or wilful absenteeism.

Payment for overtime: Overtime work shall be remunerated at the rate of time and one half and shall be computed as follows:

For time workers: The total number of overtime hours worked increased by 50% and multiplied by the regular hourly rate.

For piece-workers: Piece-workers who work overtime shall be paid in accordance with the

être rémunérés selon le mode de « rémunération intégrale » définie ci-dessus.

f) Travail interdit:

1. Tout travail est interdit le dimanche.
2. Tout travail est interdit le samedi.
3. Aucun travail ne doit être exécuté avant huit (8) heures.
4. Cependant:

Jusqu'au 31 juillet 1971, tout travail y compris les heures supplémentaires, est interdit dans les cas suivants:

Après 18 h 30 le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi;

Après 16 h 30 le vendredi.

5° De plus, aucun travail ne doit être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi, soit entre midi et 13 h chaque jour ouvrable.

6° À compter du 1^{er} août 1971 jusqu'au 31 mai 1972, tout travail y compris les heures supplémentaires, est interdit dans les cas suivants:

- i. Après 18 h 30 le lundi et le mardi.
- ii. Après 18 h le mercredi et le jeudi.
- iii. Après 16 h le vendredi.

iv. De plus, aucun travail ne doit être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi, soit entre midi et 13 h chaque jour ouvrable.

7. À compter du 1^{er} juin 1972 et par la suite tout travail, y compris les heures supplémentaires, est interdit dans les cas suivants:

- i. Après 18 h le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi.
- ii. Après 16 h le vendredi.

iii. De plus, aucun travail ne doit être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi soit entre midi et 13 h chaque jour ouvrable.

g) Lorsqu'on le lui demande, aucun salarié n'a droit de refuser d'exécuter des heures supplémentaires permises au paragraphe précédent.»

3° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« Article VIII. *Taux minimaux de salaires horaires ou à la pièce:* Les taux minimaux de salaires horaires suivants, qui comprennent le boni de vie chère versé aux travailleurs à la pièce, doivent être payés aux salariés énumérés ci-dessous:

“total remuneration” method as hereinabove defined.

(f) Prohibition to work:

1. All work on Sunday is prohibited.
2. All work on Saturday is prohibited.
3. No work shall be done before 8:00 a.m.

4. However:

Until July 31, 1971, all work, including overtime, is prohibited in the following cases:

After 6:30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

After 4:30 p.m. on Friday.

5. Work is also prohibited during the lunch hour interval which is between twelve (12:00) noon and 1:00 p.m. on each working day.

6. From August 1, 1971 until May 31, 1972 all work including overtime is prohibited in the following cases:

- i. After 6:00 p.m., on Monday and Tuesday.
- ii. After 6:00 p.m. on Wednesday and Thursday.
- iii. After 4:00 p.m. on Friday.

iv. Work is also prohibited during the lunch hour interval which is between twelve (12:00) noon and 1:00 p.m. on each working day.

7. From June 1, 1972 and thereafter all work including overtime is prohibited in the following cases:

- i. After 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.
- ii. After 4:00 p.m. on Friday.

iii. Work is also prohibited during the lunch hour interval which is between twelve (12:00) noon and 1:00 p.m. on each working day.

(g) When required to do so, the employee cannot refuse of his own accord to perform overtime work allowed by the preceding subsection.”

3. Section VIII is superseded by the following:

“Section VIII. *Minimum scale of wages per hour or for piece-work:* The following minimum hourly rates, which include the cost of living bonus paid to piece-workers, shall apply to the employees hereinafter mentioned:

	Jusqu'au 31 juillet 1970		À compter du 1 ^{er} août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971		À compter du 1 ^{er} août 1971	
	Until July 31, 1970		From August 1, 1970 until July 31, 1971		From August 1, 1971	
<i>Métiers — Craft:</i>	Zones		Zones		Zones	
	I	II	I	II	I	II
Couseur à la machine, y compris le travail de section — Operator, including section work	\$1.60	\$1.52	\$1.677	\$1.593	\$1.762	\$1.674
Échantillonneur — Sample maker	1.60	1.52	1.677	1.593	1.762	1.674
Drapeur — Draper	1.553	1.475	1.629	1.547	1.715	1.629
Finisseur — Finisher	1.505	1.43	1.581	1.502	1.658	1.575
Examineur — Examiner	1.505	1.43	1.581	1.502	1.658	1.575
Plieur — Folder	1.353	1.285	1.419	1.348	1.486	1.412
Manoeuvre — General hand	1.353	1.285	1.419	1.348	1.486	1.412
Presseur — Presser (male)	2.591	2.461	2.705	2.57	2.819	2.678
Presseuse — Presser (female)	2.258	2.145	2.372	2.253	2.486	2.362
Aide-presseur ou aide-presseuse — Assistant presser	1.553	1.475	1.629	1.547	1.715	1.629
Coupeur qualifié, classe I — Cutter, Grade I	3.10	2.945	3.258	3.095	3.419	3.249
Coupeur semi-qualifié, classe II — Cutter, Grade II, semi-skilled	2.85	2.708	2.991	2.841	3.143	2.986
Étaleur — Spreader	2.20	2.09	2.34	2.223	2.46	2.337
Couseur (opérateur) — machines spéciales — Special machine operator	1.505	1.43	1.581	1.502	1.658	1.575

Il est interdit d'établir des prix à la pièce qui ne donnent pas l'équivalent des taux minimaux déterminés ci-haut.

4° L'article IX-A (1 et 2) est remplacé par le suivant:

« *Augmentation des taux effectifs et du boni de vie chère:*

IX-A-1: À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement, tout salarié assujéti au présent décret doit recevoir une augmentation sur son salaire horaire s'il est rémunéré à l'heure ou sur son salaire à la pièce s'il est rémunéré à la pièce. Cette augmentation s'établit de la façon suivante:

Salariés rémunérés sur une base de temps:

a) *Coupeurs qualifiés, classe I et coupeurs semi-qualifiés classe II, y compris les étaleurs:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.75 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, et cette augmentation leur est accordée de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.35 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1971.

b) *Apprentis coupeurs:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.30 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1971.

c) *Couseurs à la machine (opérateurs):* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.36 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux

No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum rates mentioned above."

4. Section IX-A (1 and 2) is replaced by the following:

"*Increases in actual wages and in cost of living bonus:*

IX-A-1. From the effective date of this amendment, every employee governed by the provisions of this decree shall be paid an increase in addition to and over and above his actual hourly rate if he works on a time work basis, or in addition to and over and above his actual piece-work earnings, if he works on a piece-work basis, the whole as follows:

Time workers:

(a) *Grade I skilled cutters and Grade II semi-skilled cutters including spreaders:* Shall be paid an increase of \$0.75 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from this amendment's effective date until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.35 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(b) *Apprentice Cutters:* Shall be paid an increase of \$0.30 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from this amendment's effective date until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(c) *Operators:* Shall be paid an increase of \$0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.15 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to

horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1970;

et à compter du 1^{er} août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1971.

d) Couseurs à la machine (opérateurs), travail de section: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1^{er} août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1970;

et à compter du 1^{er} août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1971.

e) Échantillonneurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.36 l'heure en plus du taux payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1^{er} août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1970;

et à compter du 1^{er} août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1971.

f) Drapeurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.35 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1^{er} août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1970;

et à compter du 1^{er} août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1^{er} août 1971.

each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(d) Operators, section work: Shall be paid an increase of \$0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(e) Sample makers: Shall be paid an increase of \$0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.15 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(f) Drapers: Shall be paid an increase of \$0.35 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.14 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

g) *Finisseurs*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.33 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

h) *Examineurs*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.31 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

i) *Plieurs et manoeuvres*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.28 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

j) *Presseurs, presseuses, y compris les aides-presseurs et les aides-presseuses*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.55 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent

(g) *Finishers*: Shall be paid an increase of \$0.33 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.14 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(h) *Examiners*: Shall be paid an increase of \$0.31 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(i) *Folders and general hands*: Shall be paid an increase of \$0.28 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(j) *All Pressers (made and female), including assistant-pressers*: Shall be paid an increase of \$0.55 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase

recevoir une augmentation de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

k) Couseurs (opérateurs) — machines spéciales: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

l) Tous les autres apprentis: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.25 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

Compensation pour réduction des heures de travail: En outre des augmentations prévues ci-dessus, tous les salariés doivent recevoir une compensation pour suppléer à la réduction d'heures de travail prévues aux présentes, de la façon suivante:

Salariés rémunérés sur une base de temps:

m) À compter du 1er août 1971, tous les salariés payés à l'heure devront recevoir une augmentation de 4.2% en plus de leurs taux de salaires, calculée sur les taux en vigueur au 1er août 1971, jusqu'au 31 mai 1972, à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail qui entrera en vigueur le 1er août 1971.

À compter du 1er juin 1972, date à laquelle la semaine de trente-cinq (35) heures entrera en vigueur, la réduction d'une (1) heure de la semaine

of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.15 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(k) Special Machine Operators: Shall be paid an increase of \$0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(l) All other apprentices: Shall be paid an increase of \$0.25 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.08 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.08 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

Compensation for reduction in working hours: In addition to the foregoing increases, all employees shall be compensated for the reduction in working hours as herein provided, as follows:

Time workers:

(m) From August 1, 1971, all employees on an hourly basis shall be paid an increase of 4.2% over and above and calculated upon the individual hourly rates in effect for all employees on August 1, 1971, until May 31, 1972 in order to compensate for the reduction of the workweek commencing August 1, 1971.

Beginning June 1, 1972 when the 35-hour week becomes effective, the reduction of the workweek by one hour shall be compensated by paying all

de travail sera compensée en payant aux salariés rémunérés à l'heure une augmentation additionnelle de 2.86% calculée sur le taux horaire de salaire de chaque salarié en vigueur au 1er juin 1972.

Travailleurs à la pièce:

n) Tous les salariés, y compris les apprentis, qui travaillent à la pièce doivent recevoir les augmentations suivantes qui seront ajoutées au boni de vie chère qui est versé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, tel qu'indiqué ci-dessous. Ceci comprend l'augmentation de 4.2% en vigueur au 1er août 1971 et le 2.86% en vigueur au 1er juin 1972, et sera versé à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail, tel que mentionné ci-dessus.

employees on an hourly basis an additional increase of 2.86% over and above and calculated upon the individual hourly rates in effect for all employees on June 1, 1972.

Piece-workers:

(n) All employees, including apprentices, working on a piece-work basis, shall be paid the following increases to be added to the cost of living bonus paid to each one of them immediately prior to the coming into force of the present amendment in the following manner, which includes the 4.2% increase effective August 1, 1971 and the 2.86% increase effective June 1, 1972, to compensate for the reduction of the workweek as hereinabove set forth.

	<i>Augmentation à être ajoutée à l'entrée en vigueur du présent amendement Increase to be added from the coming into force of the present amendment</i>	<i>Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1970 Increase to be added from Aug. 1, 1970</i>	<i>Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1971 Increase to be added from Aug. 1, 1971</i>	<i>Augmentation à être ajoutée à compter du 1er juin 1972 Increase to be added from June 1, 1972</i>
	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>
<i>Métiers — Crafts:</i>				
Tous les couseurs à la machine (opérateurs), y compris le travail de section; les apprentis-couseurs à la machine, y compris le travail de section, rémunérés à la pièce — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece-work basis	\$0.15	\$0.14	\$0.208	\$0.062
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce — All finishers paid on a piece-work basis . . .	0.14	0.10	0.178	0.062
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce — All examiners paid on a piece-work basis	0.12	0.10	0.163	0.052
Tous les plieurs et les manoeuvres rémunérés à la pièce — All folders and general hands paid on a piece-work basis	0.10	0.09	0.157	0.048
Tous les presseurs rémunérés à la pièce — All male pressers paid on a piece-work basis.	0.20	0.20	0.295	0.104
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce — All female pressers paid on a piece-work basis	0.20	0.20	0.267	0.083
Tous les aides-presseurs et aides-presseuses rémunérés à la pièce — All assistant-pressers paid on a piece-work basis	0.20	0.20	0.243	0.066
Tous les couseurs (opérateurs) — machines spéciales, rémunérés à la pièce — All special machine operators paid on a piece-work basis	0.12	0.10	0.178	0.054
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce — All other apprentices paid on a piece-work basis	0.09	0.08	0.147	0.047

o) Donc, tous les salariés (y compris les apprentis) travaillant à la pièce doivent recevoir un boni de vie chère en outre de leurs taux unitaires ou de leurs salaires à la pièce, comme suit:

(o) Consequently, all employees (including apprentices) working on a piece-work basis shall be paid a cost of living bonus in addition to and above their actual unit rates or piece-work earnings as follows:

	<i>Boni de vie chère payable à l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970</i> <i>Cost of living bonus payable from the coming into force of the present amendment until July 31, 1970</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1970 au 31 juillet 1971</i> <i>Cost of living bonus payable from August 1, 1970 until July 31, 1971</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1971</i> <i>Cost of living bonus payable from August 1, 1971</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er juin 1972</i> <i>Cost of living bonus payable from June 1, 1972</i>
	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>
<i>Mériers — Crafts:</i>				
Tous les couseurs à la machine (opérateurs), y compris le travail de section; les apprentis-couseurs à la machine, y compris le travail de section, rémunérés à la pièce — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece-work basis	\$0.923	\$1.063	\$1.271	\$1.333
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce — All finishers paid on a piece-work basis	0.913	1.013	1.191	1.253
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce — All examiners paid on a piece-work basis	0.893	0.993	1.156	1.208
Tous les plieurs et les manoeuvres rémunérés à la pièce — All folders and general hands paid on a piece-work basis	0.873	0.963	1.120	1.168
Tous les presseurs rémunérés à la pièce — All male pressers paid on a piece-work basis	1.078	1.278	1.573	1.677
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce — All female pressers paid on a piece-work basis	1.013	1.213	1.480	1.563
Tous les aides-presseurs et aides-presseuses rémunérés à la pièce — All assistant pressers paid on a piece-work basis	0.973	1.173	1.416	1.482
Tous les couseurs (opérateurs) — machines spéciales rémunérés à la pièce — All special machine operators paid on a piece-work basis	0.893	0.993	1.171	1.225
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce — All other apprentices paid on a piece-work basis	0.863	0.943	1.090	1.137

p) Les employeurs ne peuvent pas réduire les taux à la pièce par unité ou par opération pour tout travail identique ou semblable en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent amendement. Non seulement doivent-ils continuer de les verser mais ils sont de plus tenus de donner suite aux augmentations prévues aux présentes.

Toutes les augmentations de salaires et de boni de vie chère déjà en vigueur demeurent obligatoires quant au travail exécuté avant l'entrée en vigueur des augmentations de salaires et de boni de vie chère prévues aux présentes à l'égard de toute rémunération afférente à tout travail exécuté.

q) Quant aux augmentations prévues au présent amendement, tout employeur qui, entre le 1er août 1969 et l'entrée en vigueur du présent amendement, a accordé une augmentation générale à ses salariés est réputé avoir satisfait aux dispositions du présent article du présent amendement qui traitent des augmentations de salaires, jusqu'à concurrence des augmentations de salaires effectivement versées.

Travailleurs à domicile:

r) Le boni de vie chère déjà à payable aux travailleurs à domicile à raison de 85% de leur rémunération est maintenant porté à 97½% de ladite rémunération.

À compter du 1er août 1970, le boni de vie chère déjà payable aux travailleurs à domicile à raison de 97½% de leur rémunération sera porté à 109½% de ladite rémunération.

À compter du 1er août 1971, le boni de vie chère déjà payable aux travailleurs à domicile à raison de 109½% de leur rémunération sera porté à 128½% de ladite rémunération.

À compter du 1er juin 1972, le boni de vie chère déjà payable aux travailleurs à domicile à raison de 128½% de leur rémunération sera porté à 135½% de ladite rémunération.

IX-A-2: Vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement:

a) Cependant, pour tout travail assujéti au présent décret, les salariés d'un manufacturier qui dans une proportion de 90% fabrique des vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement et des vêtements non visés par le présent décret reçoivent, en plus de leur salaire effectif, (soit à l'heure, soit à la pièce), les augmentations suivantes. Ce pourcentage de production doit être calculé à chaque mois.

Salariés rémunérés sur une base de temps:

b) *Coupeurs qualifiés, classe I et coupeurs semi-qualifiés, classe II, y compris les étaleurs:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.75 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.35 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

(p) Employers are prohibited from reducing and must maintain piece-work prices per unit or per operation for the same or similar styles of work in effect prior to the effective date of this amendment and must further give effect to the increases herein provided.

All increases in wages and in the cost of living bonus already in force shall remain binding with respect to all work done prior to the coming into effect of the foregoing increases in wages and in the cost of living bonus with respect to all remuneration due for all work done.

(q) With respect to the increases provided by the present amendment only, any employer who, between August 1, 1969 and the effective date of the present amendment, has paid a general increase to his employees, shall be deemed to have complied with the provisions of this section concerning the increases indicated in the present amendment to the extent of the actual amount of such increases.

Homeworkers:

(r) The cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 85% of their remuneration is hereby increased to 97½% of such remuneration.

From August 1, 1970, the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 97½% of their remuneration shall be increased to 109½% of such remuneration.

From August 1, 1971, the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 109½% of their remuneration shall be increased to 128½% of their remuneration.

From June 1, 1972, the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 128½% of their remuneration shall be increased to 135½% of their remuneration.

IX-A-2: Girls' Clothing 7 to 14 years inclusively:

(a) However, for any work subject to this decree, employees of a manufacturer who manufactures clothes for girls of 7 to 14 years of age inclusively and clothes not subject to the present decree, in a proportion of 90% or more of his production, shall be paid, over and above their actual wages, the following increases, both for time-work and piece-work. The percentage of production referred to herein shall be computed every month.

Time Workers:

(b) *Grade I skilled cutters and Grade II semi-skilled cutters including spreaders:* Shall be paid an increase of \$0.75 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.35 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until August 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

c) *Apprentis-coupeurs*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.30 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

d) *Couseurs à la machine (opérateurs)*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.36 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

e) *Couseurs à la machine (opérateurs), travail de section*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

f) *Echantillonneurs*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.36 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immé-

(c) *Apprentice Cutters*: Shall be paid an increase of \$0.30 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(d) *Operators*: Shall be paid an increase of \$0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.15 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(e) *Operators, section work*: Shall be paid an increase of \$0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(f) *Sample makers*: Shall be paid an increase of \$0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.15 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior

diatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

g) Drapeurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.35 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

h) Finisseurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.33 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

i) Examineurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.31 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(g) Drapers: Shall be paid an increase of \$0.35 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.14 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(h) Finishers: Shall be paid an increase of \$0.33 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.14 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(i) Examiners: Shall be paid an increase of \$0.31 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

j) *Pliers et manoeuvres*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.28 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

k) *Presseurs, presseuses, y compris les aides-presseurs et les aides-presseuses*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.55 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

l) *Couseurs (opérateurs) — machines spéciales*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

m) *Tous les autres apprentis*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.25 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur est accordé de la façon suivante:

à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent

(j) *Folders and general hands*: Shall be paid an increase of \$0.28 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(k) *All Pressers made and female, including assistant-pressers*: Shall be paid an increase of \$0.55 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.20 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.15 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(l) *Special Machine Operators*: Shall be paid an increase of \$0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of \$0.12 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.10 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(m) *All other apprentices*: Shall be paid an increase of \$0.25 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment, payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase

recevoir une augmentation de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

et à compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de \$0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970;

et à compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de \$0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

n) Compensation pour réduction des heures de travail: En outre des augmentations prévues ci-dessus, tous les salariés doivent recevoir une compensation pour suppléer à la réduction d'heures de travail prévues aux présentes, de la façon suivante:

i. Salariés rémunérés sur une base de temps:

À compter du 1er août 1971, tous les salariés payés à l'heure devront recevoir une augmentation de 4.2% en plus de leurs taux de salaires, calculée sur les taux en vigueur au 1er août 1971, jusqu'au 31 mai 1972, à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail qui doit entrer en vigueur le 1er août 1971.

À compter du 1er juin 1972, date à laquelle la semaine de trente-cinq (35) heures entrera en vigueur, la réduction d'une (1) heure de la semaine de travail sera compensée en payant aux salariés rémunérés à l'heure une augmentation additionnelle de 2.86% calculée sur le taux horaire de salaire de chaque salarié en vigueur au 1er juin 1972.

ii. Travailleurs à la pièce:

Tous les salariés, y compris les apprentis, qui travaillent à la pièce doivent recevoir les augmentations suivantes qui seront ajoutées au boni de vie chère qui est versé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, tel qu'indiqué ci-dessous. Ceci comprend l'augmentation de 4.2% en vigueur au 1er août 1971 et le 2.86% en vigueur au 1er juin 1972, et sera versé à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail, tel que mentionné ci-dessus.

of \$0.09 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of \$0.08 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of \$0.08 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(n) Compensation for reduction in working hours: In addition to the foregoing increases, all employees shall be compensated for the reduction in working hours as herein provided, as follows:

i. Time Workers:

From August 1, 1971, all employees on an hourly basis shall be paid an increase of 4.2% over and above and calculated upon the individual hourly rates in effect for all employees on August 1, 1971, until May 31, 1972 in order to compensate for the reduction of the workweek commencing August 1, 1971.

From June 1, 1972 when the 35-hour week becomes effective, the reduction of the workweek by one hour shall be compensated by paying all employees on an hourly basis an additional increase of 2.86% over and above and calculated upon the individual hourly rates in effect for all employees on June 1, 1972.

ii. Piece-workers:

All employees including apprentices working on a piece-work basis shall be paid the following increases to be added to the cost of living bonus paid to each one of them immediately prior to the coming into force of the present amendment in the following manner, which includes the 4.2% increase effective August 1, 1971 and the 2.86% increase effective June 1, 1972, to compensate for the reduction of the workweek as herein above set out:

	<i>Augmentation à être ajoutée à l'entrée en vigueur du présent amendement Increase to be added from the coming into force of the present amendment</i>	<i>Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1970 Increase to be added from Aug. 1, 1970</i>	<i>Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1971 Increase to be added from Aug. 1, 1971</i>	<i>Augmentation à être ajoutée à compter du 1er juin 1972 Increase to be added from June 1, 1972</i>
	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>
<i>Métiers — Crafts:</i>				
Tous les couseurs à la machine (opérateurs), y compris le travail de section, et tous les apprentis couseurs à la machine (opérateurs), y compris le travail de section, rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	\$0.15	\$0.14	\$0.208	\$0.062
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All finishers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.14	0.10	0.178	0.062
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All examiners paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.12	0.10	0.163	0.052
Tous les plieurs et les manoeuvres rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All folders and general hands paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.10	0.09	0.157	0.048
Tous les presseurs rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All male pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.20	0.20	0.295	0.104
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All female pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.20	0.20	0.267	0.083
Tous les aides-pressieurs et les aides-presseuses rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All assistant pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.20	0.20	0.243	0.066
Tous les couseurs (opérateurs) — machines spéciales rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All special machine operators paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.12	0.10	0.178	0.054
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « a » ci-dessus — All other apprentices paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0.09	0.08	0.147	0.047

o) Donc, tous les salariés (y compris les apprentis assujettis au paragraphe « a » ci-dessus) travaillant à la pièce doivent recevoir un boni de vie chère en outre de leurs taux unitaires ou de leurs salaires à la pièce, comme suit:

(o) Consequently, all employees paid on a piece-work basis, including the apprentices subject to the foregoing subsection (a) shall receive a cost of living bonus in addition to their unit rates or piece-work rates, in the following manner:

	<i>Boni de vie chère payable à l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970 Cost of living bonus payable from this amendment's effective date until July 31, 1970</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971 Cost of living bonus payable from August 1, 1970 to July 31, 1971</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972 Cost of living bonus payable from August 1, 1971 to May 31, 1972</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er juin 1972 Cost of living bonus payable from June 1, 1972</i>
	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>
<i>Métiers — Crafts:</i>				
Tous les couseurs à la machine (opérateurs), y compris le travail de section, et les apprentis couseurs à la machine, y compris le travail de section, rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece work basis subject to the foregoing subsection "a".....	\$0. 888	\$1. 028	\$1. 236	\$1. 298
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All finishers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0. 878	0. 978	1. 156	1. 218
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All examiners paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0. 858	0. 958	1. 121	1. 173
Tous les plieurs et les manoeuvres rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All folders and general hands paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0. 838	0. 928	1. 085	1. 133
Tous les presseurs rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All male pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	1. 043	1. 243	1. 538	1. 642

	<i>Boni de vie chère payable à l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970 Cost of living bonus payable from this amendment's effective date until July 31, 1970</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971 Cost of living bonus payable from August 1, 1970 to July 31, 1971</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972 Cost of living bonus payable from August 1, 1971 to May 31, 1972</i>	<i>Boni de vie chère payable à compter du 1er juin 1972 Cost of living bonus payable from June 1, 1972</i>
	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>	<i>L'heure Per hour</i>
<i>Métiers — Crafts:</i>				
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All female pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	\$0. 978	\$1. 178	\$1. 445	\$1. 528
Tous les aides-presseurs et les aides-presseuses rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All assistant pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0. 938	1. 138	1. 381	1. 447
Tous les couseurs (opérateurs) — machines spéciales rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All special machine operators paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0. 858	0. 958	1. 136	1. 190
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « a » ci-dessus — All other apprentices paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "a".....	0. 828	0. 908	1. 055	1. 102

IX-A. 3. Dispositions générales:

a) Les majorations prévues aux présentes pour le travail rémunéré sur une base de temps ou à la pièce s'appliquent uniformément dans tout le champ d'application territorial.

b) Tout employeur assujéti au présent décret doit, le ou avant le 10^e jour de chaque mois, indiquer séparément sur les rapports mensuels réguliers de liste de paie pour le mois précédent qu'il doit soumettre aux bureaux de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec, en plus de tout autre renseignement exigé, le montant, pour la période de paie, des bonis de vie chère versés à tout salarié travaillant à la pièce et assujéti au présent décret; le tout devant être fait de la façon prescrite par la Commission conjointe et sur des formules spéciales à cet effet.

c) Cependant, le montant global du salaire ne doit jamais être inférieur aux taux minimaux prévus aux articles VIII et X du présent décret et aux taux minimaux fixés par toute ordonnance de la Commission du salaire minimum, en vertu de la Loi du salaire minimum (SRQ 1964, ch. 144). »

5° L'article X est remplacé par l'article X-1 et X-2 suivant:

« X-1. *Stagiaire*: Un stagiaire est un nouveau venu dans l'industrie. Pendant ses deux premiers mois de travail dans l'industrie, il doit toucher un salaire qui est au moins égal aux taux minimaux de salaires fixés en vertu de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, ch. 144) ou toute modification apportée à ceux-ci par la Commission du salaire minimum. Les taux dont jouissent les stagiaires, à l'heure actuelle, dans les zones I et II du présent décret, sont les suivants:

Deux premiers mois: Zone I	\$1. 25
Zone II	1. 188

Après un stage de deux mois, le stagiaire devient apprenti et les dispositions et les taux prévus à l'article X-2 s'appliquent selon le métier pour lequel le stagiaire a opté.

X-2. *Apprentis*: Un (1) apprenti peut travailler dans tout atelier où travaillent sept coupeurs qualifiés et semi-qualifiés ou plus.

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement, les apprentis coupeurs sont rémunérés selon l'échelle de taux suivante: ces taux comprennent le boni de vie chère des salariés à la pièce une fois la période de formation terminée:

	Jusqu'au 31 juillet 1970		À compter du 1 ^{er} août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971		À compter du 1 ^{er} août 1971	
	Until July 31, 1970		From August 1, 1970 until July 31, 1971		From August 1, 1971	
<i>Métiers — Crafts:</i>	Zones		Zones		Zones	
	I	II	I	II	I	II
<i>Apprenti-coupeur — Apprentice Cutter:</i>						
1 ^{er} trimestre — 1 st three months . . .	\$1. 286	\$1. 222	\$1. 372	\$1. 303	\$1. 372	\$1. 303
2 ^e trimestre — 2 nd three months . . .	1. 610	1. 530	1. 696	1. 611	1. 734	1. 647
3 ^e trimestre — 3 rd three months . . .	1. 924	1. 828	2. 019	1. 918	2. 086	1. 982
4 ^e trimestre — 4 th three months . . .	2. 238	2. 127	2. 343	2. 226	2. 438	2. 317
5 ^e trimestre — 5 th three months . . .	2. 543	2. 416	2. 667	2. 534	2. 791	2. 651

Et par la suite, selon le taux fixé pour les coupeurs semi-qualifiés.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas dépasser vingt pour cent (20%) du nombre des salariés d'un tel atelier.

IX-A-3. General:

(a) The increases herein provided, whether for time work or piece-work, shall apply uniformly throughout the entire territorial jurisdiction.

(b) Each and every employer governed by this decree shall on or before the tenth of each month, on the regular monthly payroll reports for the preceding month, which he is obliged to forward to and file at the offices of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec, in addition to all other information required, report separately for the pay period prescribed the payment of the aforementioned cost of living bonuses, paid to each employee governed by this decree working on a piece-work basis, in the manner and on forms approved by the Joint Commission.

(c) However, in no case shall the total wages paid be lower than the minimum rates specified in sections VIII and X of this decree, and those rates fixed by any ordinance of the Minimum Wage Commission pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, c. 144). »

5° Section X is replaced by Section X-1 and X-2 as follows:

« X-1. *Trainee*: A trainee is a newcomer who works in this Industry and who during his first two months of employment in the Industry shall be paid at least the minimum wage rates under the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, c. 144) or any change in the minimum wage rates as decided by the Minimum Wage Commission. The rates to be paid at present to all trainees, in Zones I and II of this Decree, are as follows:

1 st two months Zone I	\$1. 25
Zone II	1. 188

After the two-month training period, the trainee becomes an apprentice and the provisions and rates of Section X-2 become applicable in accordance with his craft.

X-2. *Apprentices*: Any shop employing seven (7) or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ one (1) apprentice.

From the coming into force of the present amendment, apprentice cutters shall work under the following schedule which includes the cost of living bonus to piece-workers after the trainee period:

	Jusqu'au 31 juillet 1970		À compter du 1 ^{er} août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971		À compter du 1 ^{er} août 1971	
	Until July 31, 1970		From August 1, 1970 until July 31, 1971		From August 1, 1971	
<i>Métiers — Crafts:</i>	Zones		Zones		Zones	
	I	II	I	II	I	II
<i>Apprenti-coupeur — Apprentice Cutter:</i>						
1 ^{er} trimestre — 1 st three months . . .	\$1. 286	\$1. 222	\$1. 372	\$1. 303	\$1. 372	\$1. 303
2 ^e trimestre — 2 nd three months . . .	1. 610	1. 530	1. 696	1. 611	1. 734	1. 647
3 ^e trimestre — 3 rd three months . . .	1. 924	1. 828	2. 019	1. 918	2. 086	1. 982
4 ^e trimestre — 4 th three months . . .	2. 238	2. 127	2. 343	2. 226	2. 438	2. 317
5 ^e trimestre — 5 th three months . . .	2. 543	2. 416	2. 667	2. 534	2. 791	2. 651

And thereafter, in accordance with the rate for semi-skilled cutters.

The numbers of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed twenty per cent (20%) of the employees of such shop.

Les métiers suivants ne comportent pas d'apprentissage mais les taux de salaire minimaux établis dans le présent décret s'y appliquent: étaleur, échantillonneur, drapeur.

Est réputé être débutant, tout apprenti-couseur (opérateur), travail de section; finisseur, presseur, presseuse, aide-presseur, aide-presseuse, examinateur, couseur (opérateur) — machines spéciales, manoeuvre et plieur. Ces débutants doivent être rémunérés selon l'échelle de salaires suivante qui comprend le boni de vie chère des travailleurs à la pièce, qu'ils soient au service d'un ou de plusieurs employeurs et ce à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement:

There is no apprenticeship for the crafts of spreader, sample maker and draper to which the minimum scale of wages herein set forth shall apply.

An apprentice operator, apprentice operator section work, male presser, female presser, assistant-presser, examiner, special machine operator, finisher, general hand and folder is a beginner and shall work, whether for one or more employers, under the following schedule of wages which includes the cost of living bonus to piece-workers, from the coming into force of this amendment as follows:

	Jusqu'au 31 juillet 1970		À compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971		À compter du 1er août 1971	
	Until July 31, 1970		From August 1, 1970 until July 31, 1971		From August 1, 1971	
	Zones I II		Zones I II		Zones I II	
Métiers — Crafts:						
Apprenti-presseur —						
Apprentice Male Presser:						
1er trimestre — 1st three months...	\$1.286	\$1.222	\$1.372	\$1.303	\$1.372	\$1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.620	1.538	1.705	1.620	1.734	1.647
3e trimestre — 3rd three months....	1.943	1.846	2.038	1.938	2.096	1.991
4e trimestre — 4th three months....	2.267	2.154	2.372	2.253	2.458	2.335
Apprenti-presseuse —						
Apprentice Female Presser:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.534	1.457	1.629	1.547	1.658	1.575
3e trimestre — 3rd three months....	1.781	1.692	1.877	1.713	1.934	1.837
4e trimestre — 4th three months....	1.924	1.828	2.124	2.018	2.210	2.099
Apprenti-couseur à la machine (opérateur)						
— Apprentice Operator:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.372	1.303	1.448	1.376	1.477	1.403
3e trimestre — 3rd three months....	1.448	1.376	1.524	1.448	1.572	1.493
4e trimestre — 4th three months....	1.524	1.448	1.60	1.52	1.667	1.584
Apprenti-couseur à la machine (opérateur)						
travail de section — Apprentice Operator						
Section Work:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.391	1.321	1.477	1.403	1.505	1.430
3e trimestre — 3rd three months....	1.496	1.421	1.581	1.502	1.638	1.557
Apprenti-examineur —						
Apprentice Examiner:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.40	1.33	1.477	1.403	1.515	1.439
Apprenti-pleieur — Apprentice Folder:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
Apprenti-manoeuvre —						
Apprentice General Hand:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
Apprenti aide presseur(euse) —						
Apprentice Assistant Presser:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.420	1.348	1.505	1.43	1.543	1.466
Apprenti-couseur (opérateur) — machines						
spéciales — Apprentice Special Machine						
Operator:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.362	1.294	1.448	1.376	1.467	1.394
3e trimestre — 3rd three months....	1.438	1.367	1.515	1.439	1.562	1.484
Apprenti finisseur — Apprentice Finisher:						
1er trimestre — 1st three months...	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months....	1.362	1.294	1.448	1.376	1.467	1.394
3e trimestre — 3rd three months....	1.438	1.367	1.515	1.439	1.562	1.484

Et par la suite, selon le taux établi pour leur métier respectif. »

6° L'article XV (*Jours fériés*) est modifié en ajoutant les mots « le jour de Victoria (jour choisi par proclamation) après les mots « le vendredi saint ».

And thereafter, in accordance with rate for their respective craft."

6. Section XV (*General holidays*) is amended by adding after the words "Good Friday" the words "Victoria Day (as declared by proclamation)".

7^o L'article XV-A (*Jours fériés payés*) est modifié de la façon suivante: à la quatrième ligne, remplacer « sept (7) » par « huit (8) »; après les mots « le vendredi saint », ajouter les mots « le jour de Victoria (jour choisi par proclamation) ».

8^o La première phrase de l'article XXIII est remplacée par la suivante:

« XXIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1972. »

Le greffier du Conseil exécutif,

33911-o

JULIEN CHOUINARD.

7. Section XV-A (*General holidays with pay*) is amended by replacing in the fourth and fifth lines the word "seven" and the number "(7)" with the word "eight" and the number "(8)" and adding after the words "Good Friday" the words "Victoria Day (as declared by proclamation)".

8. The first sentence of Section XXIII is replaced by the following:

"XXIII. *Term of the decree*: The present decree shall remain in force until July 31, 1972."

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

33911-o

INDEX No 14

ARRÊTÉS en Conseil

1010 — Ile d'Orléans, (<i>Arrondissement historique</i>)	2141
1010 — Island of Orleans, (<i>Historic Locality</i>)	2141
1081 — Tarif applicable aux Commissaires à l'assermentation pour le Québec	2140
1081 — Tariff applicable to the Commissioners for Oaths for Québec	2140
1222 — Robe, province	2171
1222 — Dress, Province	2171
1223 — Imprimerie, Québec	2130
1223 — Printing, Québec	2130
1308 — Salon du Livre de Québec 1970	2138
1308 — Salon du Livre of Québec	2138
1309 — Pointe Calumet, village, comté Deux-Montagnes « endroit touristique »	2139
1309 — Pointe Calumet, village, county of Two Mountains "a tourist area"	2139
1310 — St-Jean-Port-Joli, munic., comté L'Islet « endroit touristique »	2139
1310 — St-Jean-Port-Joli, munic., county of L'Islet "a tourist area"	2139
1311 — Notre-Dame-du-Laus, comté Labelle « endroit touristique »	2137
1311 — Notre-Dame-du-Laus, county of Labelle "a tourist area"	2137
1312 — Château-Richer, ville, comté Montmorency « endroit touristique »	2138
1312 — Château-Richer, town, county of Montmorency "a tourist area"	2138
1417 — Fonction pédagogique ou éducative pour les fins de la Loi de l'instruction publique, règlement relatif à la définition à cette fonction	2141
1417 — Pedagogical or educational position for the purposes of the Education Act, regulation relative to the definition of that position	2141

AVIS divers

Loi électorale de Québec (<i>Électeurs inscrits</i>)	2169
Québec Election Act (<i>Voters Listed</i>)	2169

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Demandes:

Cohen, Jack	2112
Dion dit Soulière, Joseph Ernest	2113
Halmagyi, Szabolcs	2113
Mariahegyi, Leslie	2113
Parks, James Arthur	2113
Putin, Roger	2113
Reimer, Martina	2112
René Joseph Antoine	2114

MISCELLANEOUS Notices

CHANGE OF NAME ACT

Applications:

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Accordés:

Galler, Stanley Joseph	2114
Galler, Stephen	2114
Maizen, Arnold	2114
Matte, Claude	2114

CHANGE OF NAME ACT

Granted:

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires

Belkin Packaging Ltd.	2142
Claims Service International, Inc.	2143
Francana Oil & Gas Ltd.	2143

COMPANIES

Notice relative to the Act of Licensed to do Business

Great Lakes Nickel Limited	2143
KDI Modern Services, Inc.	2143
Mining & Financial Consultants Ltd.	2144
Teledyne Industries, Inc.	2144
Westank Industries Ltd.	2144
Williams (Edwink.) & Co., International	2144

**Chartes —
demandes
d'abandon de**

**Charters —
Applications for
Surrender of**

Association générale des étudiants du collège de Chicoutimi.....	2115
Chicoutimi Business College Inc.....	2115
Edgell Company Limited.....	2115
Gage Development Corp.....	2115
Harwood Securities Limited.....	2115
Island Development Corporation.....	2114
Labrador Mink Ranches Limited.....	2115
Leona Food Products Inc.....	2116
Marex Co. Ltd.....	2115
Navigateur inc. (Le).....	2116
Opemisca Explorers Limited.....	2116
United Explorations & Mining Corporation Ltd.....	2116
United Obalski Mining Company.....	2116

Dissoutes

Dissolved

Artisanat Motel Inc.....	2108
Association of English-Speaking Interns of Montreal.....	2108
Benco Children's Wear Co. Ltd.....	2109
Cinétel Inc.....	2109
Cleopatra Beauty Parlor Inc.....	2109
Cléopâtre Haute Coiffure inc.....	2109
Hermitage Country Club Incorporated.....	2109
J. & H. Plumbing & Heating Inc.....	2109
N.A. Timmins Corporation (The).....	2109
Nordom Limited.....	2110
Placements Adjudor Amyot, limitée.....	2110
Quincaillerie St-Pascal inc.....	2110
Religieuses des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie et de l'adoption perpétuelle du Très Saint Sacrement de l'autel.....	2110
Savoy Shipping Limited.....	2110
Société Ozanam inc. (La).....	2110
Star Bakery Ltd.....	2111
Taverne Les Cascades inc.....	2111

Divers

Miscellaneous

Apparel Accessories Inc. (Dir.).....	2117
Canada Envelope Company (Dir.).....	2119
Club « Canari » incorporé (Règl.- By-laws).....	2117
Club de Yachting du Saguenay (Le) (Règl.).....	2117
Club Optimiste de Drummondville inc. (Le) (Règl.- By-laws).....	2119
Compagnie Montco (1966) ltée (Dir.).....	2117
Corvin Food Products Ltd. (Dir.).....	2119
De Luxe Equipment Inc. (Name ch.).....	2117
Équipement de luxe inc. (Nom ch.).....	2117
Entreprises Samson inc. (Les) (Nom ch.).....	2119
Giffen Recreation Limited (Name ch.).....	2119
Giffen Recreation Limited (Dir.).....	2119
Giftowne Ltd. (Nom - Name ch.).....	2120
Grosvenor Investments Ltd. (Dir.).....	2118
Gulf Molybdenite Ltd. (Dir.).....	2117
Gulf Molybdenite ltée (Dir.).....	2117
Hallmark Drapery Corp. (Dir.).....	2120
Ida Construction ltée (Nom - Name ch.).....	2118
Lawrence-Harvey Holding Corporation (The) (Nom - Name ch.).....	2118
Lefebvre (Roger) & Associates Inc. (Name ch.).....	2118
Lefebvre (Roger) & Associés inc. (Nom ch.).....	2118
Montco Company (1966) Ltd. (Dir.).....	2117
Récréation Giffen limitée (Nom ch.).....	2119
Récréation Giffen limitée (Dir.).....	2119

Résidence des jeunes de Sorel inc. (Règl.- By-laws).....	2118
Richard & frères inc. (Dir.).....	2119
Saguenay Yacht Club (The) (By-laws).....	2117
St-Luc Automobile inc. (Dir.).....	2120
Samson Enterprises Inc. (Name ch.).....	2119
Service des loisirs St-Esprit de Rosemont (Règl.- By-laws).....	2120
XM-Drummond (Règl.- By-laws).....	2118

Lettres patentes

Letters Patent

A.B.C. Watch Service Inc.....	2104
Académie Monte-Carlo Inc.....	2105
Advance Metal Industries Ltd.....	2068
Agence Sénécal inc.....	2068
Alliance Restaurant Equipment Inc.....	2069
Apollo Distributors Ltd.....	2069
Armand Vending System Inc.....	2102
Articles de bureau Landry inc.....	2070
Association de courses moto-neige des Laurentides inc. (L').....	2070
Association des camionneurs de Chibougamau inc. (L').....	2070
Association des Citoyens de Milton-Parc inc. (L').....	2071
Association des Terrains de Camping des Cantons de l'Est (L').....	2071
Association Trifluvienne des loisirs paroissiaux (A.T.L.P.) inc.....	2072
Auto-Sport (Drummond) Ltd.....	2072
Auto-sport (Drummond) ltée.....	2072
Bac Enterprises Inc.....	2080
Beaupré (Claude) limitée.....	2072
Boulevard Hand Bag Limited.....	2097
Boussole de Montréal inc. (La).....	2073
Boutique Clément inc.....	2073
Braves du Sud inc. (Les).....	2073
Butterfly Flowers Mfg. Inc.....	2074
Centico Finance Ltd.....	2082
Céramiques K. & D. inc.....	2074
Chaussures St-Trop ltée.....	2097
Chiasson (Arthur) et fils limitée.....	2074
Chomedey Roofing Inc.....	2077
Club auto-neige & nautique de Ladurantaye inc.....	2075
Club Coeur à Tout inc.....	2075
Club Optimiste de Rawdon inc. (Le).....	2075
Confédération québécoise du Plein Air (La).....	2076
Conrad Sportswear Inc.....	2076
Constructions Henri Girard inc. (Les).....	2076
Contrôle de gaz I.M. limitée.....	2077
Couvreur Chomedey inc.....	2077
Cusson (Honorat) inc.....	2077
Distributeurs Apollon ltée (Les).....	2069
Distributions Éclair (1969) ltée.....	2078
Domaine Champ d'Azur inc. (Le).....	2078
Draperies Châteauguay inc.....	2079
E.C.A. inc.....	2079
E.T.D. (Études et Traitement des Donnéees) inc.....	2079
Eastern Carpets Inc.....	2102
Élégance masculine Denis D'Auteuil inc.....	2080
Ellas Construction Ltd.....	2080
Entreprises Bac inc. (Les).....	2080
Entreprises Liliane & Martin ltée (Les).....	2081
Évaluateurs du Nord-Ouest Québécois inc. (Les).....	2081
Fédération des clubs de raquetteurs de la province de Québec.....	2081
Ferd Tobacco Inc.....	2082
Finance Centico ltée.....	2082
Formtech Inc.....	2082

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)		
Fraternité grecque orthodoxe Saint Kosmas Astolos.....	2097	Taverne des sports L.S.Q. inc.....	2103
G. W. Properties (Québec) Ltd.....	2084	Therrien (Marcel) inc.....	2103
Galanau inc.....	2083	Urbania Construction Inc.....	2103
Ger — Bo inc.....	2083	Wilcox-Little Cartage Limited.....	2103
Gerto ltée.....	2083	Zantar Industries Co. Ltd.....	2104
I.M. Gas Control Limited.....	2077	Zarli inc.....	2104
Ideal Industrial Hardware Co. Ltd.....	2084		
Industries du métal Progrès ltée (Les).....	2000	Lettres patentes	Supplementary
Imprimerie Blais ltée.....	2085	supplémentaires	Letters Patent
Industries du métal Progrès ltée (Les).....	2068	Assurances Simard inc. (Les).....	2105
Industries Zantar Cie ltée (Les).....	2104	Canadian British Aluminium Company Limited.....	2105
Jamar Renovation and Construction Inc.....	2085	Champfleur Investments Ltd.....	2106
Kay-Anna Mfg. Co. Ltd.....	2085	Charlebois Ltd.....	2106
Lamofer inc.....	2086	Charlebois ltée.....	2106
Larry Meat Market Inc.....	2086	Dumont Interprovincial Ltd.....	2106
Lazio Importing Company Inc.....	2086	Dumont interprovincial ltée.....	2106
Léger (F.) et associés inc.....	2087	École nationale d'administration publique.....	2127
Liliane & Martin Entreprises Ltd.....	2081	Howard (C.) Simpkin Ltd.....	2106
Longpré (R.) Metal Inc.....	2087	Laboratoire Pentagone ltée.....	2107
Louisbourg Mines Ltd.....	2087	Lutfy Ltd.....	2107
Luna Auto Repairs Ltd.....	2088	Lutfy ltée.....	2107
Maisons Boulevard inc. (Les).....	2088	Maçonnerie Montmorency inc.....	2107
Maison Duvalier inc. (Le).....	2088	Milco Inc.....	2107
Marchands du Centre d'achat Rock Forest inc. (Les).....	2089	Pentagone Laboratory Ltd.....	2107
Marché de viande Larry inc.....	2086	Placements Toledo inc. (Les).....	2108
Master Screenprint Ltd.....	2089	Texall Products Co. Ltd.....	2108
Mirena Films Distribution Inc.....	2089	Toledo Holdings Inc.....	2108
Moses & Duhamel ltée.....	2090		
National Service of Hostesses Inc.....	2099	Sièges sociaux	Head Offices
Noron Construction Inc.....	2090	Brault (Pierre F.) inc.....	2121
North-Western Québec Valuers Inc.....	2081	E.T.D. (Études et traitement des données) inc.....	2121
Olive Electro Dynamics Inc.....	2090	In-Media inc.....	2120
Omega Photo Inc.....	2091	Mid-Kebek Mining Corporation.....	2122
Onside Productions Ltd.....	2091	Reizes (Henryk) Inc.....	2120
Oriental Tobacco Company Inc.....	2091	Sylvestre (Réal) inc.....	2121
Ouellet (Jacques) inc.....	2092	Weyrich Chemicals & Co. Ltd.....	2121
Park Extension Youth Organization Inc.....	2092		
Pavillon du Parc inc.....	2092	DEMANDES	APPLICATIONS
Peintures Senecou inc. (Les).....	2093	à la Législature	to Legislature
Place d'Artagnan inc.....	2093	Communauté des sœurs de la charité de la Province (La).....	2111
Placements Serber limitée (Les).....	2093	Excellence, Compagnie d'Assurance-Vie (L').....	2111
Primagestion ltée.....	2094	Excellence Life Insurance Company.....	2111
Productions Fervil inc. (Les).....	2094	Laval, ville-city.....	2112
Productions Guy Pothier inc.....	2095		
Pro-Inter inc.....	2095	MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Rente Immobilière Laurentienne inc. (La).....	2095	Éducation	Education
Restaurant Sete inc.....	2096	<i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>	
Revuzical Players (The).....	2096	Acton Vale (Acc.-Grant.).....	2128
Roland Shell Service Inc.....	2096	Bersimis (Acc.-Grant.).....	2130
Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood.....	2097	Buckingham (Acc.-Grant.).....	2129
St. Trop Shoes Ltd.....	2097	Cascades (Acc.-Grant.).....	2130
Sac à main Boulevard limitée.....	2097	Delisle (Acc.-Grant.).....	2124
Salon de meubles L.D. inc.....	2098	Des Anses (Acc.-Grant.).....	2124
Sénécal Agency Inc.....	2068	Des Cascades (Acc.-Grant.).....	2125
Samais Ltd.....	2098	Des Frontières (Acc.-Grant.).....	2125
Satellite Steak House Inc.....	2098	Des Montagnes (Acc.-Grant.).....	2127
Serco International Inc.....	2099	École nationale d'administration publique (L.P.S.).....	2127
Service Hénault inc.....	2099	Forillon (Acc.-Grant.).....	2128
Service National des Hôtesse inc.....	2098	Howick-Ormstown (Acc.-Grant.).....	2122
Shirlab Inc.....	2100	La Tourelle (Acc.-Grant.).....	2123
Silhouette de Place Versailles inc.....	2100	Port-Cartier (Acc.-Grant.).....	2123
Silhouette de Place Versailles Inc.....	2100	Rocher-Percé (Acc.-Grant.).....	2122
Sophaq ltée.....	2101	Saint-Joachim (Acc.-Grant.).....	2125
Southway Development Inc.....	2101	Secteur-Warwick (Acc.-Grant.).....	2127
Spiritual Assembly of the Baha'is of St. Lambert.....	2101	Témiscouata (Acc.-Grant.).....	2126
Système de Distributrices Armand inc.....	2102	Victoriaville (Acc.-Grant.).....	2126
Tapis de l'Est inc.....	2102		

PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS	
Convocation de la Législature.....	2145	
Convocation of the Legislature.....	2145	
Education Act, coming into force of the Act amending that act (Chapter 67 of 1969).....	2145	
Instruction publique, mise en vigueur de la Loi modifiant la Loi (Chapitre 67 de 1969).....	2145	

SOUSSIONS	TENDERS	
Brossard, ville-town.....	2157	
Hull, cité-city (<i>Correction</i>).....	2154	
Jacques-Cartier, cité-city, c.s.c.-c.s.c....	2154	
Lac Saint-Jean, c.s.r.....	2146	
Lake St. John, r.s.b.....	2146	
Roberval, cité-city.....	2148	
St-Joseph-de-Sorel, ville-town.....	2150	
St-Romuald-d'Etchemin, cité-city.....	2155	
St-Zotique, village.....	2160	
Senneterre, ville-town.....	2152	

VENTES	SALES	
Effets non réclamés	Unclaimed Goods	
Canadian Pacific Express Company ...	2111	
Messageries Canadien Pacific.....	2111	

SHÉRIFS	SHERIFFS	
Beauharnois	Beauharnois	
London & Edinburgh Insurance Company (The) <i>vs</i> Primeau.....	2165	
Hull	Hull	
Daveluyville Furniture ltée <i>vs</i> Osborne.	2165	
Joliette	Joliette	
Béland <i>vs</i> Pineault.....	2166	
Caisse populaire St-Grégoire Le Grand (La) <i>vs</i> Laffeur.....	2167	
Couvreur Verdun inc. <i>vs</i> Gosselin <i>et al.</i>	2166	
Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda	
Beaver Lumber (Québec) Ltd. <i>vs</i> Pichette.....	2167	
Saint-François	Saint-François	
Langlois (Théo.) Ltd. <i>vs</i> Métivier.....	2168	
Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	
Viens <i>vs</i> Turgeon.....	2169	
Taxes	Taxes	
Cap-de-la-Madeleine, cité-city.....	2162	
Greenfield Park, ville-town.....	2163	



